



UNIVERSITÉ DU BURUNDI

GRENIER DU SAVOIR DU BURUNDI

Dépôt institutionnel officiel

<https://repository.ub.edu.bi>

Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets sur la stabilité économique

Nduwimana, Desire; Sous la direction de : Pr. Frédéric Nimubona

2022-06

UB, FSEG

<https://repository.ub.edu.bi/handle/123456789/2405>

UNIVERSITE DU BURUNDI

FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES ET DE GESTION
MASTER EN ANALYSE ECONOMIQUE ET DEVELOPPEMENT

=====



INCLUSION FINANCIERE DANS LES PAYS DE LA COMMUNAUTE
DE L'AFRIQUE DE L'EST : SES DETERMINANTS ET SES EFFETS
SUR LA STABILITE ECONOMIQUE

Par :

NDUWIMANA Désiré

Mémoire

présenté et soutenu publiquement en vue de l'obtention du diplôme de Master
en Analyse Economique et Développement

Spécialité : Analyse Economique

=====

Sous la direction de :

Pr. Frédéric NIMUBONA

Bujumbura, Juin 2022

=====

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

COMPOSITION DU JURY

Président du jury : Pr MANIRAKIZA Diomède
Lecteur principal : Dr NSENGIYUMVA Théogène
Directeur de mémoire : Pr NIMUBONA Frédéric

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

DEDICACE

A mes très chers parents ;

A mes frères et sœurs ;

A la famille NKURUNZIZA Gérard ;

A tous mes amis et connaissances ;

A tous ceux qui, de près ou de loin, ont été toujours de mes côtés.

NDUWIMANA Désiré

REMERCIEMENTS

Au terme de cette recherche, c'est avec plaisir que je rédige ces quelques lignes pour remercier toutes les personnes qui, de loin ou de près, ont contribué à la réalisation de ce mémoire.

Je tiens d'abord à remercier vivement le professeur Frédéric NIMUBONA, Directeur de ce mémoire, qui malgré tant d'autres responsabilités, s'est donné corps et âme pour une bonne marche des activités de rédaction. Ses conseils, ses orientations, son écoute, sa disponibilité, son temps qu'il m'a consacré m'ont été d'une importance sans précédent.

Mes remerciements vont également à l'endroit de tous les professeurs de la Faculté des Sciences Economiques et de Gestion de l'Université du Burundi, spécialement à tous les membres du corps professoral de la formation Master pour leur formation tant morale qu'intellectuelle qui m'a permis de franchir ce pas. Je tiens aussi à remercier monsieur Alain MUKAMBA MULUNGULA qui, malgré la distance qui nous sépare, a été toujours près de moi tout au long de la réalisation de ce mémoire.

Enfin, je n'oublie pas de remercier les membres de ma famille, mes amis et mes camarades de promotion. Leurs encouragements ont été pour moi d'une grande importance tout au long de ce parcours universitaire.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

RESUME

Ce travail étudie les déterminants de l'inclusion financière ainsi que les effets de cette dernière sur la stabilité économique dans 5 pays de la communauté de l'Afrique de l'Est. L'inclusion financière a été captée par les crédits domestiques au secteur privé par les banques commerciales. La stabilité économique a été captée via la stabilité financière et la stabilité macroéconomique. La stabilité financière a été saisie par le score z de banque tandis que l'indicateur de stabilité macroéconomique a été l'inflation.

Les données utilisées proviennent des bases des données de la banque mondiale « World Development Indicators » et « Global Financial Development ». L'analyse des données à l'aide des modèles de panel statique a montré que le modèle à effets fixes est meilleur pour étudier les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE tandis que le modèle à effets aléatoires a été bon pour analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique.

Les résultats du modèle à effets fixes montrent que le revenu par habitant, le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles, le taux d'intérêt sur les prêts influencent positivement et significativement l'inclusion financière dans la CAE. Tandis que Les résultats du modèle à effets aléatoires montrent que l'inclusion financière à travers les crédits influence négativement et significativement la stabilité financière tandis que via les dépôts, l'inclusion financière influence positivement et significativement la stabilité financière. Quant à la stabilité macroéconomique, les résultats montrent que l'inclusion financière à travers les crédits a un effet négatif et significatif sur la stabilité macroéconomique tandis que via les dépôts, l'inclusion financière influence positivement la stabilité macroéconomique. Ces résultats présagent de suggérer d'une part le renforcement des facteurs visant à renforcer l'inclusion financière et d'autre part encourager les politiques visant à réduire le niveau d'inflation qui nuit à la stabilité macroéconomique.

Mots clés : Déterminants, Inclusion financière, Stabilité économique, Communauté de l'Afrique de l'Est

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

ABSTRACT

This paper investigates the determinants of financial inclusion and its effects on economic stability in five countries of the East African Community. Financial inclusion is captured through domestic credit to the private sector by commercial banks. Economic stability is captured through financial stability and macroeconomic stability. Financial stability is captured by the bank z-score while the indicator of macroeconomic stability is inflation.

The data used was taken from the World Bank's World Development Indicators and Global Financial Development database. Analysis of the data using static panel models showed that the fixed effects model is better for studying the determinants of financial inclusion in EAC countries while the random effects model was good for analysing the effects of financial inclusion on economic stability.

The results of the fixed effects model show that per capita income, number of mobile phone subscribers, interest rate on loans positively and significantly influence financial inclusion in the EAC. While the results of the random effects model show that financial inclusion through credits negatively and significantly influences financial stability while through deposits, financial inclusion positively and significantly influences financial stability. As for macroeconomic stability, the results show that financial inclusion through credits has a negative and significant effect on macroeconomic stability while through deposits; financial inclusion positively influences macroeconomic stability. These results suggest the need to strengthen factors aimed at enhancing financial inclusion on the one hand, and to encourage policies aimed at reducing the level of inflation that undermines macroeconomic stability on the other.

Keywords: Determinants, Financial inclusion, Economic stability, East African Community

COMPOSITION DU JURY	i
DEDICACE.....	ii
REMERCIEMENTS.....	iii
RESUME	iv
ABSTRACT	v
TABLE DES MATIERES	vi
LISTE DES TABLEAUX	xi
LISTE DES GRAPHIQUES	xii
SIGLES ET ABREVIATIONS	xiii
AVANT-PROPOS	xiv
INTRODUCTION GENERALE	1
1. Intérêt du sujet.....	1
2. Contexte et problématique	1
3. Objectifs	7
4. Hypothèses	8
5. Méthodologie	8
6. Annonce du plan.....	9
PREMIERE PARTIE: DETERMINANTS ET EFFETS DE L’INCLUSION FINANCIERE.....	10
CHAPITRE I : DETERMINANTS DE L’INCLUSION FINANCIERE.....	10
Section 1 : Analyse théorique de l’inclusion financière.....	10
I.1.1. Concept d’inclusion financière	10
I.1.2. Indicateurs fondamentaux de l’inclusion financière	11
I.1.2.1. Accès aux services financiers	12
I.1.2.2. Utilisation des services financiers.....	13
I.1.3. Indice d’inclusion financière.....	15
I.1.3.1. Méthodes non paramétriques	16
I.1.3.2. Méthodes paramétriques	16

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Section 2 : Déterminants de l'inclusion financière	17
I.2.1. Déterminants financiers de l'inclusion financière	17
I.2.1.1. Coût des services financiers.....	17
I.2.1.2. Sélection des clients.....	18
I.2.2. Déterminants socioculturels d'inclusion financière.....	19
I.2.2.1. Exclusion volontaire	19
I.2.2.2. Education	20
I.2.3. Déterminants économiques de l'inclusion financière	22
I.2.3.1. Le PIB par habitant	22
I.2.3.2. Les infrastructures mobiles	23
I.2.4. Les déterminants géographiques.....	25
Conclusion du premier chapitre	26
CHAPITRE II: EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE SUR STABILITE	
ECONOMIQUE	27
Section 1 : Effet de l'inclusion financière sur la stabilité financière.	27
II.1.1. Analyse théorique de la stabilité financière.....	27
II.1.1.1. Sources d'instabilité financière	27
II.1.1.2. Mesure de stabilité financière.....	30
II.1.1.3. Régulation de la stabilité financière	31
II.1.2. Effet de l'inclusion financière sur la stabilité financière.....	32
Section 2 : Effet de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique.....	35
II.2.1. Le concept de stabilité macroéconomique.....	35
II.2.2. Effets de l'inclusion financière sur les variables macroéconomiques.....	35
II.2.2.1. Effet de l'inclusion financière sur la croissance économique	36
II.2.2.2. Effet de l'inclusion financière sur le chômage.....	38
II.2.2.3. Effets de l'inclusion financière sur le développement humain	39
II.2.2.4. Effet de l'inclusion financière sur la politique monétaire	39
II.2.3. Décomposition des effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique	41

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

II.2.3.1. Effets négatifs de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique	41
II.2.3.2. Effets positifs de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique	41
Conclusion du deuxième chapitre	45
DEUXIEME PARTIE : ESTIMATION DES DETERMINANTS ET DES EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS LES PAYS DE LA CAE ..	46
CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES DES ECONOMIES DES PAYS DE LA COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST	46
Section 1 : Etat des lieux des déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE	46
III.1.1. La structure économique des pays de la CAE	46
III.1.1.1. Le produit intérieur brut par tête dans les pays de la CAE	47
III.1.1.2. Epargne domestique dans les pays de la CAE	49
III.1.2. Structure monétaire et financière des pays de la CAE	50
III.1.2.1. La politique monétaire dans les pays de la CAE	50
III.1.2.2. Taux d'intérêt sur les prêts	52
III.1.2.3. Crédits bancaires domestiques au secteur privé	53
III.1.3. La structure sociodémographique dans les pays de la CAE	55
III.1.3.1. Evolution de la population rurale dans les pays de la CAE	55
III.1.3.2. Les technologies d'information et de communication dans les pays de la CAE	56
Section 2. Etat des lieux des indicateurs de stabilité économique dans les pays de la CAE	58
III.2.1. Indicateurs de stabilité financière	58
III.2.1.1. Evolution du taux d'intérêt réel	58
III.2.1.2. Evolution du score Z de banque dans les pays de la CAE	59
III.2.2. Indicateurs de stabilité macroéconomique	60
III.2.2.1. Evolution du taux de croissance dans les pays de le CAE	60
III.2.2.2. Evolution du taux d'inflation	62
Conclusion du troisième chapitre	64

CHAPITRE IV : ESTIMATION DES DETERMINANTS ET DES EFFETS DE

L'INCLUSION FINANCIERE	65
Section 1 : Méthodologie d'analyse	65
IV.1.1. Présentation des modèles théoriques.....	65
IV.1.1.1. Présentation des modèles statiques	66
IV.1.1.2. Tests économétriques en panel statique	68
IV.1.1.2.1. Test d'homogénéité.....	68
IV.1.1.2.2. Test d'Hausman pour le modèle sur les déterminants d'inclusion financière	70
IV.1.2. Spécification du modèle.....	71
IV.1.3. Présentation des variables et signe attendu	74
Section 2 : Présentation et interprétation des résultats	79
IV.2.1. Résultats sur les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE	79
IV.2.1.1. Résultats d'analyse descriptive	79
IV.2.1.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	81
IV.2.1.3. Résultats du test de Hausman du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	82
IV.2.1.4. Résultats des tests de diagnostic des résidus.....	83
IV.2.1.4.1. Test de normalité de Skewness/Kurtosis	83
IV.2.1.4.2. Test d'autocorrélation des erreurs de Pesaran.....	84
IV.2.1.5. Résultats d'estimation du modèle à effets fixes sur les déterminants de l'inclusion financière.....	84
IV.2.1.6. Interprétation et implication économique des résultats des déterminants de l'inclusion financière.....	86
IV.2.2. Résultats des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique	87
IV.2.2.1. Résultats des effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière	87
IV.2.2.1.1. Résultats d'analyse descriptive pour le modèle sur la stabilité financière...	87
IV.2.2.1.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité financière	88

IV.2.2.1.3. Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité financière	89
IV.2.2.1.4. Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la stabilité financière	90
IV.2.2.1.5. Interprétation et implication économique des résultats sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière	91
IV.2.2.2. Résultats sur la stabilité macroéconomique	92
IV.2.2.2.1. Résultats d'analyse descriptive	92
IV.2.2.2.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité macroéconomique	93
IV.2.2.2.3. Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité macroéconomique	94
IV.2.2.2.4. Résultats d'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la ... stabilité macroéconomique.....	94
IV.2.2.2.5. Interprétation et implications économiques des résultats sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique	95
Conclusion du quatrième chapitre.....	97
CONCLUSION GENERALE	99
REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES	101
ANNEXES.....	109

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Statistiques descriptives pour les déterminants de l'inclusion financière	80
Tableau 2 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	81
Tableau 3 : Résultats du test d'Hausman du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	82
Tableau 4 : Résultat du test de normalité des erreurs pour le modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	83
Tableau 5 : Résultat du test d'autocorrélation des erreurs pour le modèle sur les déterminants de l'inclusion financière	84
Tableau 6 : Résultats d'estimation du modèle à effets fixes sur les déterminants de l'inclusion financière	85
Tableau 7 : Résultats des statistiques descriptives pour le modèle de stabilité financière.....	88
Tableau 8 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité financière	89
Tableau 9 : Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité financière	90
Tableau 10 : Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires du modèle sur la stabilité financière	91
Tableau 11 : Statistiques descriptives pour le modèle sur la stabilité macroéconomique	93
Tableau 12 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité macroéconomique	93
Tableau 13 : Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité macroéconomique	94
Tableau 14 : Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la stabilité macroéconomique	95

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1 : Evolution du PIB par tête dans les pays de la CAE	47
Graphique 2 : Evolution de l'épargne domestique dans les pays de la CAE(en % du PIB)	49
Graphique 3 : Evolution de la masse monétaire en circulation dans les pays de la CAE(en % du PIB)	51
Graphique 4 : Evolution des taux d'intérêt débiteurs dans les pays de la CAE	53
Graphique 5 : Evolution des crédits bancaires domestiques dans les pays de la CAE (en % du PIB)	54
Graphique 6 : Evolution de la population rurale dans les pays de la CAE	55
Graphique 7 : Evolution des abonnés aux cellulaires mobile pour 100 personnes	57
Graphique 9 : Evolution du score Z de banque dans les pays de la CAE	60
Graphique 10: Evolution du taux de croissance du PIB par habitant dans les pays de la CAE	61
Graphique 11 : Evolution de l'inflation dans les pays de la CAE.....	62

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

SIGLES ET ABREVIATIONS

AFI	: Alliance for Financial Inclusion
BAD	: Banque Africaine de Développement
BM	: Banque Mondiale
CAE	: Communauté des pays de l'Afrique de l'Est
CGAP	: Consultative Group to Assist the Poor
DAB	: Distributeurs Automatiques des Billets
DD	: Distance-to-Default
GFD	: Global Financial Development
GFDR	: Global Financial Development Report
IDH	: Indicateur de Développement Humain
IDH	: Indice du Développement Humain
IFI	: Indice d'Inclusion Financière
OCDE	: Organisation pour la Coopération au Développement Economique
ODD	: Objectifs de Développement Durable
PIB	: Produit Intérieur Brut
PNUD	: Programme des Nations Unies Pour le Développement
TIC	: Technologie de l'Information et de la Communication
WDI	: World Development Indicators

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

AVANT-PROPOS

Ce mémoire analyse les déterminants de l'inclusion financière et les effets de cette dernière sur la stabilité économique dans les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est. Il a été rédigé dans le cadre d'obtenir un diplôme de Master en Analyse Economique et Développement.

Deux raisons principales nous ont poussés à traiter ce sujet. Premièrement la problématique qui existe en matière des déterminants de l'inclusion financière. Il n'y a pas de consensus sur les déterminants de l'inclusion financière puisqu'ils peuvent différer d'un pays à l'autre. Deuxièmement nous avons voulu mettre en évidence les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. La littérature économique montre que l'inclusion financière peut d'une manière ou d'une autre avoir des répercussions sur la stabilité économique.

Le but de cette recherche est alors d'analyser d'une part les déterminants de l'inclusion financière, et d'autre part ses effets sur la stabilité économique dans les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est.

Des difficultés n'ont pas manqué dans l'accomplissement de ce travail de recherche. C'est notamment la non accessibilité aux certaines bases de données fiables. Cela nous a posé le problème de manque de données pour certaines variables d'intérêt.

INTRODUCTION GENERALE

1. Intérêt du sujet

L'un des moyens clés de réduction de la pauvreté est l'inclusion financière. En effet, elle favorise une croissance inclusive, en donnant les moyens aux plus démunis dans la société (Sahoo, 2017). L'accès au financement permet aux individus de développer leurs projets et de s'insérer dans la société, aux entreprises d'investir, d'innover et d'embaucher, et à l'économie dans son ensemble de fonctionner. L'accès aux services financiers est alors un facteur déterminant de la croissance et de stabilité d'une économie. A cet effet, l'étude des déterminants et des effets de l'inclusion financière présente un intérêt pour les raisons suivantes :

- Elle constitue une source d'information pour éclairer les décideurs de politiques économiques principalement en matière d'inclusion financière et de stabilité économique;
- Elle est utile pour la science en ce sens qu'elle est une source d'information pour les futurs chercheurs en matière d'inclusion financière et de stabilité économique ;
- Elle est pour nous une occasion d'approfondir et de mettre en pratique les concepts relatifs à l'inclusion financière mais aussi de nous familiariser aux travaux de recherches.

2. Contexte et problématique

Depuis le début des années 2000, les politiques relatives au secteur financier sont devenues la pierre angulaire du débat sur la manière de stimuler la croissance dans les pays à faible revenu, de réduire les niveaux de pauvreté et au final, de contribuer à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement (Becket al., 2011). L'avenir de l'Afrique réside désormais, en partie, dans sa capacité à rendre son secteur économique et financier plus inclusif (Attali, 2014). L'inclusion financière est devenue l'un des piliers de l'agenda international pour le développement.

Depuis septembre 2015, les nations unies se sont engagées à réaliser, à l'horizon, dix-sept objectifs de développement durable (ODD), en vue d'offrir la vision d'un monde plus juste, plus prospère, pacifique et durable. L'inclusion financière est très vite avérée comme un levier important pour l'accomplissement de certains de ces objectifs.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

En fait, huit ODD sur dix-sept font de l'inclusion financière une cible. Il est théoriquement prouvé que l'accès à des produits et services financiers facilite le quotidien et aide les entreprises et les ménages à prévoir le financement d'objectifs de long terme ou à faire face à des imprévus. Le sujet est aujourd'hui au centre des préoccupations des Banques Centrales. Ces dernières contribuent à la mise en place des règles, mécanismes et outils appropriés en vue d'améliorer l'accès aux services financiers. Elles contribuent également à la création d'un environnement sain et propice au développement du secteur financier.

L'inclusion financière a largement été abordée au cours de ces dernières années notamment par les décideurs publics et les universitaires. Swamy (2012) a reconnu l'importance et la pertinence contemporaines de l'inclusion financière pour une croissance inclusive alors que Van et al. (2019) ont affirmé que les politiques d'inclusion financière ont beaucoup intéressé des décideurs politiques et des régulateurs. Pour ces derniers auteurs, des implications politiques qui ont émergé soutiennent l'idée selon laquelle l'inclusion financière devrait être mise en œuvre pour promouvoir la croissance économique et le développement dans les marchés émergents. Ces résultats illustrent l'importance de l'inclusion financière sur la croissance économique et par conséquent, sur les objectifs finals de la politique économique.

D'ailleurs, les résultats de Vivekanandan (2013) montrent que l'une des principales raisons de la pauvreté en Inde est que les groupes à faible revenu et défavorisés sont financièrement exclus. Dans la mesure où les services financiers de base tels que l'épargne, le crédit et l'assurance ne touchent pas la majorité de la population, peu d'individus dans le pays bénéficient de toutes sortes de services financiers. Pour Odeleye et Olusoji (2016), l'inclusion financière implique l'accès de la population aux services financiers pour lutter contre la pauvreté, ce qui contribue à améliorer le bien-être et le niveau de vie général et, par conséquent, favorise la croissance économique. De même, Swamy (2012) affirme que l'accès au financement par les pauvres est une condition préalable à la réduction de la pauvreté afin de parvenir à une croissance inclusive et à un développement économique durable. Ainsi, l'extension des services financiers à l'importante majorité de la population jusqu'alors non desservie, constitue un des objectifs de l'inclusion financière quant à la libéralisation du potentiel de croissance (Jagtap, 2016). Pour Kamalu (2019), l'accès à des produits et services financiers formels abordables et appropriés pour tous les membres de la société, en particulier les pauvres et les défavorisés, permet de parvenir à une plus grande croissance.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Sur un plan plus pratique, Karpowicz (2014) soutient que l'inclusion financière est l'un des principaux piliers de la stratégie de développement de la Colombie depuis plusieurs années. Concrètement, il affirme que les politiques d'inclusion financière ont visé à canaliser le microcrédit vers les pauvres, à étendre l'utilisation du système bancaire formel, à favoriser l'acceptation des paiements électroniques et à rendre les services financiers plus abordables.

Il apparaît finalement que la notion d'inclusion financière soit intimement liée à l'objectif de réduction de la pauvreté par le truchement de la croissance économique.

Améliorer l'inclusion financière permettra donc de lutter efficacement contre la pauvreté, mais faudrait-il auparavant connaître ses déterminants.

Dans la littérature, il n'y a pas de consensus sur les déterminants de l'inclusion financière. Fungacova et Weill (2015) ont étudié l'inclusion financière en Chine et l'ont comparé avec les autres pays du BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine, Afrique du Sud). Ils observent que le revenu et l'éducation renforcent le niveau d'inclusion financière et que les hommes et les personnes âgées ont des niveaux plus élevés d'inclusion financière.

En Inde, Chithra et Selvam (2013) ont constaté que le revenu, la structure de la population, l'alphabétisation, le dépôt et la pénétration du crédit sont significativement associés à l'inclusion financière. De même, Kumar (2013) a constaté que la structure socio-économique et environnementale est importante pour façonner les habitudes bancaires des masses en Inde.

En Argentine, Tuesta et al. (2015) ont constaté que le revenu et l'éducation sont tous les deux des facteurs importants pour l'inclusion financière. Okoroafor et al. (2018) ont examiné les déterminants de l'inclusion financière au Nigeria à l'aide d'une série chronologique des données de 1990 à 2016. Ils ont trouvé une relation positive et significative entre l'inclusion financière et le PIB par habitant. Iwodi et Muriu (2017) ont étudié l'inclusion financière dans l'ensemble de l'Afrique subsaharienne en utilisant les données de 2014 de Global Findex. Ils trouvent que les niveaux de revenu inférieurs sont associés à des niveaux d'accès plus faibles aux comptes bancaires.

Au Pérou, Camara, Peña et Tuesta (2014) ont montré que les niveaux de revenu et l'éducation sont des variables significatives pour la détermination d'inclusion financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

En Afrique, Allen et al. (2014) ont montré que la densité de la population est beaucoup plus déterminante de l'inclusion financière qu'ailleurs. En outre, ils ont constaté que les services bancaires mobiles élargissent l'accès aux services financiers.

Efobi et al (2014) ont exploré les facteurs influençant l'accès et l'utilisation des services bancaires au Nigeria, et leurs résultats révèlent que les attributs individuels, le revenu et l'utilisation des TIC (technologie d'information et de communication) sont des facteurs significatifs influençant l'utilisation des services bancaires.

L'étude de Zins et Weil (2016) a montré que le genre, l'âge, le revenu et l'éducation influencent l'inclusion financière en Afrique. La variable genre a été également évoquée par, Demirgüç-Kunt et al. (2013b) comme variable déterminant l'inclusion financière. En utilisant les données du Global Findex 2012 sur 98 pays en développement, ces auteurs ont trouvé un écart significatif selon le genre dans la détention d'un compte, la constitution d'une épargne formelle et dans l'obtention d'un crédit formel. Selon ces auteurs, être une femme augmente la probabilité d'être financièrement exclu. Par contre, Aterido et al. ont analysé cette variable dans neuf pays africains, mais ils n'ont pas trouvé de discrimination entre les genres. L'écart entre les genres en Afrique semble donc être lié avec la participation des femmes en dehors du secteur financier ; les femmes seraient discriminées dans d'autres domaines de l'économie comme l'emploi formel, l'éducation ou elles seraient discriminées dans les ménages. De plus ils confirment que les femmes africaines sont plus susceptibles de recourir à des services financiers informels.

Ainsi, on constate que les déterminants de l'inclusion financière diffèrent d'un auteur à un autre; d'un pays à l'autre. En effet ce qui se passe dans un espace économique donné, n'est pas nécessairement ce qui se passe dans tel autre espace. Cela montre que jusqu'à présent on ne connaît pas exactement et de manière univoque tous les facteurs déterminant l'inclusion financière. De plus, les déterminants qu'on a déjà trouvés n'ont pas été testés dans un même modèle. Cela peut poser un problème pour les décideurs des politiques économiques si une étude n'est pas encore faite dans leurs pays respectifs. Alors il naît un besoin de connaître les principales variables qui influencent l'inclusion financière dans un espace économique donné.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Au niveau des pays de la CAE, des études en la matière ont été faites, mais elles restent peu nombreuses étant donné que les déterminants de l'inclusion financière sont susceptibles de varier avec le temps notamment avec le progrès technologique.

D'où il importe de se poser la question suivante : Quels sont les principaux facteurs qui influencent l'inclusion financière au sein des pays de la communauté de l'Afrique de l'Est ?

Cette question fait naître les questions spécifiques suivantes :

- Quelle est l'influence du niveau du revenu sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est?
- Quelle est l'influence de la taille de la population rurale sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est?
- Quelle est l'influence des TIC sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est?
- Quelle est l'influence du taux d'intérêt sur les prêts sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est?

Malgré le rôle assigné à l'inclusion financière dans la croissance et le développement économique, les économies africaines sont en générale caractérisées par des instabilités économiques. La stabilité économique implique la stabilité financière et la stabilité macroéconomique. La stabilité financière peut être définie comme une situation dans laquelle le système financier, qui comprend les intermédiaires financiers, les marchés et les infrastructures de marché, est capable de résister aux chocs et de corriger les déséquilibres financiers. La stabilité macroéconomique quant à elle se résume à la stabilité du niveau général des prix. L'inflation est représentée par le taux d'inflation annuel.

Les récentes crises financières qu'a connues le monde nous permettent de tirer des enseignements que l'inclusion financière peut d'une manière ou d'une autre avoir des effets sur la stabilité économique.

D'après Allen et Wood (2006), un épisode d'instabilité financière est une situation où une grande partie des agents économiques (ménages, entreprises, gouvernements) expérimentent simultanément une crise financière qui ne se justifie pas nécessairement par leur comportement antérieur mais qui a des répercussions négatives sur l'économie.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Ces crises financières se produisent lorsque l'accès au financement se restreint et réduit de manière significative les dépenses. Ces auteurs considèrent qu'une vision de la stabilité axée exclusivement sur les banques ou les institutions financières est trop étroite dans la mesure où l'effondrement des entreprises non financières peut également causer des dommages à l'économie.

Les économies des pays de la CAE sont elles aussi caractérisées par des situations d'instabilité économique. Elles connaissent des périodes d'inflation élevées comme 7,3% au Burundi, 5,4% au Kenya, 9,8% au Rwanda, 3,2% en Tanzanie, 3,7% en Ouganda, alors que pour ce taux ne devrait pas excéder 5%.

Aussi les systèmes financiers de ces pays connaissent des problèmes d'instabilité. Selon les données tirées de la base des données du GFD, en 2020 ils enregistrent des probabilités de défaut du système bancaire relativement élevées : 18,7% au Burundi, 18,3% au Kenya, 20,9% au Rwanda, 14,3% en Tanzanie et 11,09% en Ouganda. Les déficits publics font également l'objet d'instabilité dans les pays de la CAE : en 2020 10,01% du PIB au Burundi, 8,1% au Kenya, 7% en Ouganda, 9,5% au Rwanda. Pourtant le seuil de pour respecter les critères de convergence macroéconomique est de 3% du PIB. Aussi dans les pays de la CAE, la production réelle par habitant croît très lentement : en 2020, selon les données de la Banque mondiale, le taux de croissance est de -2,7%, -2,5% au Kenya, -5,7% au Rwanda, 2,8% en Tanzanie et -0,3% en Ouganda.

Bien que la littérature contienne de nombreuses études sur l'inclusion financière, on ne s'est pas beaucoup intéressé sur les effets exacts dans les différents pays sur la stabilité économique.

D'où il importe de se poser la question suivante : Quels sont les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique dans les pays de de la communauté de l'Afrique de l'Est?

Cette question fait naître d'autres questions secondaires :

- Quels sont les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière dans les pays de la Communauté l'Afrique de l'Est ?

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

- Quels sont les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique dans les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est?

3. Objectifs

❖ Objectif général

Ce travail de recherche tourne autour d'un double objectif global: analyser, d'une part, les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, d'autre part, étudier ses effets sur la stabilité économique dans cette même région.

Objectifs spécifiques

De façon spécifique le travail vise d'une part à :

- Déterminer l'influence du revenu sur l'inclusion financière dans les pays d'Afrique de l'Est.
- Examiner l'influence du nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est
- Etudier l'influence de la taille de la population rurale sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est
- Analyser l'influence du taux d'intérêt sur les prêts sur l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est

D'autre part, le travail vise à :

- Etudier les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière dans les pays de la CAE
- Analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique dans les pays de la CAE

4. Hypothèses

Pour répondre aux questions spécifiques précédentes et par conséquent atteindre les objectifs poursuivis, nous posons les hypothèses suivantes :

H1 : Le revenu influence positivement l'inclusion financière dans les pays de la CAE

H2 : Le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles influencent positivement l'inclusion financière dans les pays de la CAE

H3 : La population rurale influence négativement l'inclusion financière dans les pays de la CAE

H4 : Le taux d'intérêt sur les prêts influence négativement l'inclusion financière dans les pays de la CAE

H5 : L'inclusion financière n'as pas d'effets sur la stabilité financière dans les pays de la CAE

H6: L'inclusion financière n'a pas d'effet sur la stabilité macroéconomique dans les pays de la CAE

5. Méthodologie

Cette étude vise d'une part à étudier les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la Communauté de l'Afrique de l'Est, et d'autre part à analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique dans cette même communauté.

Pour parvenir à vérifier les hypothèses précédentes, nous avons adopté une méthodologie qui prend en compte les techniques et les méthodes. Dans un premier temps, nous avons fait une recherche documentaire c'est-à-dire consulter les ouvrages généraux, les articles, les rapports, etc.

Dans un second temps, nous avons utilisé les données secondaires recueillies dans différentes bases a de données (WDI, BAD, GFD, ...). Les données couvrent la période de 1990 à 2020 pour l'analyse des déterminants de l'inclusion financière, et la période de 2000 à 2020 pour l'analyse des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. En fin nous procédons aux estimations et aux tests avec des logiciels appropriés (Stata, Excel,...) pour pouvoir tirer des conclusions qui s'imposent.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

6. Annonce du plan

Le présent travail est subdivisé en deux parties. La première partie s'intéresse à l'évaluation théorique de l'inclusion financière principalement ses déterminants et effets sur le développement économique. Elle est subdivisée en deux chapitres. Le premier porte sur l'analyse théorique des déterminants de l'inclusion financière. Le deuxième chapitre étudie les effets de l'inclusion financière sur le développement économique.

La deuxième partie se focalise sur l'analyse empirique des déterminants de l'inclusion financière et des effets de cette dernière sur la stabilité économique dans les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est. Il est également subdivisé en deux chapitres. Le premier chapitre présente l'état des lieux des éléments caractéristiques de l'inclusion financière et de la stabilité économique dans les pays de la CAE. Le deuxième vérifie empiriquement à l'aide des outils économétriques les déterminants de l'inclusion financière et ses effets sur la stabilité économique dans les pays de la CAE.

PREMIERE PARTIE: DETERMINANTS ET EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE

L'objet de cette première partie est d'analyser les déterminants et les effets de l'inclusion financière. Elle s'articule sur deux chapitres. Le premier chapitre s'intéresse à analyser les déterminants de l'inclusion financière. Le deuxième chapitre porte sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique.

CHAPITRE I : DETERMINANTS DE L'INCLUSION FINANCIERE

Ce chapitre a pour objectif d'analyser les déterminants de l'inclusion financière. IL est subdivisé en deux sections. La première section porte sur la conception théorique de l'inclusion financière. La deuxième section analyse les différents déterminants de l'inclusion financière.

Section 1 : Analyse théorique de l'inclusion financière

Dans cette section nous analysons le concept d'inclusion financière selon différents auteurs, et puis nous analysons successivement les indicateurs, les dimensions ainsi que l'indice de l'inclusion financière.

I.1.1. Concept d'inclusion financière

L'inclusion financière, dans sa définition la plus élémentaire, signifie un accès impartial aux services financiers, sans discrimination et de manière simple, à des coûts abordables (Cnaan, Handy & Moodithaya, 2012 ; Sarma, 2008). Le terme " inclusion financière " a été inventé dans le vocabulaire britannique lorsqu'il a été constaté que plus de 7 millions de personnes ne possédaient pas de compte bancaire.

L'inclusion financière a été définie différemment par différentes entités. Mais, le thème central de ces définitions reste fondamentalement le même. Quelques-unes des définitions sont les suivantes :

- Le Centre pour l'inclusion financière définit l'inclusion financière comme un état dans lequel toutes les personnes qui peuvent les utiliser, ont accès à une gamme complète de services financiers de qualité, fournis à des prix abordables, de manière pratique, et avec dignité pour les clients ;

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

- La Banque de la République du Burundi BRB (2017) définit l'inclusion comme l'accès aux produits et services financiers formels par une grande partie de la population adulte.
- L'OCDE (2021) définit l'inclusion financière comme étant le processus de promotion de l'accès abordable, rapide et adéquate à un large éventail de produits et services financiers réglementés et d'élargissement de leur utilisation par tous les segments de la société à travers la mise en œuvre d'approches existantes et innovantes adaptées, y compris la sensibilisation et l'éducation financières en vue de promouvoir le bien-être financier, ainsi que l'inclusion économique et sociale ;
- Selon la Banque mondiale (2009), l'inclusion financière est définie comme un état économique où les particuliers et les entreprises ne se voient pas refuser l'accès aux services financiers de base fondés sur des motivations autres que l'efficacité. Tel que défini dans le Rapport sur le développement financier mondial (GFDR) 2014, "L'inclusion financière est l'utilisation de produits financiers" ;
- Pour le Groupe consultatif d'assistance aux pauvres (CGAP) 2011, l'inclusion financière signifie que les ménages et les entreprises ont accès et peuvent utiliser efficacement des services financiers appropriés. Ces services doivent être fournis de manière responsable et durable dans un environnement bien réglementé.

Au vu de ces définitions, nous pouvons affirmer que l'inclusion financière désigne l'accès et l'utilisation des services financiers par une large partie de la population et à coût abordable. Le rôle des banques est central dans ce processus. En effet, l'inclusion financière ne se limite pas à l'accès à un compte, mais bien à une maîtrise plus globale des outils bancaires. Les banques peuvent participer à l'éducation financière des clientèles fragilisées comme c'est le cas des Caisses d'épargne avec Finance & Pédagogie. Elles peuvent également proposer à leurs clients des produits et services mieux adaptés à leurs ressources et à leurs besoins.

I.1.2. Indicateurs fondamentaux de l'inclusion financière

Alors que les décideurs s'accordent à dire qu'il est important de recueillir les données d'inclusion financière, il n'existe actuellement aucune norme pour avoir quoi mesurer et comment le faire. Les pays recourent souvent à différents indicateurs et à une variété de méthodologies pour mesurer les mêmes données, et certains d'entre eux ont des mécanismes sophistiqués de collecte de données tandis que d'autres n'en ont pas du tout.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Afin de répondre à la nécessité de veiller à la cohérence des données d'inclusion financière au niveau des pays, le Groupe de Travail sur les Données d'Inclusion Financière de l'AFI a élaboré un Ensemble d'Indicateurs de Base d'Inclusion Financière.

La manière de mesurer l'inclusion financière est un sujet de préoccupation pour les chercheurs, les gouvernements et les décideurs politiques. Jusqu'à présent, la mesure de l'inclusion financière a été principalement abordée par l'utilisation et l'accès aux services financiers formels en utilisant des données agrégées du côté de l'offre (Honohan (2007) ; Sarma (2008, 2012) ; Chakravarty et Pal (2010) et Amid^zi'c *et al.* (2014)).

L'Ensemble des Indicateurs de Base d'Inclusion Financière de l'AFI porte alors sur les deux dimensions fondamentales de l'inclusion financière : l'accès et l'utilisation des services financiers. La dimension de qualité, bien qu'importante, est un sujet plus complexe tant au niveau conceptuel et en termes de mesure, nécessitant généralement des enquêtes sur la demande et l'utilisation d'indicateurs qualitatifs. Dans notre travail nous nous focalisons sur les deux principales dimensions que nous développons dans les paragraphes qui suivent.

I.1.2.1. Accès aux services financiers

L' « Accès aux services financiers » se réfère à la capacité d'utiliser les services et produits offerts par les institutions financières formelles. Il représente la possibilité pour les individus de les utiliser. Cependant, un plus grand accès n'implique pas nécessairement un plus haut niveau d'inclusion financière. Elle peut augmenter la fréquence d'utilisation des services financiers, en améliorant la marge d'utilisation intensive, mais n'augmente pas nécessairement la marge extensive, en termes de pourcentage plus élevé de comptes détenus ou de tout autre service financier.

Ainsi, un meilleur accès devrait favoriser l'inclusion financière lorsque les niveaux d'accès sont inférieurs au seuil, via une plus grande disponibilité, si les services financiers répondent aux besoins de la population. De même, lorsque l'accès croissant est généré par différentes sociétés financières, une concurrence plus intense peut augmenter la consommation de services financiers via les prix également, même au-dessus du seuil (Cáamara and Tuesta, 2014).

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

La détermination des niveaux d'accès peut exiger l'identification et l'analyse des obstacles potentiels à l'ouverture et à l'utilisation d'un compte bancaire, tels que le coût ou la proximité physique des points de services bancaires (succursales, distributeurs automatiques de billets (DAB), etc.).

Les indicateurs d'accès dans l'Ensemble de Base de l'AFI (2014) sont les suivants :

- ✓ Le nombre de points d'accès par 10 000 adultes au niveau national répartis par type et par unité administrative
- ✓ Le pourcentage d'unités administratives ayant au moins un point d'accès
- ✓ Le pourcentage de la population totale vivant dans les unités administratives ayant au moins un point d'accès

Les indicateurs traditionnels utilisés pour mesurer l'accès sont actuellement incomplets. Les nouvelles technologies adoptées par le secteur financier vont au-delà de la mesure traditionnelle de l'accès aux services bancaires N. Cáamara and D. Tuesta (2014). Les nouveaux développements de la banque mobile et l'utilisation des services financiers sur Internet ouvrent de nouveaux canaux d'accès aux services financiers formels qui, dans certaines circonstances, permettent de surmonter la distance comme obstacle à l'accès.

I.1.2.2. Utilisation des services financiers

Cette dimension est motivée par la notion de population « sous bancarisée » ou « marginalement bancarisée ». Kempson et al. (2000) ont observé que dans certains pays hautement bancarisés, un certain nombre de gens avec des comptes bancaires utilisent cependant moins les services offerts. Ces gens sont dits sous bancarisés ou marginalement bancarisés. Dès lors, avoir un compte bancaire n'est pas suffisant pour un système financier inclusif, il est aussi nécessaire que les services bancaires soient adéquatement utilisés.

L'« Utilisation » désigne la profondeur ou l'étendue de l'usage des services et produits financiers. Il correspond à des conséquences négatives directes et indirectes découlant des difficultés rencontrées dans l'utilisation des services et produits financiers. Ces difficultés peuvent être dues à un manque de proximité cognitive (insuffisance des savoirs bancaires de base) ou culturelle (méfiance à l'égard des produits bancaires ou pratiques budgétaires difficilement compatibles avec leurs règles de fonctionnement), ou à une situation qui trouble la prise de décision.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Mais elles peuvent également résulter de l'inadaptation des produits eux-mêmes à la situation de la personne (leurs caractéristiques se révèlent inappropriées). Déterminer l'utilisation nécessite la collecte d'informations sur la régularité, la fréquence et la durée de l'utilisation dans le temps.

L'utilisation des services financiers formels peut être conditionnée par d'autres facteurs socio-économiques tels que le PIB par habitant, le capital humain, le cadre juridique, les habitudes culturelles ou le statut de développement qui font que les individus utilisent ces types de services d'une manière particulière. Nous considérons l'utilisation des services financiers formels comme un résultat de l'inclusion financière plutôt que comme une mesure de l'inclusion d'un système financier en soi.

Les indicateurs d'utilisation dans l'Ensemble de Base de l'AFI (2014) sont les suivants :

- ✓ Le pourcentage des adultes ayant au moins un type de compte de dépôt réglementé
- ✓ Le pourcentage des adultes ayant au moins un type de compte de crédit réglementé

Dans les pays où les données ne sont pas disponibles, les indicateurs de substitution suivants peuvent être utilisés :

- ✓ Le nombre de comptes de dépôts réglementés par 10 000 adultes
- ✓ Le nombre de comptes de crédit réglementés par 10 000 adultes

Il est primordial de faire la distinction entre l'utilisation et l'accès aux services financiers. L'utilisation réelle est plus facile à observer empiriquement. Certaines personnes et entreprises peuvent avoir accès à certains produits financiers, mais choisir de ne pas les utiliser Coulomb (2019).

Certains peuvent avoir un accès indirect, comme l'utilisation du compte bancaire de quelqu'un d'autre, ou utilisent déjà un proche substitut. D'autres peuvent ne pas utiliser les services financiers parce qu'ils n'en ont pas besoin ou pour des raisons culturelles ou religieuses.

I.1.3. Indice d'inclusion financière

L'indice d'inclusion financière est une mesure de l'exclusivité du secteur financier d'un pays. Il est construit comme un indice multidimensionnel qui capture des informations sur divers aspects de l'inclusion financière tels que la pénétration bancaire, la disponibilité des services bancaires services et utilisation du système bancaire. En effet, les indicateurs d'inclusion financière, pris individuellement, ne renseignent pas, de manière exhaustive et satisfaisante, sur le degré d'inclusion financière des populations d'un même pays. Mieux, ils ne facilitent pas la comparaison du niveau de l'inclusion financière entre les pays de l'Union, pris séparément, et entre l'Union et les autres pays à l'échelle internationale.

De ce fait, au cours d'une même période, deux ou plusieurs indicateurs, pris isolément, peuvent évoluer à des rythmes différents, voire présenter des profils contradictoires.

Nous identifions deux problèmes dans les indices d'inclusion financière actuels. Premièrement, les tentatives actuelles d'élaboration d'indices d'inclusion financière reposent uniquement sur les données relatives à l'offre au niveau national et donnent des indications inexactes sur l'inclusion financière en raison de l'existence d'erreurs de mesure dans les indicateurs d'utilisation. Les indicateurs de l'offre, en particulier le nombre de comptes ou de prêts, peuvent surestimer l'inclusion des systèmes financiers puisqu'une personne peut avoir plus d'un compte ou d'un prêt. Il s'agit d'une pratique très courante dans les pays développés. Deuxièmement, l'attribution de poids exogènes aux indicateurs est souvent critiquée pour son manque de rigueur scientifique car des informations exogènes sont imposées.

La mesure multidimensionnelle de l'inclusion financière est importante à plusieurs égards. Premièrement, une mesure qui regroupe plusieurs indicateurs en un seul indice aide à résumer la nature complexe de l'inclusion financière et à suivre son évolution. Un bon indice est plus apte à extraire des informations. Deuxièmement, une meilleure mesure de l'inclusion financière peut nous permettre d'étudier la relation entre l'inclusion financière et d'autres variables macroéconomiques d'intérêt.

Troisièmement, les informations par dimension aident à mieux comprendre le problème de l'inclusion financière. Elle peut être un outil utile pour l'élaboration et l'évaluation des politiques.

Il existe deux approches couramment utilisées pour construire des indices composites : les méthodes non paramétriques et paramétriques.

I.1.3.1. Méthodes non paramétriques

Les méthodes non paramétriques attribuent l'importance des indicateurs en choisissant les pondérations de manière exogène, sur la base de l'intuition des chercheurs. Il est prouvé que les indices sont sensibles à l'attribution subjective des poids, puisqu'un léger changement dans les poids peut modifier les résultats de façon spectaculaire (Lockwood, 2004).

Sarma (2008, 2012) et Chakravarty et Pal (2010) sont des exemples d'indices d'inclusion financière qui appliquent cette méthodologie aux indicateurs d'utilisation et d'accès à partir d'ensembles de données nationales sur l'offre.

I.1.3.2. Méthodes paramétriques

Les méthodes paramétriques soutiennent qu'il existe une structure latente derrière la variation d'un ensemble d'indicateurs corrélés. Pour ces méthodes, l'importance des indicateurs (poids) dans l'indice global peut être déterminée de manière endogène par la variation entre les indicateurs sur chaque dimension de la structure. En bref, les poids sont déterminés par l'information des indicateurs de l'échantillon.

L'indice synthétique ainsi calculé est une valeur comprise entre 0 et 1, traduisant respectivement une exclusion totale et une situation d'inclusion financière aboutie

Selon la valeur de l'indice d'inclusion financière (IIF), les pays sont classés en trois catégories, viz. (Sarma, 2008):

- ✓ $0.5 < \text{IIF} \leq 1$: inclusion financière élevée
- ✓ $0.3 \leq \text{IIF} < 0.5$: inclusion financière moyenne
- ✓ $0 \leq \text{IIF} < 0.3$: Inclusion financière faible

Si l'indice d'inclusion financière pour un pays donné est compris entre 0,5 et 1, le pays est classé dans ceux ayant une inclusion financière élevée.

Si l'indice d'inclusion financière est compris entre 0,3 et 0,5, le pays compte une inclusion financière moyenne.

S'il est compris entre 0 et 0,3, le pays enregistre une inclusion financière faible.

Section 2 : Déterminants de l'inclusion financière

Dans cette section nous analysons les différents déterminants de l'inclusion financière notamment les facteurs financiers, les facteurs socioculturels, les facteurs économiques, les facteurs géographiques, qui peuvent influencer le niveau d'inclusion financière.

I.2.1. Déterminants financiers de l'inclusion financière

Ces facteurs concernent particulièrement les mesures prises du côté de l'offre soit pour accroître la rentabilité des institutions financière soit pour se prémunir contre des risques inhérents aux activités financières. Ces mesures portent essentiellement sur le coût des services financiers et sur la sélection des clients.

I.2.1.1. Coût des services financiers

La théorie de la frontière d'opportunité d'accès développée par Beck et De la Torre (2006) permet d'identifier les problèmes d'accès aux services bancaires et financiers. Selon cette théorie, l'accès aux services financiers dépend du coût des services financiers, de la diversité des produits offerts et de la densité de l'infrastructure bancaire. Il est clair que les coûts jouent un rôle majeur dans le choix d'utiliser un service dans n'importe quel secteur, et les coûts d'utilisation d'un service financier en font partie. Le coût de possession d'un compte courant dépend des frais de tenue de compte et des commissions payées sur les paiements (Banque mondiale, 2009).

C'est dans ce sens que Chidzero et al. (2006) affirment que des coûts trop élevés (frais et taux d'intérêt) peuvent être considérés comme des obstacles à l'inclusion financière. En effet, les services financiers peuvent être trop coûteux pour les clients, car il peut y avoir des exigences concernant les montants minimums de dépôt et les coûts fixes qui sont trop élevés pour les ménages pauvres (Beck & De la Torre, 2004 ; Banque mondiale, 2009).

En outre, l'utilisation d'un service financier est liée à la diversité des produits offerts par les institutions financières. Selon la Banque mondiale (2009), l'inclusion financière peut être justifiée par la simplification du processus d'ouverture d'un compte, de demande de prêt ou d'adhésion à un autre type de service financier. De plus, le temps nécessaire au traitement des demandes peut expliquer l'utilisation ou non des services financiers (Beck & Demirgüç-Kunt, 2008).

L'absence de garantie ou d'identification formelle peut constituer un obstacle à l'inclusion financière (Beck & De la Torre, 2004 ; Claessens, 2006). Enfin, l'utilisation des services financiers dépend également de la densité des infrastructures bancaires (Guerineau & Jacolin, 2014).

En ce sens, Beck et al. (2009) affirment que l'emplacement géographique des agences et des points de service influence la facilité avec laquelle les clients peuvent accéder aux services financiers.

I.2.1.2. Sélection des clients

En outre, les facteurs économiques, tels que la situation professionnelle, les revenus, les flux de revenus et l'endettement, peuvent être considérés comme des critères de sélection des clients. Les préférences de la banque vont aux personnes qui ont un emploi et qui font preuve d'un certain degré de stabilité professionnelle. Le revenu, quant à lui, est considéré comme le principal critère de sélection des clients. Selon la Banque mondiale (2009), le revenu est le facteur qui affecte le plus la probabilité qu'un individu ait un compte bancaire et l'une des principales causes de l'incapacité des pauvres à maintenir un compte bancaire.

Selon une enquête de la Banque mondiale (2013), 81 % des personnes interrogées ont cité le manque de fonds comme la principale raison de ne pas ouvrir un compte bancaire officiel. En effet, la banque tend à sélectionner des individus aisés dans la mesure où ils peuvent fournir un minimum de garanties qui limitent le risque de la banque. De même, les flux de revenus constituent un critère important pour l'inclusion financière des agents. En observant les mouvements sur les comptes bancaires du client, la banque peut obtenir de bonnes informations sur les flux de revenus du client.

C'est dans ce sens que Ramji (2009) estime que le manque de revenus ou de discipline financière de certains individus explique leur non-inclusion. Le niveau d'endettement est également considéré comme un critère de sélection des clients. En effet, un client déjà très endetté peut se voir refuser un prêt supplémentaire en raison du risque de surendettement.

Dans cette optique, la Banque mondiale (2008) estime que les clients pauvres n'ont souvent aucune garantie tangible à offrir et ne peuvent pas emprunter sur leurs revenus futurs en raison de l'absence d'emploi stable.

I.2.2. Déterminants socioculturels d'inclusion financière

Le statut social d'une personne mais aussi sa culture impactent beaucoup le niveau d'inclusion financière d'une société. La théorie de la barrière d'accès considère le prix, l'information et les valeurs culturelles (langue, ethnicité et religion) comme des obstacles à l'inclusion financière (Honohan, 2004 ; Chamberlain & Walker, 2005 ; Beck et al., 2005 ; Beck & De la Torre, 2006). Les barrières à l'inclusion financière, perçues par les individus non bancarisés, fournissent des informations sur les obstacles qui les empêchent d'utiliser les services financiers formels. Ces informations sont utiles pour évaluer l'étendue de l'inclusion financière puisqu'elles offrent une perception des raisons pour lesquelles les personnes non bancarisées n'utilisent pas les services financiers formels. Certains individus sont exclus du système financier formel. Il existe deux types d'exclusion financière : l'exclusion volontaire ou auto-exclusion et l'exclusion involontaire. Mais dans ce paragraphe nous nous intéressons aux facteurs socioculturels et nous développons les facteurs d'exclusion volontaire, mais aussi le rôle de l'éducation.

I.2.2.1. Exclusion volontaire

Si nous considérons l'exclusion financière comme une question de comportement, les individus doivent décider s'ils veulent participer au système financier formel compte tenu de leurs contraintes budgétaires. Il est possible que certains individus ne soient pas demandeurs de services financiers formels, ce qui les conduit à s'auto-exclure pour des raisons culturelles, par manque d'argent ou simplement parce qu'ils ne sont pas conscients des avantages de ce type de services. En outre, les valeurs culturelles (propres à certains groupes ethniques et à certaines religions) ont une grande influence sur l'exclusion bancaire. En effet, certains groupes ethniques vivant en autarcie, c'est-à-dire isolés en raison de discriminations, interdisent à leurs ressortissants tout contact avec les dérivés de la mondialisation, y compris les services financiers.

De même, certaines religions (l'Islam, par exemple) s'opposent aux pratiques financières qui donnent lieu à la perception d'intérêts, notamment l'usure (Collard et al., 2001). Elles rejettent la pratique des services de crédit ou des produits d'épargne rémunérés.

Ce choix peut être déterminé par une information imparfaite sur l'utilité des services financiers pour la gestion des risques, l'épargne pour l'avenir et le caractère abordable de différents investissements tels que l'éducation ou l'achat d'une maison.

En effet, les prix, qui sont le résultat de réglementations très restrictives, peuvent avoir des conséquences répressives et donc constituer une barrière à l'inclusion financière

I.2.2.2. Education

Outre l'asymétrie de l'information, l'analphabétisme financier, qui désigne " l'incapacité à lire ou à écrire dans la langue officielle du pays ", constitue également un obstacle important à l'inclusion financière. Ainsi, un manque de connaissance des produits et des procédures peut entraver l'inclusion financière (Beck & Demirgüç-Kunt, 2008 ; Ramji, 2009). L'éducation est donc considérée comme l'un des déterminants de l'inclusion financière (Demirgüç-Kunt & Klapper, 2012). En effet, car elle renvoie à la capacité d'un individu à traiter avec une institution financière. Il est plus facile pour les personnes très instruites d'utiliser les services des institutions financières.

D'autres facteurs sociaux tels que la taille de la famille, le sexe et l'âge sont considérés comme des critères de sélection des clients par les institutions financières. En effet, la taille de la famille du client peut être considérée comme un critère de sélection dans la mesure où la banque préfère accorder un crédit à un client ayant une petite famille plutôt qu'une famille nombreuse. Les considérations de genre indiquent que les femmes sont plus susceptibles d'être exclues que les hommes. Cela est dû en partie aux différences de niveau d'éducation qui empêchent les femmes de trouver des emplois de niveau inférieur et en partie au fait que certaines femmes utilisent indirectement les comptes bancaires de leurs maris. Enfin, l'âge est également considéré comme un critère de sélection. En effet, les jeunes et les personnes âgées sont souvent exclus financièrement. Les jeunes ne remplissent pas la condition d'âge légal (l'âge minimum fixé par la loi) pour utiliser les services financiers. Ces jeunes n'ont généralement pas besoin d'utiliser les services financiers, car ils sont sous la tutelle d'un parent ou utilisent les services financiers indirectement par le biais d'un parent.

De même, les personnes âgées, dont la retraite est synonyme de diminution des ressources financières, sont souvent confrontées à des obstacles financiers et physiques à l'utilisation des services financiers.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Plusieurs travaux empiriques ont été faits. Parmi eux, on peut citer l'étude de Demirgüç-Kunt et Klapper (2013) sur l'utilisation des services financiers pour 148 pays développés et en développement. En utilisant les données du Global Findex de la Banque mondiale et trois principaux indicateurs d'inclusion financière (possession d'un compte bancaire, épargne sur un compte bancaire et recours aux prêts bancaires), les auteurs constatent que le revenu est un déterminant majeur de l'inclusion financière. De même, Camara et al. (2014), en utilisant un modèle probit et en contrôlant les caractéristiques individuelles, trouvent que les niveaux d'éducation et de revenu sont des variables significatives pour déterminer l'inclusion financière au Pérou. Fungacova & Weill (2015) étudient l'inclusion financière en Chine en utilisant les données du Global Findex de la Banque mondiale et un modèle probit et trouvent que le revenu et l'éducation augmentent le niveau d'inclusion financière et que les hommes mariés et les personnes âgées ont des niveaux d'inclusion financière plus élevés. De plus, Tuesta et al. (2015), réalisant une étude similaire en Argentine et utilisant un modèle probit, concluent que le revenu et l'éducation sont des facteurs importants pour l'inclusion financière.

En Afrique, Honohan & King (2009) analysent la relation entre les services bancaires et l'âge, le sexe, l'éducation, le revenu, la localisation, les connaissances financières, la confiance dans les banques et l'aversion au risque en utilisant les données Finscope de 11 pays africains et un modèle probit. Ils constatent que le revenu et l'éducation améliorent l'inclusion financière et que les hommes et les personnes plus âgées ont des niveaux d'inclusion financière plus élevés.

En outre, le fait d'avoir davantage confiance dans le système bancaire augmente la probabilité d'être bancarisé. En revanche, les auteurs constatent que plus les gens connaissent le secteur financier, moins ils sont susceptibles d'être bancarisés. De même, Efobi et al. (2014), à l'aide d'un modèle logit, ont exploré les facteurs influençant l'accès et l'utilisation des services bancaires au Nigeria. Leurs résultats révèlent que les attributs individuels, le revenu et l'utilisation des TIC sont des facteurs significatifs influençant l'utilisation des services bancaires. Zins & Weil (2016) utilisent la base de données Global Findex de la Banque mondiale sur 37 pays africains et un modèle probit pour analyser les déterminants de l'inclusion financière en Afrique. Leurs résultats indiquent que les caractéristiques microéconomiques qui influencent le plus l'inclusion financière sont l'éducation et le revenu.

Enfin, Haoudi & Rabhi (2018) analysent les déterminants de l'inclusion financière en Afrique et concluent à l'aide d'un modèle probit que, d'une part, l'éducation favorise l'inclusion financière et, d'autre part, la taille du secteur informel et la vulnérabilité de l'emploi qui y est associée sont des obstacles à l'inclusion financière.

I.2.3. Déterminants économiques de l'inclusion financière

Dans ce paragraphe nous analysons les facteurs économiques susceptibles d'influencer l'inclusion financière. Dans ce qui suit nous montrons le rôle du revenu par tête ainsi que le rôle des infrastructures de développement mobile telles que les nouvelles technologies d'information et de communication.

I.2.3.1. Le PIB par habitant

Les pays avec un PIB par habitant plus élevé sont susceptibles d'avoir des systèmes financiers inclusifs. Ces pays connaissent mieux les banques, épargnent plus et peuvent offrir des titres. Par conséquent, les marchés des services bancaires ont plus de chances de réussir (Ardin, et al, 2011 ; Evans et Adéoye, 2016). La faible inclusion financière est plus présente dans les pays à fortes disparités de revenus. En effet, l'inégalité des revenus est souvent la conséquence d'opportunités d'affaires inégales et des monopoles de marchés à la marginalisation des pauvres (Ardic, et.al, 2011 ; Hariharan et Marktanner, 2013 ; Evans et Adeoye, (2016).

Park et Mercado (2015) construisent un indicateur d'inclusion financière pour enquêter sur les facteurs spécifiques influençant le degré d'inclusion financière dans 37 économies asiatiques en développement. La preuve montre que pour un Etat de droit, le PIB par habitant et les caractéristiques démographiques influencent considérablement l'inclusion financière en Asie. Les preuves montrent également que l'inclusion financière réduit la pauvreté et les inégalités de revenus.

Le pourcentage de la population vivant sous le seuil de pauvreté influence définitivement le niveau d'exclusion financière (Goyal, 2013). Mandira et Pais (2008) ont découvert que le revenu, mesuré par le PIB par habitant, est un facteur important pour déterminer le niveau d'inclusion financière dans un pays et que le statut économique d'un ménage est positivement corrélé au degré d'inclusion financière.

Honohan (2007) teste l'importance de l'accès financier dans la réduction de l'égalité des revenus. La preuve montre qu'un accès financier plus élevé réduit considérablement les revenus, bien que le lien dépende de la spécification utilisée.

Rojas-Suarez (2010) montrent que la volatilité économique, les contraintes réglementaires, les inégalités de revenus plus élevées, la règle faible du droit et le sous-développement social réduisent considérablement l'accès financier.

Evans et Lawanson (2017) ont examiné les liens de causalité entre l'inclusion financière et la production économique, ainsi qu'entre l'inclusion financière et les cinq secteurs de l'économie nigériane. En utilisant la méthode d'intégration et le test de causalité de Granger, une causalité bidirectionnelle a été trouvée entre l'inclusion financière et l'économie agrégée, et une causalité bidirectionnelle entre l'inclusion financière et les secteurs de l'économie dans la plupart des cas. L'étude montre également qu'il existe des liens de causalité plus élevés entre l'usage des services financiers et les secteurs de l'économie comparativement à l'accès aux services financiers.

I.2.3.2. Les infrastructures mobiles

Au cours des dix dernières années, le thème des modèles de politiques appropriés pour les services financiers mobiles a été longuement débattu partout dans le monde. Il repose sur les technologies et leur incidence sur l'exclusion financière. Il a été prouvé que les pays qui ont développés les infrastructures de communication notamment les technologies de l'information et de la communication ont beaucoup progressé dans le processus d'inclusion financière.

La technologie a introduit dans le mode de vie des populations des changements inimaginables jusque-là. En général, un appareil électronique est considéré comme faisant partie des modes de prestation de services financiers les plus appropriés.

En effet, les utilisateurs du téléphone cellulaire sont plus nombreux que les titulaires d'un compte bancaire dans bon nombre de pays. En conséquence, les autorités politiques économiques ont considéré la technologie mobile comme étant l'un des outils les plus prometteurs pour l'élargissement de l'accès aux finances et la réalisation de l'inclusion financière, au regard de l'omniprésence des téléphones cellulaires et de la bonne couverture du réseau mobile, même dans les zones rurales.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Les TIC sont aujourd'hui au cœur du développement en Afrique (Tcheng et al, 2008). Elles ouvrent la voie à de multiples innovations, en effet la téléphonie mobile apparaît comme un facteur d'élargissement des services financiers. A travers le mobile banking, une innovation financière amorcée par les opérateurs de téléphonie et les institutions financières, on assiste à une véritable diffusion des services financiers auprès de l'ensemble de la population (C'est le cas notamment du Cameroun avec MTN money et Orange money). Cette innovation joue un rôle très important dans l'accès aux services financiers en ce qui concerne les différentes couches de la population.

Afin de pouvoir répondre aux besoins des clients sans cesse grandissants, les entreprises se tournent désormais vers les TIC en vue de favoriser l'innovation et concevoir des produits et services adaptés.

Une étude du Conseil des Technologies de l'Information et de la Communication (CTIC) a montré comment les innovations dans les TIC façonnent et définissent les services financiers. En effet, compte tenu des problèmes réels de coût, de qualité et de rapidité d'exécution de services, de sécurité et de conformité à la réglementation, l'adoption des TIC dans le milieu des services financiers pourrait être une solution. Roller & Waverman (2001) ainsi que Chaix (2013) disent à cet effet que les TIC auraient tendance à réduire les coûts de transaction et augmenter la production des entreprises en développement. L'innovation dans le secteur des services financiers peut être défini tant sur le plan de l'innovation des produits (création de nouveaux produits) que celui de l'innovation de procédé (la réduction des coûts des biens existants).

Il nous semble toutefois que le seul potentiel de réduction des coûts d'une nouvelle technologie ne peut suffire, à lui seul, à déterminer la stratégie de l'offre d'une firme à l'égard d'un nouveau marché. En l'occurrence, les banques pourraient toujours se garder d'offrir leurs produits aux non-bancarisés, même s'ils sont équipés massivement de la téléphonie mobile. En effet, elles éprouvent de la méconnaissance à l'égard de ce marché mais aussi du coût que la compréhension de celui-ci encourrait. La peur de l'impact négatif sur leur image de marque auprès des clients à forte valeur ajoutée pourrait également dissuader les banques d'offrir leurs produits aux non-bancarisés équipés de la téléphonie mobile.

I.2.4. Les déterminants géographiques

Pour l'accès aux services financiers, les études de Leyshon et Thrift (1995), Kempson et Whyley (2001) soulignent l'implication des facteurs géographiques (par exemple, le manque de routes) dans l'exclusion de certaines couches sociales. En effet, les personnes vivant dans des zones rurales et dans des endroits éloignés des centres financiers sont plus susceptibles d'être exclues financièrement.

Selon Morvant-Roux et Servet (2007), il est moins coûteux pour les prestataires d'offrir leurs services dans les zones urbaines, où la densité de population est plus élevée (économie d'échelle). Dans les zones rurales, les coûts de transport sont plus élevés et la sécurité des fonds plus faible (Claessens, 2006 ; Morvant-Roux et Servet, 2007).

Conclusion du premier chapitre

Ce chapitre met en évidence les déterminants de l'inclusion financière. La littérature ne définit pas de manière concise la notion d'inclusion financière du fait que cette dernière varie selon les auteurs, selon les institutions et selon les pays.

L'analyse de l'inclusion financière fait apparaître les notions relatives à ses indicateurs, ses dimensions ainsi que son indice. On a constaté que les dimensions de l'inclusion financière lorsqu'elles sont prises séparément renseignent très partiellement sur le niveau d'inclusion financière. Raison pour laquelle un indice multidimensionnel qui combine toutes les dimensions apparaît le mieux approprié pour étudier le niveau d'inclusion financière.

Concernant les déterminants de l'inclusion financière, la littérature ne présente pas de manière exhaustive les vrais déterminants de l'inclusion financière. Ils varient d'un auteur à un autre ; d'un pays à un autre. Il revient alors aux chercheurs de connaître les caractéristiques d'un pays donné pour analyser les facteurs déterminant l'inclusion financière. Les facteurs microéconomiques influencent le plus l'inclusion financière à partir du moment où il y a une stabilité macroéconomique. Un bon nombre de travaux confirment que les attributs individuels notamment le revenu et l'éducation sont les principaux facteurs influençant l'inclusion financière. En outre, avec le développement des nouvelles technologies de communication, les problèmes liés à l'accès aux services financiers sont en train d'être résolus ; ce qui fait des TIC un grand artisan pour booster le niveau d'inclusion financière.

Après avoir développé le concept d'inclusion financière et analysé ses déterminants, il convient de montrer la raison de l'inclusion financière d'être une cible pour les objectifs de développement. Le prochain chapitre consistera de ce fait à identifier les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique.

CHAPITRE II: EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE SUR STABILITE ECONOMIQUE

Ce chapitre a pour objectif d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. Il est subdivisé en deux sections. La première section étudie les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière ; la deuxième section se propose d'analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique.

Section 1 : Effet de l'inclusion financière sur la stabilité financière.

II.1.1. Analyse théorique de la stabilité financière

Même s'il existe de nombreuses définitions de la stabilité financière, la plupart des définitions observent le terme selon une vision commune. Selon la définition de la BCE (2012), la stabilité financière est l'état dans lequel le système financier, composé d'intermédiaires financiers, de marchés financiers et d'infrastructures de marché connexes, peut résister aux chocs. Par conséquent, elle peut réduire la possibilité de perturbations des processus d'intermédiation financière, qui sont suffisamment graves pour que le système financier subisse des pertes significatives. Selon Ahmad (2018), un système financier stable peut allouer les ressources de manière efficace, en gérant les risques financiers liés au système financier et en éliminant les mouvements indésirables des prix des actifs réels ou financiers qui affecteront la résilience monétaire. Le déséquilibre financier qui émerge de manière endogène ou en raison d'événements imprévus est également éliminé dans un système financier stable. En cas de chocs, le système s'absorbe grâce à des mécanismes autocorrectifs qui empêchent l'adversité d'entraîner des influences perturbatrices sur l'économie réelle et les autres systèmes financiers. Pour atteindre une croissance économique durable, la stabilité financière est l'élément essentiel de la politique en ce sens que la plupart des transactions dans l'économie sont effectuées par le biais du système financier.

II.1.1.1. Sources d'instabilité financière

Bien que les travaux visant à définir le concept de stabilité financière demeurent relativement récents, les débats portant sur les facteurs à l'origine de l'instabilité ont été entamés depuis plusieurs décennies. Plusieurs approches ont analysé les facteurs et les mécanismes sous-tendant les phénomènes d'instabilité financière. Fisher(1933), Kindlerberger (1978) et Minsky (1982) expliquent l'instabilité financière en se référant aux interactions entre la sphère

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

financière et la sphère réelle et la relie donc au retournement du cycle économique. D'autres auteurs, dont notamment, Mishkin (1991), Guttentag et Herring (1986) et Diamond et Dybvig (1983) justifient l'instabilité plutôt par des dysfonctionnements au niveau des marchés financiers.

Dans sa théorie « debt-deflation », Fisher (1933) considère que les phénomènes d'instabilité financière sont provoqués par le surendettement des agents économiques et les mouvements extrêmes des prix. Selon cette approche, l'endettement des agents durant les phases d'expansion du cycle économique est à l'origine du processus déflationniste durant les phases de récession. En période de forte expansion, les investisseurs accroissent leur niveau d'emprunt pour financer leurs projets. Ce processus d'endettement induit une hausse des prix réduisant la valeur réelle de la dette et favorise davantage une situation de surendettement. Le changement de la perception du risque de la part des investisseurs les incite à vendre massivement leurs actifs afin de rembourser les dettes contractées. Ces ventes induisent une baisse des prix des actifs et provoquent une appréciation de la valeur réelle de la dette qui nécessite de nouvelles ventes d'actifs. Ainsi, par le mécanisme de déflation par la dette, la baisse des prix devient encore plus exacerbée entraînant une situation de crise marquée par une contraction de l'activité économique.

Le mécanisme déclenchant une instabilité ou une crise financière tel qu'il est présenté par Kindleberger (1978) s'apparente à celui de Fisher. Ce dernier considère que même si les phénomènes d'instabilité financière n'ont pas les mêmes amplitudes et les mêmes effets ex-post, ils sont caractérisés par un enchaînement similaire d'étapes.

En effet, les crises financières sont précédées de trois phases. Une première étape consiste en la sortie d'une période de récession à une phase de croissance alimentée par un boom des crédits et un achat massif d'actifs financiers en lien avec des anticipations optimistes des agents économiques. Cette situation engendre une hausse des prix des actifs qui s'écartent de leurs valeurs fondamentales. La deuxième phase débute dès que les bilans des agents enregistrent des taux d'endettement élevés et se caractérise par un renversement de la confiance des agents économiques et un changement dans la perception du risque. Ainsi, des baisses commencent à être enregistrées au niveau des prix des actifs entraînant une baisse des garanties détenues par les firmes financières.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

La réponse rationnelle des agents est de chercher davantage de liquidité en précipitant les opérations de ventes tout en acceptant des pertes importantes. Cette situation entraîne dans une dernière étape une déflation qui accroît le niveau des dettes réelles des agents et provoque en général une crise financière.

L'approche de Minsky (1982) intitulée « hypothèse d'instabilité financière » associe la fragilité financière des économies capitalistes au retournement du cycle des affaires. Durant les premières phases du cycle économique, les entreprises recourent de plus en plus à l'endettement pour soutenir leurs projets d'investissement.

L'accélération du processus d'endettement crée une mutation au niveau de la structure financière des agents économiques qui passe d'une structure robuste à une structure fragilisée par le surendettement et la spéculation.

Sur ce registre, Minsky identifie trois catégories d'entreprises : les entreprises couvertes (hedge finance) qui ne prennent pas de risque financier, les entreprises spéculatives (speculative finance) et les entreprises qui se refinancent continuellement pour rembourser leur dette (Ponzi Finance). Ainsi, en période de boom de crédit,

la hausse des taux d'intérêt met les entreprises surendettées (speculative et ponzi) en situation de difficulté les incitant à liquider leurs actifs qui ne suffisent plus pour régler les intérêts et les dettes contractées. Cette situation induit un effondrement des prix des actifs financiers qui annonce à son tour l'entrée de l'économie dans une phase d'instabilité financière.

Sous un autre angle, Mishkin (1991) explique l'instabilité financière par les imperfections des marchés financiers. Ces dernières se manifestent sous la forme d'asymétrie d'information entre prêteurs et emprunteurs et génèrent une discontinuité de l'activité d'intermédiation. Selon Mishkin (1991), l'instabilité financière survient lorsque des chocs affectant le système financier aggravent considérablement les problèmes d'asymétrie informationnelle et empêchent le système financier de réaliser sa fonction principale de canalisation de l'épargne vers l'investissement.

Plusieurs mécanismes peuvent aggraver les asymétries informationnelles et donc déclencher une crise financière : la dégradation des bilans des banques, la hausse des taux d'intérêt, la montée de l'incertitude sur les marchés financiers ainsi que la détérioration des bilans du secteur non financier.

D'abord, la dégradation des bilans des banques peut conduire à une contraction substantielle de leur capital, ce qui induit généralement une contraction des prêts accordés.

La hausse des taux d'intérêt peut accentuer le phénomène de sélection adverse car les agents demandent des prêts souvent pour les projets les plus risqués et les prêteurs, dans ce genre de situation, préfèrent limiter le nombre de prêts à consentir. De la même manière, l'augmentation de l'incertitude peut freiner l'octroi de prêts et provoquer une baisse de l'activité économique. La hausse de l'incertitude peut provenir d'une défaillance d'un établissement financier de premier plan ou de l'orientation des politiques économiques y compris la politique monétaire (Hawkesby, 2000). Par exemple, une politique monétaire durablement expansive est susceptible d'affecter les prix des actifs à la hausse ce qui entraîne des prises de risques excessives à même de déstabiliser la sphère financière. De même, une politique de change inappropriée peut contraindre les agents économiques ayant des expositions en devises et conduire à des épisodes d'instabilité. Enfin, la détérioration des bilans du secteur non financier aggrave les problèmes d'asymétrie d'information dans la mesure où les banques qui utilisent un collatéral en contrepartie d'un crédit octroyé peuvent perdre la valeur de ce collatéral en cas de défaut de l'emprunteur et si par exemple les prix des actifs sont en baisse sur le marché.

Par rapport à cette littérature nous trouvons pouvons affirmer que l'instabilité financière est en grande partie due au surendettement des agents économiques qui malheureusement n'ont pas de projets rentables. En d'autres termes, elle est la conséquence du phénomène d'asymétrie d'information qui existe entre les institutions financières et leurs clients.

II.1.1.2. Mesure de stabilité financière

Le z-score est une mesure très répandue pour l'évaluation de la santé financière des établissements bancaires. L'attractivité de cet indice réside dans son lien étroit avec la probabilité d'insolvabilité d'une banque, c'est-à-dire la probabilité que la valeur de ses actifs soit insuffisante pour couvrir le remboursement du passif contracté.

Le z-score demeure une approximation à l'indicateur reflétant la distance par rapport au seuil de défaillance (DD) d'une banque ou d'une société quelconque. La différence fondamentale entre le z-score et la DD est d'ordre statistique. Elle se situe dans la nature des données exploitées pour l'évaluation de la solidité financière des banques.

Dans ce cadre, le z-score est une mesure conservative qui s'appuie exclusivement sur des informations bilantaires historiques, tandis que la DD requiert une combinaison de données de marché et de bilan des banques. En d'autres termes, la distance par rapport au défaut (DD) est reflétée par le nombre d'écart-types qui sépare la valeur de marché des actifs d'un établissement bancaire de la valeur comptable de ses dettes. En l'absence de cotations boursières pour certains établissements, le z-score représente un substitut approprié pour évaluer la solidité financière du secteur bancaire dans son ensemble et/ou des banques de manière individuelle.

Par ailleurs, il peut être complété par le recours à d'autres indicateurs, tels que les indices de vulnérabilité, les ratios macro-prudentiels ou encore la modélisation des répercussions des chocs économiques ou financiers sur l'activité bancaire dans le cadre des stress-tests.

Le z-score est défini comme étant la mesure en nombre d'écarts-types, de la baisse du taux de rendement bancaire aboutissant à une absorption complète des fonds propres. Ainsi, si la valeur du z-score est élevée, le risque de défaillance devrait être assez faible. A contrario, le rapprochement du z-score de la valeur de l'écart-type du rendement des actifs est une indication d'une probabilité de défaut élevée de la banque en question.

II.1.1.3. Régulation de la stabilité financière

La récente crise financière a clairement montré qu'une politique monétaire axée sur la stabilité des prix ne suffisait pas à elle seule pour garantir la stabilité financière. Aussi, la supervision financière qui prévalait n'a pas pu prévenir le risque systémique dans la mesure où les conséquences de la crise sur le système financier et sur l'économie réelle ont été sévères.

Les enseignements tirés de cette crise ont poussé les régulateurs à renforcer l'approche microprudentielle en la complétant par une politique macroprudentielle afin de maintenir la stabilité du système financier dans sa globalité. Cette approche a pour objectif de prévenir l'apparition des déséquilibres financiers et des risques systémiques en limitant, entre autres, la croissance excessive de l'endettement des agents économiques ainsi qu'en augmentant la résilience du système financier face aux chocs.

L'objectif de la politique macroprudentielle est de limiter le risque de crise financière et réduire ses coûts en cas de survenance pour enfin préserver la stabilité financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Cette approche a une vocation plus globale que celle de l'approche microprudentielle, qui vise à lutter contre les risques de défaillance au niveau des différents établissements sans prendre en considération le système dans sa globalité. De ce fait, l'approche macroprudentielle permet d'assurer la confiance et de garantir la continuité des activités d'intermédiation sur l'ensemble des compartiments des marchés financiers.

En revanche, l'approche microprudentielle est destinée à préserver les intérêts des déposants et des investisseurs. La finalité de l'approche macroprudentielle est ainsi le système financier dans sa globalité, tandis que la régulation microprudentielle s'intéresse aux établissements financiers individuellement. S'agissant de la caractérisation du risque, dans une optique macroprudentielle, il est considéré comme une composante endogène au système.

Autrement dit, les institutions financières sont censées avoir une influence sur la dynamique du système économique et financier, puisqu'une action collective, de leur part, peut induire une instabilité au niveau des marchés financiers. Par contre, l'approche microprudentielle considère que le risque est exogène dans le sens où une institution ne peut affecter significativement les prix et l'équilibre du cadre macroéconomique

II.1.2. Effet de l'inclusion financière sur la stabilité financière

La littérature sur la relation entre l'inclusion financière sur la stabilité financière fournit des aspects contradictoires sur la façon dont ces concepts sont associés sur le plan théorique.

Selon Khan (2011), il existe quelques moyens fondamentaux illustrant les influences positives de l'inclusion financière sur la stabilité. Premièrement, l'inclusion financière favorise une intermédiation d'épargne étendue et facilite les changements de composition du système financier car elle offre plus d'opportunités aux institutions financières pour opérer dans des entreprises nouvellement créées ou des marchés élargis.

Lorsque le bilan de l'ensemble du secteur augmente avec la diversité et la participation plus large des agents économiques, cela contribue à une plus grande résilience économique potentielle. Deuxièmement, l'inclusion financière fournit une base plus solide de financement de détail pour une institution financière, en particulier pour les banques. Les dépôts de détail en tant que tampons pour les fonds empruntés augmentent la stabilité du secteur car les personnes à faible revenu semblent afficher des comportements financiers stables dans le

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

cycle d'expansion et de récession en ce qui concerne la conservation des dépôts et le remboursement des prêts.

Par conséquent, pendant les périodes de détresse financière, les dépôts de ces clients deviennent une source de financement continue, surtout lorsque les banques n'ont plus d'autres sources de crédit. Troisièmement, l'inclusion financière limite le fait qu'un secteur informel important peut nuire à l'efficacité de la transmission de la politique monétaire. Elle facilite une participation plus formelle des agents de l'économie financièrement exclus. Nous citons entre autres les ménages et les petites entreprises, qui prennent généralement des décisions financières indépendantes et non affectées par les organes monétaires supervisés. Prasad (2010) indique également que l'accès inadéquat au crédit des petites et moyennes entreprises et des petits entrepreneurs produit des effets indésirables sur le chômage global, car ces entreprises exigent une intensité de travail et de financement dans leurs opérations.

En les incluant dans le secteur financier, ces entreprises financées peuvent étendre leurs opérations et produire davantage de biens pour l'économie.

Le crédit aux PME est le crédit total des banques commerciales et la proportion des emprunteurs des PME par rapport au total des emprunteurs des banques commerciales. La stabilité financière est mesurée par les NPL des banques et les scores Z des banques. Les auteurs ont constaté qu'une proportion plus élevée de crédits aux PME est associée à des prêts non performants plus faibles et à une probabilité de défaillance plus faible des institutions financières.

Des résultats similaires ont également été constatés avec un nombre plus élevé de PME emprunteuses. Cela implique que les efforts politiques pour une plus grande inclusion financière créeraient des avantages secondaires pour les contributions à la stabilité financière. Han et Melecky (2013) ont étudié la relation entre l'inclusion financière et la stabilité dans 95 pays en appliquant les données de la Banque mondiale et la méthode des régressions transversales, dans laquelle l'inclusion financière est mesurée comme l'accès et l'utilisation des dépôts avant la crise de 2008, et la proportion d'individus utilisant les dépôts bancaires en 2011.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

La variable dépendante est la baisse maximale de la croissance des dépôts bancaires en 2006-2010. La conclusion est la suivante : un accès et une utilisation plus larges des dépôts bancaires peuvent considérablement atténuer les retraits en période de crise, augmenter la proportion de financement stable des banques et conduire à une réduction de la volatilité totale des dépôts bancaires en période de récession économique. En outre, les coefficients estimés sur les variables suggèrent qu'une augmentation de 10% de la part des individus ayant accès aux dépôts réduirait les chutes de dépôts jusqu'à 8%, ce qui implique une stabilité financière promue à la fois dans le système bancaire et le secteur financier. De même, l'étude de Tran et Nguyen (2020) montre que l'impact du développement financier sur le Z-score est significativement positif, tandis que son effet sur les prêts non performants est significativement négatif, ce qui réduit en moyenne le risque bancaire.

En contradiction avec les relations positives, certaines preuves empiriques défendent l'impact négatif de l'inclusion financière sur la stabilité. En utilisant des données transnationales avec une approche de régression par panel, Sahay et al. (2015) ont étudié l'effet global du développement financier, qui combine une mesure multidimensionnelle comprenant la profondeur, l'accès et l'efficacité, sur la croissance économique et la stabilité financière parmi 200 observations. De manière notable, les auteurs ont trouvé un effet négatif significatif sur la stabilité financière et ont fait valoir que, dans les pays où la surveillance des banques et le respect des principes de Bâle pour un contrôle bancaire efficace sont moindres, l'accès au crédit est positivement lié à une baisse des tampons bancaires. Cette tendance est beaucoup plus marquée lorsque le déclin des protections financières est plus rapide dans les pays où la surveillance est plus faible. En revanche, l'accès et l'utilisation d'autres services financiers que le crédit n'ont pas d'influence négative sur la stabilité financière, car les effets ne sont pas encore concluants.

La Banque mondiale (2012), dans son rapport sur le développement financier mondial, a également fourni des preuves de la relation négative entre inclusion et stabilité. En utilisant les données de l'enquête sur l'accès aux services financiers, le document montre une meilleure corrélation entre les deux concepts dans les pays à faible revenu ainsi que dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure où les questions d'inclusion financière sont importantes.

Section 2 : Effet de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique

Dans cette section nous étudions les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique. Dans un premier temps nous étudions les effets de l'inclusion financière sur les variables macroéconomiques, et dans un second temps nous étudions d'une façon agrégée les effets sur la stabilité macroéconomique. Mais avant tout nous définissons le concept de stabilité macroéconomique.

II.2.1. Le concept de stabilité macroéconomique

La stabilité macro-économique s'entend comme le retour à l'équilibre au lendemain de chocs intérieurs ou extérieurs. Il est important de remarquer cependant, qu'il n'existe pas de définition établie ou une série de paramètres spécifiques pour définir cet équilibre dans tous les pays. Il s'agit plutôt d'un continuum de différentes combinaisons de variables macro-économiques clés (par ex., la croissance, l'inflation, le déficit budgétaire, le déficit des transactions courantes, les réserves de devises étrangères) qui peuvent indiquer la stabilité macroéconomique. Il est relativement facile de déterminer si un pays se trouve dans une situation d'instabilité macro-économique (importants déficits des transactions courantes financés par des emprunts à court terme, une dette publique élevée et en augmentation, des taux d'inflation à deux chiffres, un PIB stagnant ou en déclin) ou bien s'il y a stabilité macroéconomique (des balances budgétaire et des transactions courantes compatibles avec un endettement modéré et en déclin, une inflation faible à un chiffre, un PIB par habitant en augmentation). Cependant, il existe une zone d'ombre entre ces deux modèles. Puisqu'il n'y a pas de ligne de partage nette pour chaque variable macro-économique entre la stabilité et l'instabilité, les responsables des politiques doivent déterminer quelle est la combinaison de cibles macro-économiques clés la plus appropriée qui constituerait la stabilité macroéconomique de leur propre situation.

II.2.2. Effets de l'inclusion financière sur les variables macroéconomiques

L'inclusion financière étant perçue comme une condition essentielle à l'approfondissement financier qui aide à résoudre les problèmes fondamentaux de la croissance économique et de l'inégalité des revenus, elle constitue donc une étape vers le développement inclusif. Bien que la littérature contienne de nombreuses études sur l'inclusion financière, il n'y a pas de consensus sur les effets exacts dans les différents pays en raison de facteurs spécifiques au

pays tels que le niveau d'alphabétisation, l'âge et le revenu, entre autres. C'est ainsi dans ce qui suit nous tentons de déterminer l'impact de l'inclusion financière sur certaines variables macroéconomiques notamment la croissance du PIB, le chômage le développement humain ainsi que la politique monétaire.

II.2.2.1. Effet de l'inclusion financière sur la croissance économique

Selon Beg (2010), les anciennes théories du développement se concentraient sur le travail, le capital et l'organisation, etc. comme facteurs de croissance et de développement. Les travaux pionniers sur le développement n'incluent guère la finance comme facteur de croissance économique. Selon Mishkin (2005), l'importance de la finance pour la croissance économique a également été fréquemment ignorée par les économistes. La principale raison pour laquelle le lien entre la finance et la croissance est ignoré peut être comprise à partir de l'hypothèse selon laquelle les marchés sont parfaits et qu'il n'y a pas de frictions comme le croyaient les premières théories financières telles que les théorèmes de Modigliani - Miller et les hypothèses de marché efficace d'Eugene Fama & Kenneth French. Cependant, des développements ultérieurs ont montré qu'il existe des imperfections sur le marché financier et comment diverses entités financières ont permis de réduire ces imperfections.

Sahay et al. (2015) ont examiné les liens entre l'inclusion financière et la croissance économique, la stabilité financière et économique et les inégalités et ont constaté que :

- i). L'inclusion financière augmente la croissance économique jusqu'à un certain point ; un plus grand accès des entreprises et des ménages à divers services bancaires ainsi que l'augmentation des femmes utilisatrices de ces services, conduisent à une croissance plus élevée ; les secteurs dépendant des financements extérieurs se développent plus rapidement dans les pays où l'inclusion financière est plus importante ; les avantages marginaux pour la croissance s'atténuent à mesure que l'inclusion et la profondeur augmentent ; et en tant que tels, ces avantages pourraient être faibles et même négatifs pour certains pays avancés.
- ii) Les risques pour la stabilité financière augmentent lorsque l'accès au crédit est élargi sans supervision adéquate ; les amortisseurs financiers diminuent avec l'élargissement de l'accès au crédit, toutes choses égales par ailleurs ; dans les pays où la supervision est plus faible, l'érosion des amortisseurs est plus importante ; dans les pays où la supervision est forte, une plus grande inclusion permettrait d'atteindre certains objectifs de stabilité financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Le document révèle d'importants écarts de supervision entre les pays, signalant les risques potentiels pour la stabilité financière d'un élargissement non contrôlé de l'accès au crédit.

Onaolapo, (2015) a mené une étude sur les effets de l'inclusion financière sur la croissance économique du Nigeria pour la période 1982 - 2012 et tente d'évaluer l'impact de l'inclusion financière sur la performance de l'économie nigériane et a constaté que : il existe une relation significative entre l'inclusion financière et la croissance économique au Nigeria ; des relations positives existent entre le dépôt à la demande des zones rurales et le prêt bancaire aux zones rurales, ainsi que, les prêts aux petites entreprises ; et une relation négative entre le dépôt à la demande des zones rurales et le ratio d'adéquation des fonds propres. Babajide, Adegboye et Omankhanlen (2015) ont réalisé une étude sur l'inclusion financière et la croissance économique pour la période 1981 - 2012 et ont constaté que : l'inclusion financière est un déterminant fort de la production totale de facteurs ; le capital par travailleur joue un rôle significatif dans le déterminant des dépôts bancaires au sein du système bancaire ; et seuls les dépôts bancaires commerciaux utilisés comme proxy pour l'inclusion financière ont augmenté significativement le capital par travailleur. Dabla-Norris, Yan, Townsend et Unsal (2015) ont mené une étude sur l'identification des contraintes à l'inclusion financière et leur impact sur le PIB et les inégalités pour la période 2005 - 2008 et ont constaté que l'allègement des différentes frictions financières a un impact différentiel entre les pays, les caractéristiques spécifiques des pays jouant un rôle central dans la détermination des liens entre l'inclusion financière, le produit intérieur brut, les inégalités et la distribution des gains et des pertes.

Oroo (2013) a étudié la relation entre l'inclusion financière et la croissance du PIB en Inde pour la période 2002/2003 à 2011/2012 et a constaté que : La croissance du PIB au Kenya a une forte relation positive avec l'inclusion financière; la croissance du PIB a une forte relation positive avec le réseau de succursales, une faible relation avec le nombre d'utilisateurs/comptes d'argent mobile, une faible relation négative avec les guichets automatiques et une forte relation négative avec les taux de prêt bancaire au Kenya ; et conclut que le réseau de succursales a la plus grande influence sur la croissance du PIB, suivi par les utilisateurs/comptes d'argent mobile.

II.2.2.2. Effet de l'inclusion financière sur le chômage

Selon N. Sahar (2013), l'inclusion financière contribue à la réduction du chômage. En effet, elle favorise la croissance des entreprises, nombreuses à pâtir de l'absence d'accès au crédit et à l'épargne. La promotion de l'inclusion financière peut, de fait, contribuer à l'expansion de l'activité du secteur privé et à redresser l'économie égyptienne. Au niveau micro-économique, l'accès et le recours à de telles prestations apportent un mieux-être aux ménages et les encouragent à entreprendre. Elle influe par ailleurs sur la stabilité macroéconomique.

Onaolapo (2015) a mené une étude sur les effets de l'inclusion financière sur la croissance économique du Nigeria pour la période 1982 - 2012 avec l'objectif de déterminer comment ou si l'inclusion financière améliore le bien-être financier des Nigériens pauvres ou à faible revenu et a constaté qu'il existe une relation significative entre l'inclusion financière et la réduction de la pauvreté au Nigeria.

Yorulmaz (2012) a constaté que le taux de chômage a une association négative et hautement significative avec l'inclusion financière dans une économie ; et a conclu que plus le taux d'emploi est élevé, plus l'inclusion financière est élevée.

Beg (2012) a examiné l'inclusion financière comme une passerelle pour la pauvreté et le chômage et a trouvé une corrélation négative entre l'indice composite de l'inclusion financière et le ratio de chômage et a noté que l'amélioration de l'indice composite de l'inclusion financière entraîne une réduction du ratio de chômage. Le résultat a également montré qu'il existe une corrélation négative entre l'inclusion financière et le taux de pauvreté, ce qui signifie que l'inclusion financière a un impact significatif sur les niveaux de pauvreté. Il a conclu que l'inclusion financière devrait être mesurée non seulement par le nombre de comptes bancaires détenus par les secteurs les plus faibles, mais aussi par le montant des emprunts qu'ils ont contractés, ce qui, jusqu'à présent, n'a pas été le cas. Il a ajouté que l'inclusion financière pourrait sans doute être inhibée par les coûts de transaction plus élevés liés au traitement d'un grand nombre de petits comptes plutôt que d'un petit nombre de comptes importants.

II.2.2.3. Effets de l'inclusion financière sur le développement humain

Yorulmaz (2012) a constaté que le niveau d'inclusion financière et le niveau de développement humain sont fortement et positivement corrélés, bien que quelques exceptions existent.

Sarma et Pais (2008) ont effectué une analyse transnationale de l'inclusion financière et les résultats ont montré que : l'indice d'inclusion financière (IFI) et l'indice de développement humain (IDH) évoluent dans la même direction ; tous les pays ayant des valeurs d'IFI élevées et moyennes appartiennent au groupe classé par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) comme pays à développement humain élevé ; il existe quelques exceptions - l'Arabie Saoudite, un pays à IDH élevé, a des valeurs d'IFI faibles ; d'autres pays ayant un IDH élevé ou moyen mais un IFI faible sont le Brésil, le Liban, le Venezuela, l'Argentine et le Mexique. Ils ont généralement conclu que les pays ayant un niveau élevé de développement humain sont aussi ceux qui ont un niveau relativement élevé d'inclusion financière.

II.2.2.4. Effet de l'inclusion financière sur la politique monétaire

En partant de cette relation stable entre le revenu et la demande de monnaie, les monétaristes estiment que l'instabilité monétaire ne peut provenir que du côté de l'offre de monnaie. Par conséquent, pratiquer la discrétion au niveau de l'offre de monnaie ne fait que perturber cette relation stable, ce qui induirait son instabilité et partant perturberait le bon fonctionnement de l'économie. D'où la recommandation de politique monétaire selon laquelle l'offre de monnaie doit croître à un taux constant pour répondre au désir prévisible de détention de la monnaie.

Cependant, au tournant des années 1980, les résultats peu satisfaisants des politiques de ciblage monétaire vont susciter une littérature relativement abondante sur l'instabilité de la fonction de demande de monnaie dans un contexte marqué par des programmes de libéralisation financière. Et l'une des hypothèses majeures avancées pour justifier cette instabilité porte sur le comportement des agents qui aurait changé en raison des innovations financières se traduisant par l'apparition de nouveaux produits financiers ou la modification de la réglementation financière (Jondeau et Villerman-Lécolier, 1996).

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Au titre de ses effets sur l'économie, l'inclusion financière contribue à l'approfondissement du système financier (Toolsema et Schoonbeek, 1999), réduit la taille du secteur informel et accroît ainsi les effets des variables monétaires et financières sur le secteur réel.

Toutefois, en raison des innovations financières qui l'accompagnent, l'inclusion financière pourrait affecter la demande de monnaie en réduisant sa stabilité. En effet, si elle offre des possibilités aux ménages, une fois inclus dans le système financier, de transformer leur épargne en nature et leur thésaurisation en dépôts auprès des banques (Mehrotra et Yetman, 2014), l'IF pourrait contribuer à accroître M2.

Selon DIARRA Mahamadou et Rabiou ALI, la problématique des effets de l'inclusion financière sur la stabilité de la demande de monnaie se pose lorsque le développement et la pérennité de cette inclusion est associée à l'innovation financière. En effet, un intermédiaire financier, pour être en mesure de servir une population initialement exclue du système financier formel et assurer la viabilité de son institution, se doit

de rechercher constamment des niches d'innovation (Gabor et Brooks, 2017 ; Ozili, 2018, 2020). Dans cette logique, des travaux montrent que l'innovation financière joue un rôle important dans la détermination de la demande de monnaie et de sa stabilité. Les premiers travaux, notamment Gurley et Shaw (1960) et Tobin (1965), montrent que l'existence d'innovation financière rend la demande de monnaie plus élastique au taux d'intérêt. Elle étend les possibilités de compensation entre créances et dettes dans l'espace, permettant à un même volume de biens et services d'être échangé grâce à des encaisses réduites (Garvy et Blyn, 1969). Des travaux plus récents [Ullmo (1987) ; Arrau et al. (1995) ; Serletis (2007) ; etc.] mettent en exergue les effets déstabilisants de l'innovation financière sur la demande de monnaie et le système financier. Selon ces auteurs, la libéralisation financière qui a introduit de nouveaux produits aurait rendu les agrégats monétaires instables et déformé leurs relations avec les grandeurs réelles, conduisant les banques centrales à les abandonner au profit du taux directeur.

II.2.3. Décomposition des effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique

Les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique n'ont pas encore été examinés en profondeur dans la littérature. Nous suivons un courant existant de la littérature qui a lié l'inclusion financière et l'instabilité financière ou la volatilité économique. La littérature distingue d'une part le lien négatif entre l'inclusion financière et d'autre part le lien positif.

II.2.3.1. Effets négatifs de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique

D'une part, il a été constaté que l'inclusion financière était négativement liée à la stabilité macroéconomique, soit en augmentant les risques financiers, soit en réduisant la stabilité macroéconomique. Morgan et Pontines (2018) ont considéré que l'inclusion financière élargissait un éventail d'emprunteurs, abaissant les normes et les conditions de prêt, et augmentant par conséquent les risques économiques et financiers. Une augmentation des prêts aux institutions de microfinance sans supervision appropriée pourrait nuire à l'efficacité totale de la réglementation dans un pays, augmentant ainsi les risques dans le système financier dans son ensemble. Mehrotra et Yetman (2015) ont affirmé qu'un accès excessif au crédit pourrait détériorer la qualité du crédit et accélérer la croissance non réglementée du crédit.

II.2.3.2. Effets positifs de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique

Il existe plusieurs canaux expliquant les liens positifs entre l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique. Le premier consiste à renforcer l'intermédiation entre l'épargne et l'investissement plus efficacement. L'inclusion financière offre aux institutions financières non seulement un spectre plus large d'agents économiques, une plus grande diversification de leurs actifs, mais aussi une économie de la résilience (Khan, 2011). Un plus grand nombre de prêts aux petites entreprises permettrait de réduire les risques globaux auxquels une banque est confrontée. Morgan et Pontines (2018) ont constaté qu'une part accrue de petites et moyennes entreprises (PME) entraîne une diminution de l'instabilité financière en réduisant les prêts non performants et la probabilité associée de défaut ou de faillite.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

En outre, l'inclusion financière entraînerait une intermédiation de l'épargne plus étendue et plus efficace, et fournirait une base plus stable de dépôts de détail (Morgan et Pontines, 2018). Les épargnants et les prêteurs à faible revenu ont tendance à maintenir leur comportement financier pendant les crises financières, en conservant leurs dépôts en lieu sûr et en remboursant leurs prêts (Hannig et Jansen, 2010).

En outre, l'inclusion financière restreint la présence d'un vaste secteur informel, qui pourrait limiter l'efficacité de la politique monétaire nationale (Garcia, 2016). En outre, Mehrotra et Yetman (2015) ont documenté qu'une augmentation de l'inclusion financière peut lisser la consommation, car les ménages ont plus de possibilités d'approcher les services financiers pour leur épargne et leurs emprunts. Cette évolution entraîne une réduction de la volatilité de la production, et une augmentation de la stabilité des prix de la part de la banque centrale.

De nombreuses études empiriques ont été menées au fil des ans. Cependant, la plupart des études ont porté sur la stabilité financière ou bancaire plutôt que sur la stabilité macroéconomique. Par exemple, Ahamed et Mallick (2017) ont étudié les effets de l'inclusion financière sur la stabilité bancaire en utilisant un échantillon international de 2 600 banques de 86 nations. Une banque emploie le système financier inclusif pour augmenter son dépôt à faible taux d'intérêt. Par conséquent, la banque peut bénéficier de la réduction des coûts marginaux de financement, et profiter de son pouvoir de fixation des prix sur le marché monétaire. En conséquence, la banque est susceptible de stabiliser son système financier par la mise en œuvre de l'inclusion financière.

Ces résultats empiriques corroborent le fait que des niveaux plus élevés d'inclusion financière conduiraient à une plus grande stabilité des banques. La relation positive se retrouve en particulier dans les banques dont la part de financement des dépôts des clients est plus élevée, dont les coûts marginaux de prestation de services bancaires sont plus faibles, et dont la part de financement des dépôts des clients est plus importante.

Morgan et Pontines (2018) ont également trouvé des résultats incohérents sur la relation entre l'inclusion financière et la stabilité financière par deux mesures différentes de l'inclusion financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Han et Melecky (2013) ont analysé la relation entre l'expansion des dépôts et la volatilité de la croissance des dépôts bancaires, et ont constaté qu'il existe un lien positif étroit entre des dépôts plus importants et la résilience des systèmes financiers pendant la période de crise financière. Ce résultat empirique semble être cohérent avec la théorie de la politique monétaire selon laquelle les banques centrales ont tendance à forcer le système bancaire à retirer de l'argent du marché pour réduire une performance chauffée pendant les périodes de détresse financière.

Neaime et Gaysset (2017) ont abordé l'impact de l'inclusion financière sur un large éventail de facteurs allant de l'inégalité des revenus et de la pauvreté à la stabilité financière en utilisant les pays de la région MENA pour l'analyse. La région MENA possède un taux de croissance important, et un système financier bien établi, mais une population largement segmentée, en général. Les résultats empiriques montrent que l'inclusion financière est négativement associée à l'inégalité des revenus, positivement liée à la stabilité financière, et n'ont pas de conclusion définitive.

Cihak et al. (2016) ont fourni des preuves d'une relation de compromis entre la stabilité financière et l'inclusion financière. Le degré de compromis ou de synergie dépend grandement, non seulement des indicateurs qui mesurent la stabilité et l'inclusion financières, mais aussi de leurs covariances estimées. Sans la crise, l'inclusion financière tend à être positivement corrélée à la stabilité financière.

Il convient de noter qu'il existe un lien existant entre les variables de stabilité macroéconomique. Fernandez, Gonzalez et Suarez (2016) ont présenté l'impact de la stabilité bancaire sur la volatilité économique. Les auteurs ont fait valoir que le développement des banques permet de réduire les risques internes des entreprises en soutenant le fonds de roulement pour l'investissement. Cependant, les intermédiaires financiers amplifient les chocs macroéconomiques sur les entreprises individuelles par le biais de marchés de capitaux imparfaits.

Les politiques micro-prudentielles permettent de limiter les risques de faillite et les risques anormaux pour les entreprises, tandis que les politiques macro-prudentielles visent à minimiser la probabilité de crise financière et les risques systématiques pour l'ensemble de l'économie.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Un point frappant est que les auteurs ont utilisé divers indicateurs d'instabilité financière, basés non seulement sur des études antérieures, mais aussi sur leurs propres mesures dérivées de l'analyse des composantes principales, malgré la prise en compte de plusieurs indicateurs de performance économique, tels que le PIB par habitant, la consommation par habitant, le revenu disponible par habitant et l'investissement. Dans l'ensemble, les résultats empiriques révèlent des effets négatifs de l'instabilité financière sur la performance économique.

L'association entre l'inclusion financière et le bien-être individuel a également été étudiée dans des études empiriques. Par exemple, en utilisant les données de près de 800 institutions financières concernant l'inclusion financière, mesurée par les prêts aux emprunteurs ruraux, Lopez et Winkler (2018) ont examiné s'il existe des différences entre les impacts des défis de durabilité sur l'inclusion financière dans les zones rurales et urbaines. Les défis de durabilité sont plus susceptibles de se produire dans les zones rurales en raison de la présence de la pauvreté, entraînant ainsi des coûts de transaction plus élevés, des risques plus importants et des conditions contractuelles plus désavantageuses. Si l'on considère l'inclusion financière comme l'utilisation de services financiers, cela permettrait de desserrer les contraintes financières des individus pour qu'ils puissent investir en leur faveur, par exemple dans l'éducation à des fins commerciales.

Fungacova et Weill (2014) suggèrent que les PME et les particuliers en Chine qui sont confrontés à de fortes contraintes d'accès au crédit formel sont susceptibles de se tourner vers des sources alternatives, par exemple auprès d'amis et de parents, voire de prêteurs informels. Cela conduit à une expansion du shadow banking, qui détériorerait à son tour l'efficacité des réglementations bancaires et provoquerait une instabilité sur le marché. Les auteurs examinent également d'autres pays asiatiques pour étudier les autres sources d'emprunt. Les auteurs concluent que les motivations des individus qui se tournent vers l'inclusion financière sont principalement le manque de financement, de sorte que la méthode la plus couramment utilisée pour les emprunts informels est l'emprunt auprès de connaissances.

Conclusion du deuxième chapitre

Force est de constater que l'inclusion financière joue un rôle important dans le processus de stabilité économique. L'inclusion financière présente des effets sur les variables macroéconomique et financière. Pour cela, elle présente des effets sur la stabilité macroéconomique et sur la stabilité financière. Ces effets peuvent être soit positif soit négatif à la stabilité économique. Mais dans tous les cas, les effets positifs l'emportent sur les effets négatifs.

Après avoir compris les déterminants et les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique, il convient de présenter l'état des lieux pour les économies concernées par l'étude. C'est alors l'objectif du prochain chapitre.

DEUXIEME PARTIE : ESTIMATION DES DETERMINANTS ET DES EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE DANS LES PAYS DE LA CAE

L'objectif de cette partie est d'apprécier empiriquement les déterminants et les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique dans les pays de la CAE. Elle est constituée de deux chapitres. Le troisième chapitre décrit l'état des lieux des économies de la communauté en matière d'inclusion et de stabilité économique tandis que le quatrième chapitre se consacre à analyser économétriquement les déterminants et les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique.

CHAPITRE III : CARACTERISTIQUES DES ECONOMIES DES PAYS DE LA COMMUNAUTE DE L'AFRIQUE DE L'EST

L'objectif de ce chapitre est de présenter les caractéristiques des économies des pays de la communauté de l'Afrique de l'Est principalement celles relatives à l'inclusion financière et à la stabilité économique. Il est subdivisé en deux sections. La première section étudie l'état des lieux des déterminants de l'inclusion financière dans les pays de l'Afrique de l'Est. La deuxième section décrit les indicateurs de stabilité économique des pays de la communauté de l'Afrique de l'Est.

Section 1 : Etat des lieux des déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE

Dans cette section nous présentons l'état des lieux des éléments susceptibles d'influencer l'inclusion financière. A partir de différents types de déterminants développés dans le premier chapitre, nous présentons la situation qui règne dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est.

III.1.1. La structure économique des pays de la CAE

La structure économique et financière d'un pays peut refléter son niveau d'inclusion financière. Comme nous l'avons déjà montré à travers la littérature, les facteurs économiques et financiers jouent un rôle important dans le processus d'inclusion financière. Dans ce paragraphe nous présentons l'état des lieux de certains de ces facteurs dans les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est.

III.1.1.1. Le produit intérieur brut par tête dans les pays de la CAE

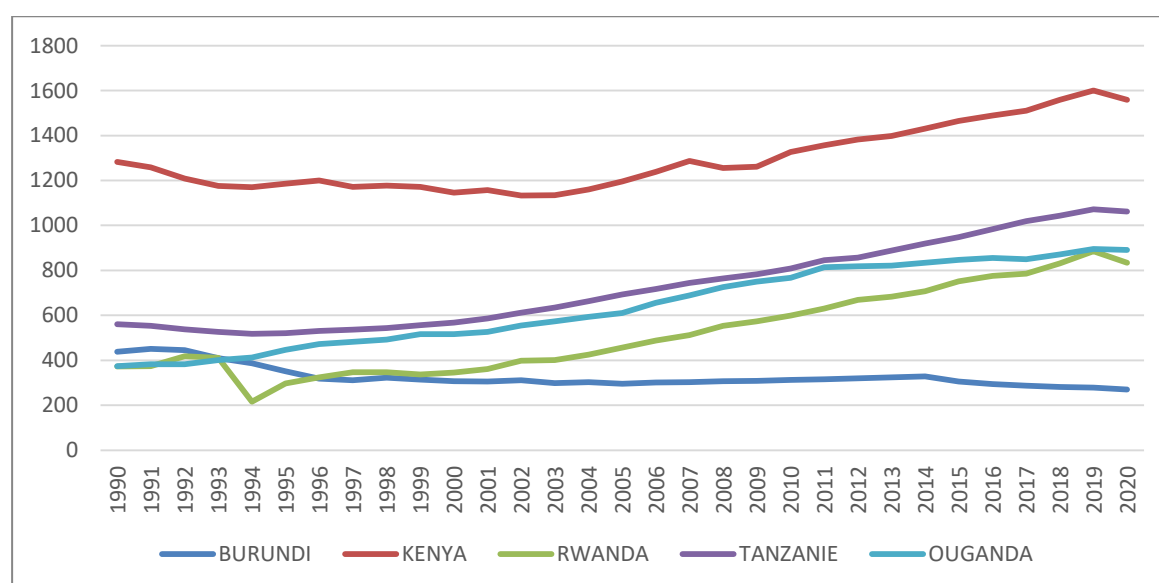
Il permet de suivre l'évolution de la performance économique moyenne par habitant. Si le PIB réel par habitant augmente au cours du temps, les ressources matérielles des habitants tendent à augmenter car ils ont part au succès économique par le biais des revenus du travail et de la fortune. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel par habitant est la variation relative du PIB réel par habitant pendant une période donnée.

En Afrique subsaharienne, la région ouest africaine présente une accélération continue du rythme de la croissance économique, de la prospérité partagée et de la création de la richesse.

Selon les données de la Banque mondiale, le Cap-Vert est de loin le pays le plus riche de l'Afrique de l'Ouest avec un revenu par tête de 3064 dollars en 2020. Il est suivi par la Côte d'Ivoire avec un PIB par habitant de 2326 dollars en 2020. Le Ghana arrive, quant à lui, à la 3ème place avec un revenu par habitant qui a reculé de 2% à 2206 dollars en 2020. Cependant, ce n'est pas le cas dans les pays de la CAE où il y a même des pays où la population vit en dessous du seuil de la pauvreté.

Le graphique suivant décrit l'évolution du PIB par habitant dans les pays de la CAE.

Graphique 1 : Evolution du PIB par tête dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 1

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Au Kenya, la croissance devrait atteindre 6,0 % en 2019 avec 1600,1284 US dollars et 6,1 % en 2020, stimulée par la croissance de l'agriculture (grâce aux bonnes conditions météorologiques), par l'achèvement des projets d'infrastructure en cours et par la stabilité macroéconomique.

L'économie tanzanienne n'a cessé d'afficher de solides résultats, conservant un taux de croissance élevé et régulier ces dernières années. Depuis 2016, la Tanzanie enregistre un PIB par tête supérieur à 1000 USD. Le taux de croissance annuelle du PIB réel, au cours des cinq dernières années, s'est établi en moyenne à 6,7 %. L'économie est demeurée résiliente aux chocs externes et internes. La forte croissance enregistrée ces dernières années a été soutenue par la stabilité de l'alimentation en électricité, la modération du prix du pétrole et l'accroissement des investissements publics.

Avec un PIB estimé à 36,5 Mds USD pour 2019/20 et une population de 40 M d'habitants, l'Ouganda est la troisième économie de la Communauté d'Afrique de l'Est (CAE). La croissance du PIB était de 7,5 % par an pendant la décennie 2000, pour ralentir à 2,5 % en 2012 puis revenir aux alentours de 5,0 % en moyenne annuelle depuis. Cependant, la croissance démographique (3,6 % par an) limite l'augmentation du PIB par habitant, à 891, 2952 USD.

Le Rwanda, après la crise de 1994, est sur une bonne trajectoire de croissance ; passant de 215.7466 US dollar en 1994 à 834,3896 US dollar en 2020. Ces dernières années, avec la campagne et la stratégie « Made in Rwanda », le Rwanda a réduit le déficit du compte courant, a consolidé les activités nationales du secteur privé, a créé des emplois et par conséquent a stimulé la croissance économique.

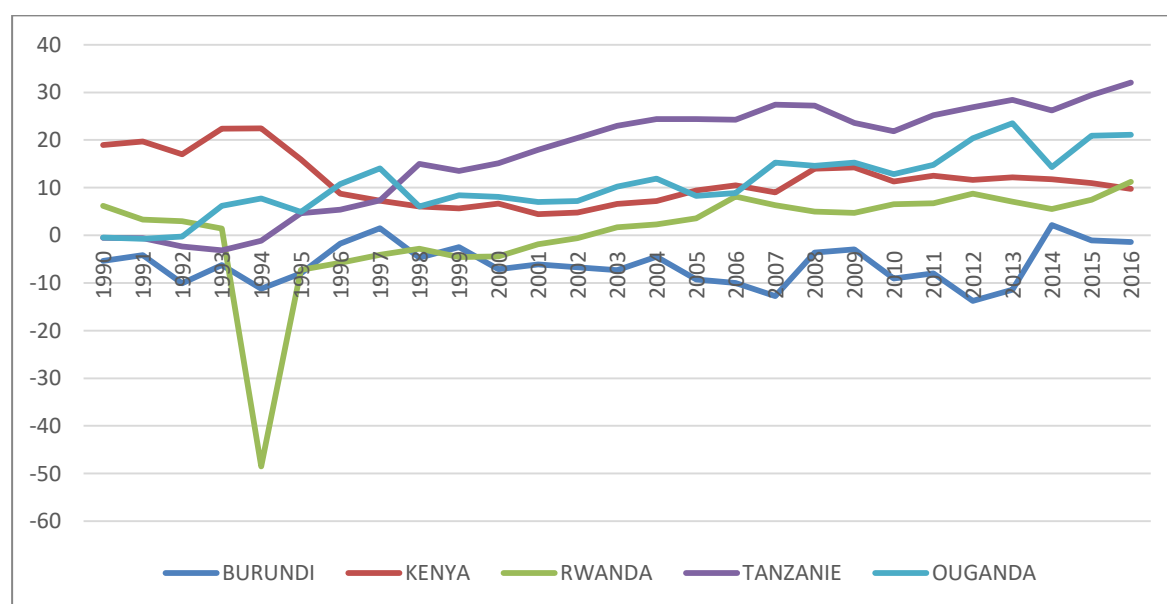
Quant au Burundi, il vient en dernière position dans la communauté. Depuis les années qui ont suivi la crise de 1993, le PIB par tête du Burundi est resté le plus bas comparativement à celui des autres pays de la région. En effet, l'instabilité politique mêlée avec des problèmes de gouvernance ont beaucoup pesé sur l'activité économique.

III.1.1.2. Epargne domestique dans les pays de la CAE

Promouvoir l'inclusion financière des communautés locales, notamment les jeunes et les femmes à travers des mécanismes locaux d'épargne et de gestion de crédit représente aujourd'hui une alternative locale et accessible.

L'Afrique subsaharienne a le taux d'épargne le plus bas du monde en développement. Bien que les chiffres varient d'un pays à l'autre, selon les estimations de la Banque mondiale l'épargne intérieure brute de la région se situait en moyenne en 2005 à 18 % du produit intérieur brut (PIB), contre 26 % en Asie du Sud et presque 43 % en Asie orientale et dans les pays du Pacifique. Dans les pays de la CAE, le taux d'épargne reste très bas comparativement à d'autres pays d'Afrique. Le graphique suivant présente l'évolution de l'épargne domestique des pays de la CAE par rapport au PIB.

Graphique 2 : Evolution de l'épargne domestique dans les pays de la CAE(en % du PIB)



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe2

Ce graphique met en évidence l'évolution de l'épargne domestique dans les pays de la CAE. Le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie ont affiché des taux d'épargne positifs durant toute la période d'étude. Depuis les années 2000, la Tanzanie enregistre un taux d'épargne impressionnant par rapport aux autres pays de la région. Cela implique que l'intérêt d'investir dans ce pays dans l'hypothèse que l'épargne est égale à l'investissement. Le cas extrême s'observe au Burundi où ce taux a toujours été négatif sauf dans les années 1997 et 2014.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

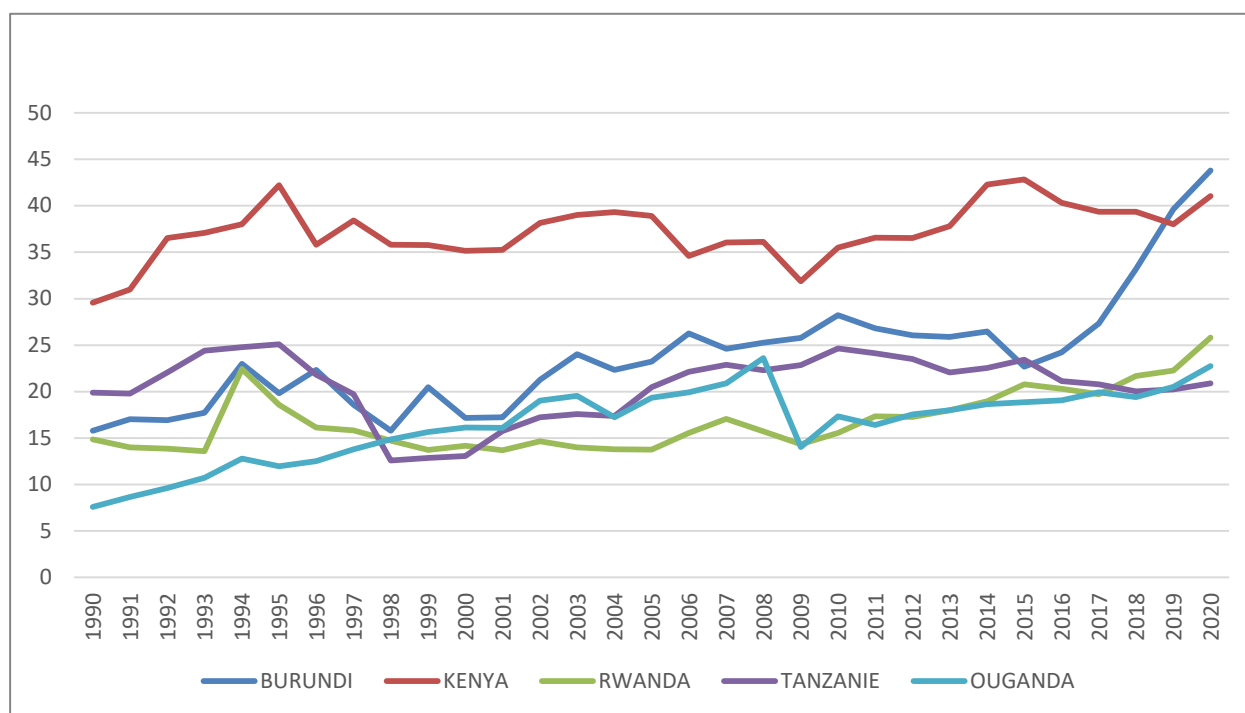
La raison est qu'au Burundi comme dans beaucoup de pays africains, de nombreuses activités économiques se déroulent dans le secteur informel. Quant au Rwanda, le taux d'épargne a beaucoup chuté en 1994 à cause de la crise politique qui a impacté l'économie. Mais après cette période, il a connu une évolution positive.

III.1.2. Structure monétaire et financière des pays de la CAE

III.1.2.1. La politique monétaire dans les pays de la CAE

La politique monétaire est le processus par lequel l'autorité monétaire assure la régulation de l'offre de monnaie en vue d'atteindre des objectifs de politique économique qui peuvent concerner la croissance, le plein emploi, l'équilibre extérieur et/ou la stabilité des prix. Depuis la fin des années soixante-dix du siècle dernier, la fonction de régulation conjoncturelle traditionnellement assignée à la politique monétaire, dans une perspective keynésienne, est de plus en plus supplantée par une conception limitée à l'objectif de stabilité des prix. En effet, le phénomène de stagflation (coexistence de l'inflation et du chômage), a sonné le glas des politiques économiques d'inspiration keynésienne inaugurant ainsi la prééminence du monétarisme en tant que cadre théorique de référence des politiques économiques. C'est ainsi que dans la plupart des pays, la politique monétaire se voit assigner la stabilité des prix comme objectif principal. Cependant, on observe dans les pays en développement des taux d'inflation élevés, ce qui est un signe de la non maîtrise de la politique monétaire principalement la masse monétaire en circulation.

Graphique 3 : Evolution de la masse monétaire en circulation dans les pays de la CAE(en % du PIB)



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 3 Ce graphique met en évidence les pays en fonction de leur masse monétaire en circulation par rapport au PIB. On constate que le Kenya vient en tête par rapport aux autres pays de la région avec au moins 30% durant toute la période d'étude. En effet, le développement des paiements mobiles notamment avec le M-Pesa a facilité les échanges et par conséquent la vitesse de circulation de la monnaie. Nous constatons aussi une situation particulière du Burundi qui, à partir de 2015, a connu une montée sans précédent de la masse monétaire en circulation. La raison de cette montée peut être expliquée par le financement du déficit budgétaire par création de la masse monétaire, étant donné que d'autres sources de financement étaient un peu bloquées à cause de la crise politique qui existait. Le Rwanda et la Tanzanie Quant au Rwanda, à partir des années 1966, on voit que ce dernier essaie de maintenir le rythme d'évolution de la masse monétaire en circulation au rythme d'évolution du PIB.

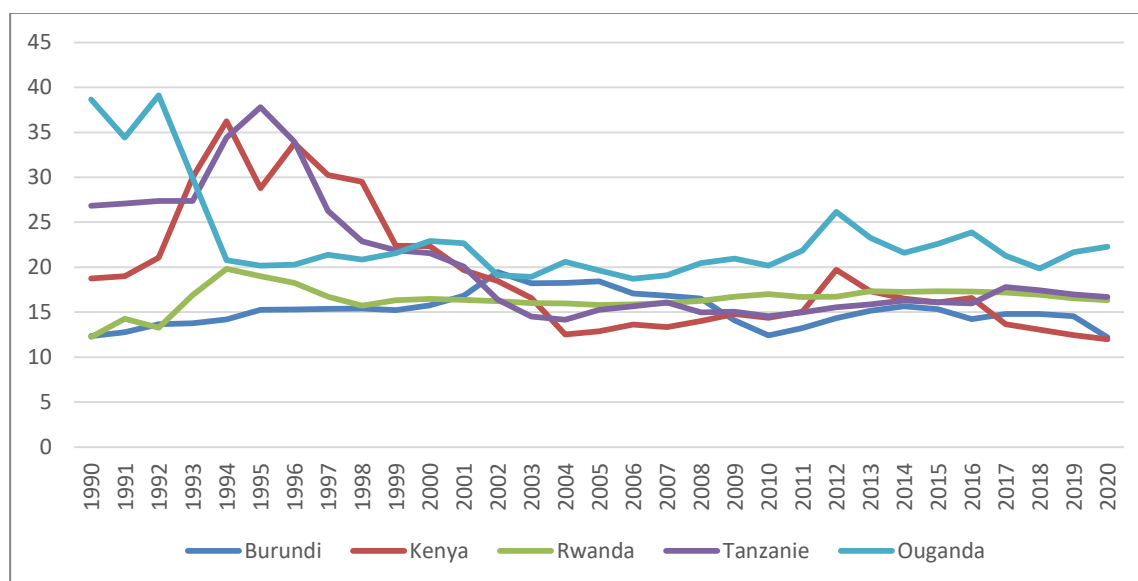
III.1.2.2. Taux d'intérêt sur les prêts

Les pays en développement appliquent en général des taux d'intérêt élevés sur l'octroi des Crédits. Cela est en effet dû aux incertitudes qu'ont les banques sur la solvabilité de leur clientèle, raison pour laquelle pour se prémunir contre les risques ils augmentent les taux d'intérêt pour essayer de sélectionner les clients solvables. Les Nations unies critiquent les taux d'intérêts élevés pratiqués par les banques en Afrique, qui découragent un grand nombre d'investisseurs de contracter des crédits auprès des banques.

Les pays de la CAE appliquent eux aussi des taux d'intérêt relativement élevés par rapport aux autres pays d'Afrique subsaharienne.

Nous présentons dans ce qui suit l'évolution des taux d'intérêt débiteurs dans les pays de la CAE.

Graphique 4 : Evolution des taux d'intérêt débiteurs dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 4

Au vu de ce graphique nous remarquons une tendance à la baisse des taux d'intérêt débiteurs depuis les années 1995 pour tous les pays de la communauté. Mais à partir de 2002 ; juste après la bulle internet on a observé une hausse des taux d'intérêt du fait que les banques commerciales commençaient à prendre des mesures pour sécuriser leurs fonds. L'Ouganda vient en tête des pays ayant des taux débiteurs élevés avec en moyenne plus de 20%. Le Burundi a lui aussi revu à la baisse les taux d'intérêt débiteurs comparativement aux autres pays de la région à partir de 2008. Cela est expliqué par le fait qu'à ce moment il y a eu augmentation des institutions financières surtout les institutions de microfinance ce qui a entraîné la concurrence en matière des taux d'intérêt.

III.1.2.3. Crédits bancaires domestiques au secteur privé

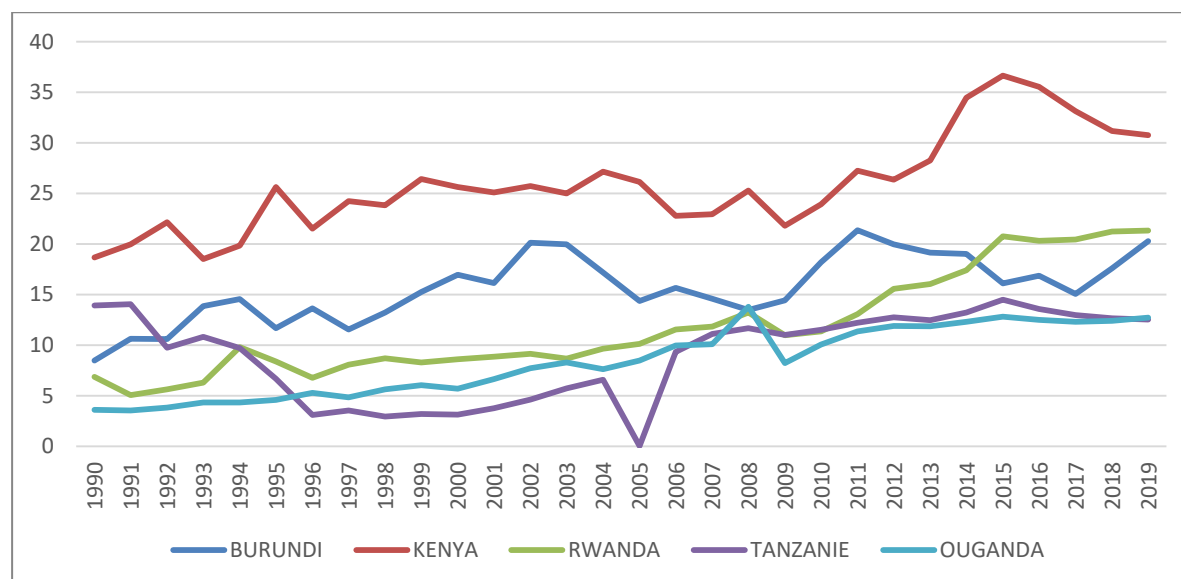
Depuis 2000, la majorité des pays d'Afrique a vu les crédits accordés au secteur privé croître plus rapidement que le PIB. Cette tendance encourageante est soutenue par une inflation en baisse dans la plupart des pays africains, ainsi que par une dynamique de libéralisation des taux d'intérêt et des marchés de devises qui a donné aux banques plus de flexibilité pour mobiliser et allouer des financements aux emprunteurs solvables.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Malgré ces résultats pourtant encourageants, le ratio crédit au secteur privé sur PIB demeure relativement bas en Afrique Subsaharienne. Dans la majorité des pays, y compris ceux ayant connu une forte croissance sur la dernière décennie (Bénin, Burkina Faso, Ethiopie, Ghana, Mali, Mozambique, Niger, Ouganda, Rwanda, Tanzanie, Zambie...), la part des crédits octroyés par les banques au secteur privé n'a pas dépassé 20 % du PIB en 2007. En outre, la plupart des pays qui n'appartiennent pas à cette catégorie (Botswana, Kenya, Nigeria, Sénégal, Swaziland et Togo) restent en général proches de ce ratio puisque cette part y atteint au maximum 25 %. Seuls les Seychelles (35 %), le Cap Vert et la Namibie (environ 50 %), ainsi que l'île Maurice et l'Afrique du Sud (plus de 75 %) affichent des ratios comparables à ceux des autres pays en développement.

Dans les pays de la CAE, les crédits bancaires au secteur privé ont cru ces dernières années grâce au dynamisme des banques commerciales de la communauté. Le graphique suivant montre l'évolution des crédits domestiques accordés au secteur privé par les banques commerciales en pourcentage du PIB.

**Graphique 5 : Evolution des crédits bancaires domestiques dans les pays de la CAE
(en % du PIB)**



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 5

***Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique***

Ce graphique nous permet de tirer des conclusions sur les pays dont le secteur privé est plus actif. Ainsi le Kenya et le Burundi viennent en tête des pays dont le système bancaire finance le plus le secteur privé. L'activité du secteur privé au Kenya a fortement augmenté, aidée notamment par une augmentation de la demande locale de biens. Le financement du secteur privé burundais a été encouragé par la concurrence entre les institutions financières, ce qui a fait baisser les taux d'intérêt. Mais à partir de 2015, les crédits au secteur privé ont baissé à cause de l'incertitude qui régnait entre les entrepreneurs suite aux conséquences de la crise politico-économique qui y était.

Quant à l'Ouganda, le montant des crédits domestiques alloués au secteur privé avait chuté en 2009 (8.2%), mais depuis l'année 2010, le financement du secteur privé a été encouragé par les mesures mises en place par le pays concernant notamment la décision de la banque centrale du pays de réduire son taux directeur à 10%, justement pour doper le crédit aux entreprises et stimuler la croissance.

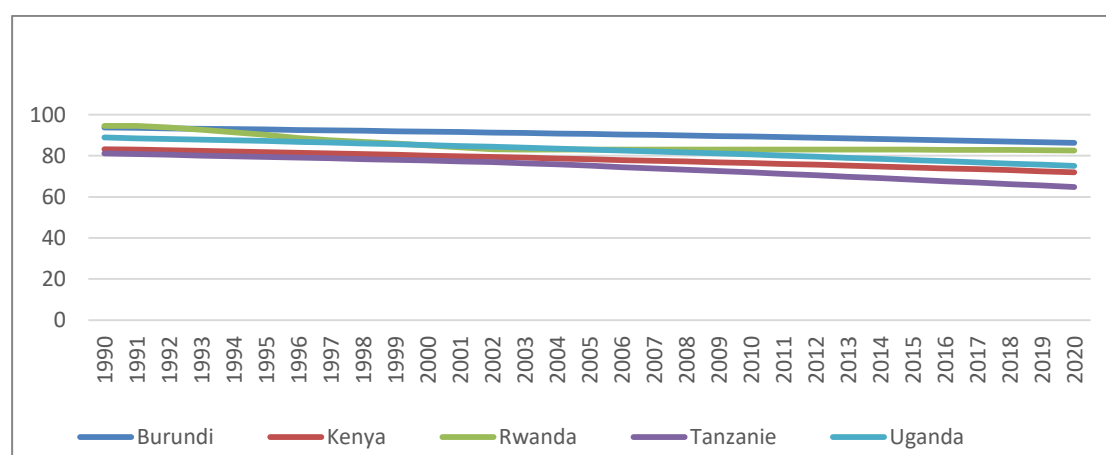
III.1.3. La structure sociodémographique dans les pays de la CAE

III.1.3.1. Evolution de la population rurale dans les pays de la CAE

La population rurale est la population qui vit à la campagne. Selon les données du WDI, les pays de la CAE sont parmi les pays ayant une part importante de la population rurale.

Le graphique ci-dessous décrit l'évolution de la population rurale dans les pays de la CAE.

Graphique 6 : Evolution de la population rurale dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 6

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Ce graphique met en évidence l'évolution de la population rurale comparativement à la population totale. Le taux d'urbanisation reste le plus faible dans les pays de la CAE.

Le Burundi et le Rwanda viennent en tête des pays ruraux avec plus de 80% de la population rurale depuis 2008. Mais aussi on note une évolution positive puisque ce taux est venu de plus de 90% dans les années 90.

La Tanzanie et le Kenya sont ceux qui comptent moins de la population rurale comparativement aux autres pays de la région. La population rurale kenyane est de 72.47% en 2020 et celle de la Tanzanie à 64.77%.

De façon générale, tous les pays de la CAE affichent une tendance à la baisse de la population rurale, engendrée principalement par le phénomène d'exode rural qui se manifeste dans les pays en développement.

III.1.3.2. Les technologies d'information et de communication dans les pays de la CAE

Les innovations technologiques apportent des réponses à des problèmes sociaux, économiques et environnementaux. Tout l'intérêt des TIC en Afrique repose sur leurs usages et les services qu'elles permettent de développer : elles ne sont plus seulement utilisées comme de simples supports de communication (privée ou professionnelle) mais plutôt comme de véritables instruments à des fins de développement socioéconomique.

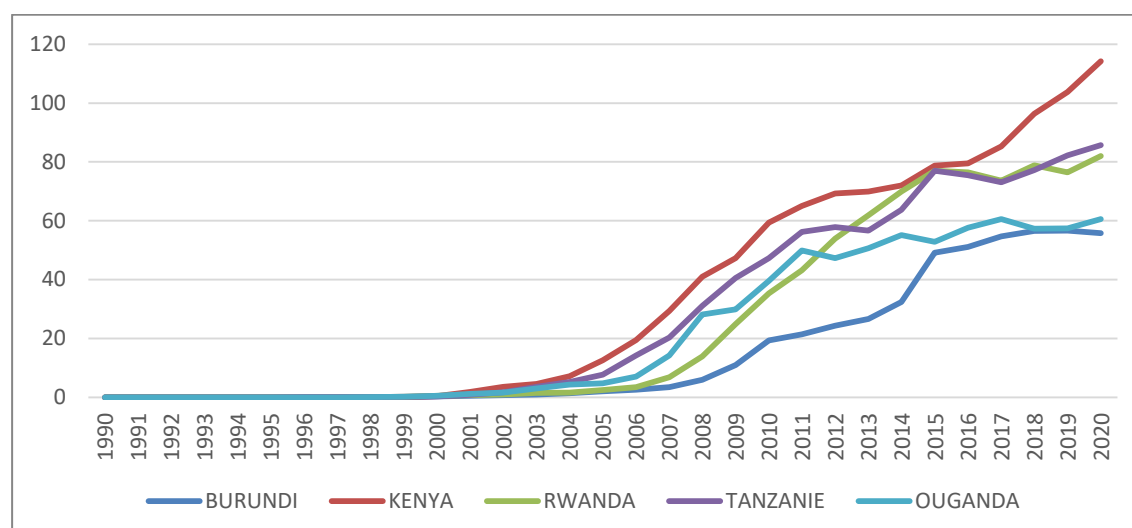
Dans les pays africains, on constate le boom des télécommunications qui a créé des conditions idéales pour le développement d'application et de logiciels locaux. L'exemple le plus marquant est celui de la téléphonie mobile en Afrique subsaharienne. Le téléphone portable y est actuellement le 1^{er} moyen d'accès à internet. Selon une étude publiée en 2013 par l'Association Mondiale des Opérateurs Télécom (GSMA), le nombre d'abonnés mobile dans cette région du monde a progressé de 18% par an entre 2007 et 2012. En Afrique, la plupart des téléphones portables vendus sont des Smartphones sous Androïd, un système d'exploitation pour lequel il est très facile de créer des applications/logiciels mobile. Ceux-ci permettent de créer des synergies entre différents secteurs et contribuent à l'innovation sociale (e-santé, e-learning, etc.), économique (mobile Banking, e-commerce...), environnementale (consommation d'électricité, gestion des déchets urbains etc.)

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Il n'est donc pas surprenant que les TIC soient directement mentionnées dans 4 des 17 Objectifs de Développement Durable (ODD) adoptés par l'ONU en septembre 2015. En tant que catalyseurs pour l'éducation, l'égalité homme-femme ou moteur de la construction d'infrastructures résilientes pour une industrialisation durable qui profite à tous, il est largement reconnu que les TIC jouent un rôle fondamental dans l'émergence de l'Afrique.

Dans ce processus, les mobiles cellulaires jouent un rôle de taille dans la facilitation de la connexion. Nous présentons dans ce qui suit l'évolution du nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles pour 100 personnes dans les pays de la CAE.

Graphique 7 : Evolution des abonnés aux cellulaires mobile pour 100 personnes



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 7

Ce graphique nous montre les moments d'émergence des TIC dans les pays de la CAE. On constate que, avant les années 2000 tous les pays de la CAE enregistraient moins d'un abonné au cellulaire mobile pour 100 personnes. Le Kenya vient en tête avec un taux de couverture supérieur à 100% depuis 2019. Le Kenya est vu comme un leader en Afrique en matière des TIC depuis l'instauration des paiements mobiles via M-Pesa. La Tanzanie et le Rwanda ont depuis 2012 affiché une hausse d'abonnés aux cellulaires mobiles. Le Burundi vient en dernier position dans les pays de la CAE. Mais depuis 2014 avec l'expansion des nouvelles applications comme whatsapp, le Burundi a enregistré plus d'abonnés. De façon globale, avec l'augmentation du nombre d'utilisateurs de téléphones mobiles, tous ces pays se sont beaucoup abonnés aux cellulaires mobiles pour répondre à la demande sans cesse croissante.

Section 2. Etat des lieux des indicateurs de stabilité économique dans les pays de la CAE

Dans cette section nous présentons l'état des lieux des principaux indicateurs de stabilité économique dans les pays de la CAE. Nous présentons successivement l'état des lieux des indicateurs de stabilité financière ainsi que les indicateurs de stabilité macroéconomique.

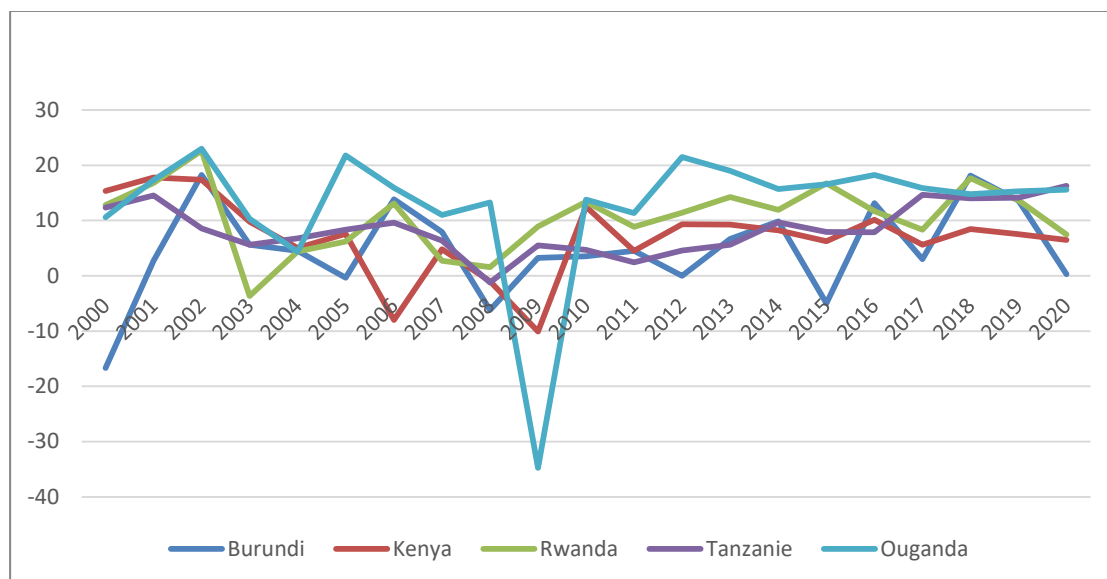
III.2.1. Indicateurs de stabilité financière

Avant de présenter l'état de lieu de l'indicateur de stabilité financière retenu dans cette étude, il est primordial de présenter l'évolution du taux d'intérêt réel des économies de la CAE. En effet le taux d'intérêt réel peut être la source de défaillance des clients des institutions financière.

III.2.1.1. Evolution du taux d'intérêt réel

Dans la théorie néo-classique (Eugen Von Böhm-Bawerk, William Stanley Jevons, Irving Fisher), le taux d'intérêt réel a un rôle crucial, car il permet d'équilibrer l'épargne et l'investissement. Pour financer l'économie, un certain nombre d'agents, les épargnants, doivent accepter de prêter à d'autres agents, qui désirent dépenser pour investir. D'un côté, le taux d'intérêt réel a pour fonction de rémunérer les épargnants en échange de leur renoncement à la consommation présente. Il est donc justifié par une « préférence pour le présent » liée elle-même à l'incertitude sur la durée de vie humaine. Plus le taux d'intérêt réel est élevé, et plus les épargnants sont prêts à différer leur consommation aujourd'hui pour consommer davantage à la période suivante. L'épargne est donc une fonction positive du taux d'intérêt réel. De l'autre côté, les emprunteurs acceptent de payer un intérêt car ils prévoient un rendement de leur investissement, qui est supérieur au taux d'intérêt versé. Plus le taux d'intérêt est élevé, moins il y a de projets d'investissement considérés comme rentables après l'emprunt. L'investissement dépend donc négativement du taux d'intérêt réel. Le taux d'intérêt réel se détermine ainsi au croisement entre les deux courbes d'épargne et d'investissement : il doit être assez élevé pour attirer les épargnants et assez bas pour ne pas décourager les investisseurs.

Graphique 8: Evolution du taux d'intérêt réel dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 8

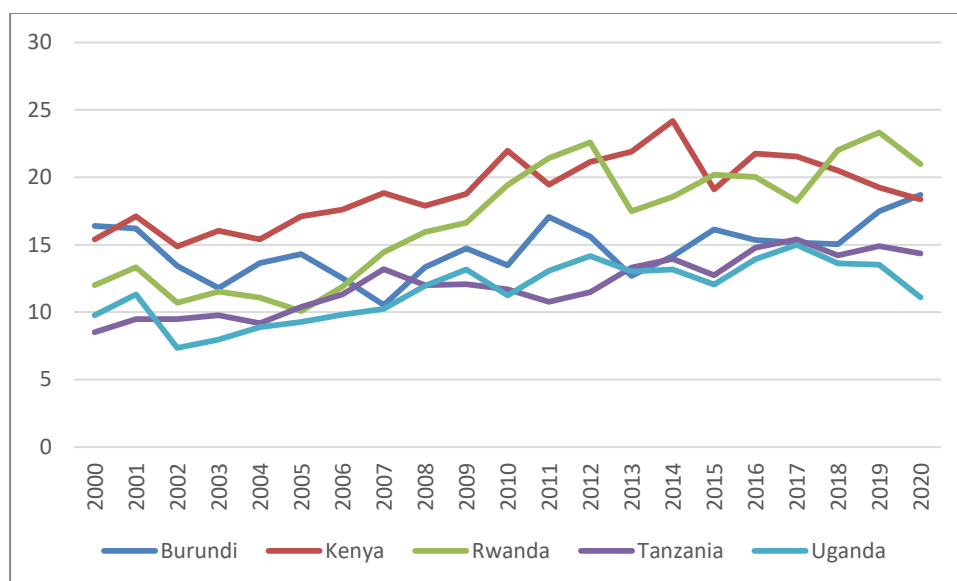
Par ce graphique nous constatons des alternances de périodes de hausse et de baisse des taux d'intérêts pour tous ces pays entre 2000 et 2014. Les cas extrêmes s'observent en 2002 où tous les pays sauf la Tanzanie enregistraient un taux d'intérêt élevé. Mais, entre 2008 et 2009, tous les pays ont affiché des taux d'intérêt réel négatif à cause des effets qu'a laissés la crise financière de 2008. L'Ouganda a connu une baisse remarquable du taux d'intérêt entre 2008 et 2010. Le Burundi quant à lui a en 2015 connu un taux d'intérêt réel négatif à cause de la crise politique qui s'est répercutée sur l'économie réelle.

III.2.1.2. Evolution du score Z de banque dans les pays de la CAE

Le Z-score compare les coussins d'une banque (capitalisation et rendements) à la volatilité de ces rendements. Il capture la probabilité de défaut du système bancaire d'un pays, calculée comme une moyenne pondérée des scores z des banques individuelles d'un pays (Boyd and Graham(1986)). Les pondérations sont basées sur les actifs totaux des banques individuelles.

Le Z-score compare le tampon du système bancaire d'un pays (capitalisation et rendements) avec la volatilité de ces rendements. Il est estimé à $(\text{Rentabilité des actifs (ROA)} + (\text{fonds propres/actifs}))/\text{sd (ROA)}$; sd (ROA) est l'écart type de la rentabilité des actifs. Le graphique suivant montre l'évolution de ce score dans les pays de la CAE.

Graphique 9 : Evolution du score Z de banque dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 9

Ce graphique met en évidence l'évolution du Z score dans les pays de la CAE. Il est interprété comme la probabilité de défaut pour un système bancaire donné. Ainsi, les pays de la CAE affichent des probabilités de défaut moyennement élevées. Les pays dont un système financier relativement élevé ont des probabilités de défaut élevées par rapport aux autres pays. C'est le cas du Kenya (21.17%) en 2014 et du Rwanda (23,32%) en 2019.

Cela est en grande partie dû au libéralisme qui dans la plupart des cas peut conduire à des crises financières. Les autres pays comme l'Ouganda, la Tanzanie et le Burundi présentent des probabilités de défaut relativement faibles grâce à leur rigueur dans la gestion du système financier.

III.2.2. Indicateurs de stabilité macroéconomique

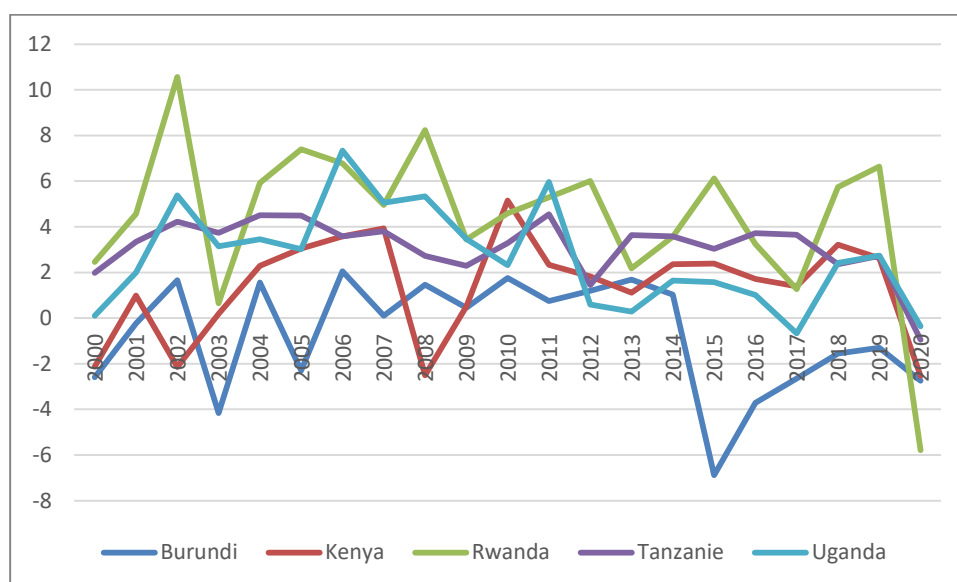
III.2.2.1. Evolution du taux de croissance dans les pays de la CAE

Pour Perroux (1966), la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global brut ou net en termes réels (PIB Réel) ». Corrigé du renchérissement ; le PIB Réel peut être considéré comme un indicateur conjoncturel de performance de l'économie nationale.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Le PIB réel par habitant montre la performance économique du pays rapportée à sa population. Il permet de suivre l'évolution de la performance économique moyenne par habitant. Si le PIB réel par habitant augmente au cours du temps, les ressources matérielles des habitants tendent à augmenter car ils ont part au succès économique par le biais des revenus du travail et de la fortune. Ainsi, le taux de croissance du PIB réel par habitant est la variation relative du PIB réel par habitant pendant une période donnée.

Graphique 10: Evolution du taux de croissance du PIB par habitant dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 10

Les pays qui enregistrent la plus forte croissance économique sont le Rwanda, la Tanzanie, le Kenya. Au Rwanda, la croissance du PIB réel a été tirée par l'industrie et les services. Le secteur des services a été aussi le principal moteur de la croissance en Tanzanie et au Kenya, devant le secteur agricole, principal facteur de croissance du côté de l'offre.

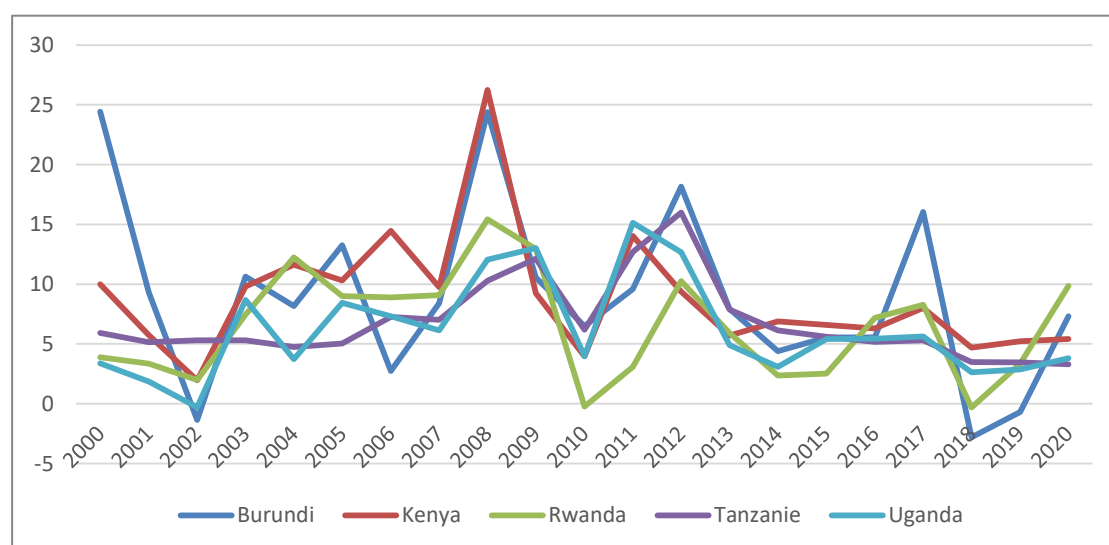
Le Burundi affiche un taux de croissance négatif en 2003 et en 2015. Cela est dû principalement à l'instabilité politique qui a pesé sur l'économie, mais aussi à un taux de croissance de la population qui ne cesse d'augmenter.

III.2.2.2. Evolution du taux d'inflation

Une inflation en hausse est généralement associée à une dépréciation de la monnaie et à une instabilité du taux de change. Par conséquent, les conditions de change constituent un autre aspect important de la stabilité macroéconomique en Afrique de l'Est. La stabilité globale des taux de change et la faiblesse de l'inflation dans la région résultent généralement de politiques monétaires et budgétaires visant la stabilité des prix (y compris des taux de change) et une croissance élevée. Au Kenya, la banque centrale a maintenu cette politique pour garantir la stabilité des prix et des taux de change et stimuler la croissance si nécessaire. La banque centrale a récemment assoupli sa politique monétaire en ramenant le taux d'intérêt à 9,5 % en mars 2018, et à 9 % en juillet 2018, afin de stimuler l'économie. Elle a également mis en place divers instruments de politique monétaire pour gérer la liquidité du système, y compris des ventes de devises en vue de réduire la pression sur le shilling kenyan et de minimiser les répercussions du taux de change sur l'inflation.

Ainsi, malgré la baisse des taux d'intérêt en 2018, l'inflation est restée faible et les taux de change du shilling face aux principales devises sont restés stables. Une politique macroéconomique similaire a abouti à un taux de change stable au Rwanda et en Tanzanie.

Graphique 11 : Evolution de l'inflation dans les pays de la CAE



Source : Nous- mêmes à partir des données figurant à l'annexe 11

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Ce graphique nous présente une évolution de l'inflation dans les pays de la CAE. En 2002, les pays de la CAE ont maîtrisé le niveau d'inflation jusqu' à un niveau négatif (cas de l'Ouganda et du Burundi).

Cependant avec la crise financière de 2008, tous les pays ont connu une hausse sans précédent du taux d'inflation. Entre 2016 et 2017, le Burundi fait aussi exception du pays qui a enregistré un taux d'inflation élevée résultant de la politique monétaire en vigueur à cette époque suite à des sanctions économiques infligées au gouvernement burundais. La politique monétaire expansionniste du Burundi, qui a démarré avec la crise sociopolitique de 2015, visait à faciliter le refinancement des banques commerciales afin de soutenir les investissements productifs en 2016 et 2017. Elle continue aujourd'hui de faire pression sur l'inflation, estimée à 12,7 % fin 2018, qui devrait augmenter à 22,1 % en 2019 et 23,1 % en 2020 (BAD 2021).

Conclusion du troisième chapitre

Au terme de ce chapitre, nous constatons que les indicateurs relatifs à l'inclusion financière ainsi que ceux relatifs à la stabilité économique évoluent à pas de tortue pour la plupart des pays de la CAE à l'exception du Kenya qui les devance dans presque tous les domaines.

La structure des économies des pays de la CAE a été caractérisée par des périodes d'instabilité, liées principalement aux crises politiques qu'ont connues certains de ces pays.

En conséquence, la stabilité économique souhaitée n'est pas encore atteinte.

Pourtant, l'analyse descriptive telle que présentée dans ce chapitre ne nous permet pas de conclure sur les déterminants et les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. Seule un examen empirique le permet. Des politiques visant à promouvoir la l'inclusion financière et la stabilité économique sont toujours mises en place, ces dernières ont besoin d'être examinées pour conclure sur leur efficacité. C'est pour cette raison que dans le chapitre suivant nous examinons économétriquement les déterminants ainsi que les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique dans ces pays.

CHAPITRE IV : ESTIMATION DES DETERMINANTS ET DES EFFETS DE L'INCLUSION FINANCIERE

L'objectif de ce chapitre est d'estimer à l'aide des outils économétriques les déterminants et les effets de l'inclusion financière. Il est subdivisé en deux sections. La première section porte sur la spécification et la présentation des modèles d'estimation des déterminants et effets de l'inclusion financière. La deuxième section concerne la présentation et l'interprétation des résultats.

Section 1 : Méthodologie d'analyse

L'objet de cette section est de présenter une méthodologie d'analyse des déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE ainsi que celle d'analyse des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. La méthodologie procède successivement à la présentation des modèles théoriques, à la spécification des modèles et à l'opérationnalisation des variables.

IV.1.1. Présentation des modèles théoriques

Avant de présenter le modèle théorique d'analyse, nous précisons d'abord les pays concernés par l'étude ainsi que la source de données utilisées.

L'étude concerne 5 pays de la communauté de l'Afrique de l'Est (CAE) pour lesquels les données concernant l'inclusion financière ainsi que celles concernant le développement économique sont disponibles. Le Soudan du Sud est exclu à cause du manque de données sur plusieurs périodes.

L'analyse statique est menée sur une période de 31 ans (1990-2020, $T=31$) pour l'analyse des déterminants de l'inclusion financière.

Quant à l'analyse des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique, l'étude est menée sur une période de 21ans (2000-2020, $T= 21$). La période est choisie ainsi pour le fait que c'est à partir de 2000 que l'on a commencé à enregistrer les statistiques sur la stabilité financière dans les pays de la CAE concernés par l'étude.

Les données utilisées dans cette étude ont été tirées de la base de données de la Banque Mondiale sur les Indicateurs de Développement dans le Monde (WDI, BAD, et GFD).

Pour les modèles théoriques d'analyse, nous distinguons les modèles statiques et les modèles dynamiques.

Pour le cas de notre étude, le modèle de panel statique est celui qui convient, étant donné que le nombre d'individus est très petit par rapport à la période considérée.

IV.1.1.1. Présentation des modèles statiques

Les modèles d'analyse sont statiques quand ils ne tiennent pas en compte des conditions initiales de la variable expliquée parmi les variables explicatives. Au moment où ils auraient tenu en compte, parmi les variables explicatives, la variable expliquée retardée, ils sont des modèles dynamiques.

Les modèles statiques sont des modèles à effets individuelles composés de modèles à effets fixes et de modèles à effets aléatoires. Les modèles à effet fixe reposent sur l'hypothèse qu'il y a corrélation entre les caractéristiques individuelles inobservées et les variables explicatives. Contrairement aux modèles à effets fixes, les modèles à effets aléatoires reposent sur l'hypothèse que les caractéristiques individuelles inobservées ne sont pas corrélées aux variables explicatives.

Ces modèles permettent de tenir compte dans l'estimation avec des données de panel le fait que les résidus associés à un même individu aux différentes dates d'observation sont corrélés.

Mais avant tout, d'après Hurlin (2006), la première étape à établir pour un échantillon de données de panel est de vérifier la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données. La phase de test de spécification revient à déterminer si on a le droit de supposer une fonction de régression identique pour tous les individus (modèle *Pooled*). Dans ce cas, les élasticités des facteurs exogènes sont identiques ($\beta_i = \beta$) ; et la constante elle aussi identique pour tous les individus ($\alpha_i = \alpha$) selon le modèle suivant :

$$Y_{it} = \alpha + \sum \beta_k X_{kit} + \varepsilon_{it} \text{ ou } Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (1)$$

Avec $i:1 \dots \dots \dots N$ et $t:1 \dots \dots \dots T$

Toutefois, lorsqu'on travaille sur des séries agrégées, il est peu probable que la fonction de régression, soit strictement identique pour tous les individus étudiés. Ainsi, il convient de tester si les élasticités des différents facteurs (β_i) sont identiques.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Si ce n'est pas le cas, il n'existe à priori aucune structure d'estimation commune entre les pays (individus), et donc l'utilisation des données de panels ne se justifie pas et peut même conduire à des biais d'estimation. On doit, alors, estimer les fonctions individu par individu.

En revanche, s'il existe bien une relation identique pour toutes les élasticités, alors la source d'hétérogénéité ne peut provenir que des constantes (α_i). Or, rien ne garantit que les pays étudiés possèdent le même niveau moyen de la variable endogène.

Au contraire, il se peut parfaitement que des facteurs temporels ou structurels (par exemple la position géographique, le climat, l'éloignement par rapport aux grands axes commerciaux,...) puissent conduire à des différences structurelles entre les individus. Dans ce cas, le niveau moyen des facteurs, déterminé par $E(\alpha_i + \varepsilon_{it}) = \alpha_i$ varie selon les pays même si les élasticités du modèle (β_i) sont les mêmes. On obtient alors un modèle avec *effets individuels* qui s'écrit sous la forme : $Y_{it} = \alpha_i + \sum \beta_k X_{kit} + \varepsilon_{it}$ (2)

De façon simplifiée, ce modèle à effets individuels en panel peut aussi s'écrire comme suit : $Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it}$ (3)

Avec $i=1, 2, \dots, N$ et $t=1, 2, \dots, T$ où N représente le nombre des individus et T le nombre de périodes. Y_{it} est la variable expliquée; X_{it} est le vecteur des variables explicatives.

β' est le vecteur des coefficients ; ε_{it} est le terme d'erreurs ou les innovations ; α_i sont les effets individuels lesquels captent les caractéristiques spécifiques du $i^{\text{ième}}$ individu mais constants dans le temps.

Ainsi, c'est l'étape du test de spécification qui détermine si le processus générateur de données peut être considéré comme homogène, c'est-à-dire unique pour tous les individus, ou si au contraire il apparaît totalement hétérogène, et dans ce cas l'utilisation des techniques de panel ne peut se justifier. Entre ces deux cas extrêmes se trouve un modèle dit à effets individuels. Il convient, surtout, d'identifier la source d'hétérogénéité pour bien spécifier le modèle.

Dans l'égalité (3), les innovations ε_{it} sont supposées être i.i.d (identiquement et indépendamment distribué) c'est-à-dire de moyenne nulle et de variance constante égale à σ_ε^2

$\forall i \in [1; N]$ et sont supposées non corrélées que ce soit dans la dimension individuelle ou dans la dimension temporelle. C'est l'hypothèse d'absence d'autocorrélation des erreurs.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Selon l'hypothèse des modèles à effets fixes, il y a corrélation entre les caractéristiques individuelles inobservées α_i et les variables explicatives X_{it} ($E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0$) et selon celle des modèles à effets aléatoires, il n'y a pas corrélation entre les caractéristiques individuelles inobservées α_i et les variables explicatives X_{it} ($E(\alpha_i, X_{it}) = 0$). Les modèles à effets aléatoires sont aussi appelés des modèles à erreurs composés et prennent dès lors l'équation de base suivante : $Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + u_i + \varepsilon_{it}$ (4)

Avec le résidu ε_{it} global combinant les individus et le temps; u_i est le résidu individuel qui est une caractéristique aléatoire liée aux observations des individus. Avec $W_{it} = u_i + \varepsilon_{it}$, l'équation (4) peut s'écrire de la manière suivante:

$$Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + W_{it} \quad (5)$$

Signalons que les modèles statiques donnent seulement une implication sur les effets atemporels de l'influence d'une variation d'une variable explicative sur la variable à expliquer.

IV.1.1.2. Tests économétriques en panel statique

IV.1.1.2.1. Test d'homogénéité

La procédure du test d'homogénéité a été développée par Hsiao (1986). C'est une procédure séquentielle comportant trois étapes :

Premier étape : Test d'homogénéité globale

Soient les modèles suivants :

$$Y_{it} = \alpha_i + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (\text{Modèle non contraint : hétérogénéité totale})$$

$$Y_{it} = \alpha + \beta' X_{it} + \varepsilon_{it} \quad (\text{Modèle contraint : homogénéité totale})$$

On formule les hypothèses suivantes :

$$H_0 : \alpha_i = \alpha, \beta_i = \beta \quad (\text{homogénéité totale})$$

$$H_1 : \alpha_i \neq \alpha, \beta_i \neq \beta \quad (\text{hétérogénéité totale})$$

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

La statistique utilisée est celle de Fisher : $F^* = \frac{(SCRC - SCR_{NC}) / (N-1)(K+1)}{SCR_{NC} / (NT - NK - N)}$ où F^* : la statistique calculée de Fisher. Avec: SCRC la somme des carrées résiduelles du modèle contraint ; SCRNC la somme des carrées résiduels du modèle non contraint ($SCR_{NC} = \sum SCR_i$) ; N le nombre d'individus ; T la période et K le nombre des coefficients β . Soit $F(d_1, d_2)$ la statistique tabulée ou théorique de Fisher avec respectivement d_1 et d_2 les degrés de liberté du numérateur et du dénominateur. Si $F^* < F_{(d_1, d_2)}$: H_0 est acceptée.

Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, on a le modèle homogène ou panel Pooled. Si au contraire on rejette H_0 , on va aller à la deuxième étape pour chercher la source de l'hétérogénéité.

Deuxième étape : Test d'homogénéité des coefficients β_i

Hypothèses :

$H_0 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i = \beta$ (Modèle à effets individuels)

$H_1 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i \neq \beta_j$ (hétérogénéité totale)

La statistique calculée de Fisher est : $F^* = \frac{(SCRC - SCR_{NC}) / (N-1)K}{SCR_{NC} / (NT - NK - N)}$

avec SCRC la somme des carrées résiduels du modèle contraint (Modèle à effets individuels). Si $F^* < F_{(d_1, d_2)}$: H_0 est acceptée. Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, l'hétérogénéité ne provient pas des coefficients β , on va aller à la troisième étape pour tester l'homogénéité des constantes α_i . Si au contraire on rejette H_0 , alors les coefficients β sont hétérogènes.

Troisième étape : Test d'homogénéité des constantes α_i

Hypothèses :

$H_0 : \alpha_i = \alpha, \beta_i = \beta$ (homogénéité totale/ Modèle homogène)

$H_1 : \alpha_i \neq \alpha_j, \beta_i = \beta$ (Modèle à effets individuels)

La statistique calculée de Fisher est : $F^* = \frac{(SCRC - SCR_{NC}) / (N-1)}{SCR_{NC} / (NT - NK - N)}$

avec SCRC la somme des carrées résiduels du modèle contraint (Modèle homogène) et SCRNC celle du modèle non contraint (Modèle à effets individuels). Si $F^* < F_{(d_1, d_2)}$: H_0 est

acceptée. Au contraire, H_0 est rejetée. Si H_0 est acceptée, on a le modèle homogène ou Pooled. Si au contraire on rejette H_0 , alors les coefficients β sont homogènes et les constantes α sont hétérogènes. Alors, dans ce dernier cas, l'hétérogénéité provient des constantes α et on a le modèle à effets individuelles.

IV.1.1.2.2. Test d'Hausman pour le modèle sur les déterminants d'inclusion financière

A l'issue du test d'homogénéité de Hsiao et une fois accepté le modèle à effets individuels, il convient d'opérer un choix entre un modèle à effets fixes et un modèle à effets aléatoires ou modèle à erreurs composées MEC). Ce choix est rendu possible par le test de Hausman. Ce test sert à discriminer les effets fixes et aléatoires des effets individuels dans un modèle des données en panel. Le modèle à effets fixes suppose que les effets individuels α_i sont réparties dépendamment des variables explicatives ($E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0$). Au contraire, pour le modèle à effets aléatoires, les effets individuelles α_i sont réparties indépendamment des variables explicatives ($E(\alpha_i, X_{it}) = 0$). Pour ce test de Hausman, les hypothèses sont formulées de manière suivante :

$H_0 : E(\alpha_i, X_{it}) = 0$ (modèle à effets aléatoires)

$H_1 : E(\alpha_i, X_{it}) \neq 0$ (modèle à effets fixes)

Sous l'hypothèse nulle, les effets individuels sont aléatoires, alors la méthode adéquate pour l'estimation est la Méthode des Moindres Carrés Généralisés (MCG). Au contraire, sous l'hypothèse alternative, les effets individuels sont fixes et l'estimateur adéquat est l'estimateur intra-individuel (Within estimator ou l'estimateur LSDV).

La statistique du test de Hausman est le suivant :

$$H = (\hat{\beta}_{MEF} - \hat{\beta}_{MEC})' [\hat{V}\hat{\beta}_{MEF} - \hat{V}\hat{\beta}_{MEC}]^{-1} (\hat{\beta}_{MEF} - \hat{\beta}_{MEC}) \rightarrow \chi^2(k)$$

Cette statistique suit la distribution du chi-deux à k degrés de liberté.

La règle de décision est que si la probabilité associée à la statistique de Hausman est inférieure au seuil choisi, en général 5%, on rejette l'hypothèse nulle H_0 et on opte pour le modèle à effets fixes.

Au contraire, si cette probabilité est supérieure au seuil choisi, H_0 est acceptée et le modèle valable est celui à effets aléatoires.

IV.1.2. Spécification du modèle

Pour analyser les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE, nous nous référons au modèle utilisé par Victoria w. et Olanrewaju F. (2019) pour analyser les déterminants de l'inclusion financière en Afrique de l'Est. Ils ont pris comme dimension de l'inclusion financière les crédits domestiques au secteur privé par les banques commerciales.

Ce modèle se présente comme suit : $Y_i = \beta_0 + \beta_1 RuP_{1i} + \beta_2 Inc_{2i} + \beta_3 Une_{3i} + \beta_4 Int_{4i} + \varepsilon_{i,t}$

$Y_{it} = \beta_0 + \beta_1 RuP_{1i,t} + \beta_2 Inc_{2i,t} + \beta_3 Une_{3i,t} + \beta_4 Int_{4i,t} + \varepsilon_{i,t}$ où Y est les crédits domestiques au secteur privé par les banques commerciales, RuP : la population rurale, Inc : le PIB par tête, Une : le taux de chômage, Int : le taux d'intérêt réel.

$\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4$ sont des estimateurs qui indiquent la relation entre la variable expliquée et les variables explicatives et ε est le terme d'erreur.

Faisant référence à ce modèle, nous le réaménageons en y ajoutant des variables d'intérêt et de contrôles prises dans notre étude.

$$CBSP_{it} = \beta_0 + \beta_1 LP_{IB_{it}} + \beta_2 TIP_{it} + \beta_3 PORU_{it} + \beta_4 TIC_{it} + \beta_5 MM_{it} + \beta_6 INFL_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (1)$$

Où $CBSP_{it}$ désigne l'ensemble des crédits domestiques au secteur privé par les banques, Où $LP_{IB_{it}}$ est le logarithme du produit intérieur par tête, TIP_{it} le taux d'intérêt pour les prêts, $PORU_{it}$ la population rurale.

La stabilité économique se manifeste à travers la stabilité financière et la stabilité macroéconomique. Ainsi, des indicateurs ont été choisis pour capter la stabilité financière ainsi que la stabilité macroéconomique.

Dans l'étude des effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière des pays de la CAE, nous nous sommes inspirés du modèle de PHAM et DOAN(2020) qui ont analysé l'impact de l'inclusion financière sur la stabilité financière dans les pays asiatiques. Ils ont construit le modèle suivant :

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

$$BZs_{it} = \alpha + \beta_1 CRE_{it} + \beta_2 BOR_{it} + \beta_3 SAV_{it} + \beta_4 ACC_{it} + \beta_5 DEB_{it} + \beta_6 ELP_{it} + \beta_7 ATM1_{it} \\ + \beta_8 BBRAN1_{it} + \beta_9 ATM2_{it} + \beta_{10} BRAN2_{it} + \beta_{11} M2/GDP_{it} + \beta_{12} DCFS_{it} \\ + \beta_{13} RIR_{it} + \beta_{14} PIB_{it} + \varepsilon_{it}$$

(i = 1,....., N, et t = 1,.....,T)

La variable dépendante est le Z-score de la banque, mesuré par (ROA + (capitaux propres/actifs))/écart-type du ROA. CRE est carte de crédit, BOR prêt auprès d'une institution financière, SAV épargne des adultes auprès d'une institution financière au cours d'une année, le ROA, les fonds propres et les actifs sont des chiffres agrégés au niveau national calculés à partir des données non consolidées banque par banque de Bankscope, ACC compte dans une institution financière formelle DEB Carte de débit, ELP Paiements électroniques BRAN1 le nombre de succursales bancaires pour 100000 adultes, ATM1 le nombre de distributeurs automatiques de billets, BRAN2 nombre d'agence bancaire par 1000 km², ATM2 nombre de distributeurs automatiques de billets par 1000km². La variable de contrôle est un vecteur de la monnaie au sens large par PIB (M2_PIB), DCFS du crédit domestique fourni par le secteur financier, (RIR) du taux d'intérêt réel du pays, PIB de la croissance du PIB par habitant. Enfin, ε_{it} est le terme d'erreur capturant les effets des variables omises et d'autres facteurs qui ne sont pas inclus dans le modèle ; i et t sont respectivement la caractéristique du pays et du temps.

En faisant référence à ce modèle, nous lui faisons des aménagements en prenant un indicateur d'inclusion financière du côté de la demande « Crédits bancaires au secteur privé(BSP) » et celui du côté de l'offre(DEP) pour étudier les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière dans les pays de la CAE. Ainsi nous construisons le modèle suivant :

$$SZB_{it} = \beta_0 + \beta_1 CBSP_{it} + \beta_2 DEP_{it} + \beta_3 TCP_{it} + \beta_4 MM_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (2)$$

Où SZB_{it} est le score – Z de banque, TCP_{it} est le taux de croissance du produit intérieur par tête, $CBSP_{it}$ désigne l'ensemble des crédits domestiques au secteur privé par les banques, DEP_{it} représente les dépôts auprès des banques ; MM_{it} la masse monétaire en circulation, $\beta_0, \beta_1, \beta_2, \beta_3, \beta_4, \beta_5$ sont des paramètres à estimer ; ε_{it} le terme d'erreur.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Concernant l'effet de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique, nous nous référons au modèle de Anh et. Al. (2019) qui ont analysé l'inclusion financière et la stabilité macroéconomique dans les marchés émergents et frontaliers. Leur modèle se présente comme suit :

$Y_{it} = \alpha_i + \beta FI_{it} + Y_j Z_{jt} + \varepsilon_{it}$ où Y_{it} est l'indicateur de stabilité macroéconomique, FI_{it} l'inclusion financière constitués par le taux de croissance du nombre d'agences bancaires pour 100000 détenteurs de compte, Z_{jt} est l'ensemble des variables de contrôles constitués par le taux de croissance du PIB par tête, le taux de change en régime de change fixe, l'ouverture financière, les actifs liquides en pourcentage du PIB, le coefficient Y_j est le vecteur des paramètre de nuisance, ε_{it} est le terme d'erreur.

Pour notre cas, nous choisissons l'inflation comme indicateur de stabilité macroéconomique. Le choix de cet indicateur n'est pas arbitraire.

En effet, la littérature économique présente trois indicateurs de stabilité macroéconomique telle que le PIB, l'inflation et le taux de chômage. Ainsi, étant convaincu que l'inflation est toujours et partout d'origine monétaire, et comme nous étudions l'inclusion financière, il est plus important d'étudier les effets de cette dernière sur l'inflation plutôt que sur d'autres indicateurs.

Ainsi en nous référant sur le modèle précédent, nous constituons notre modèle avec nos variables d'intérêt.

$$INFL_{it} = \beta_0 + \beta_1 CBSP_{it} + \beta_2 DEP_{it} + \beta_3 EPAD_{it} + \beta_4 MM_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (3)$$

Où $INFL_{it}$ est le taux d'inflation, $CBSP_{it}$ désigne l'ensemble des crédits domestiques au secteur privé par les banques, DEP_{it} représente les dépôts auprès des banques, $EPAD_{it}$ l'épargne domestique, $\beta_4 MM_{it}$ est la masse monétaire en circulation en pourcentage du PIB et ε_{it} le terme d'erreur.

IV.1.3. Présentation des variables et signe attendu

Modèle 1

$$CBSP_{it} = \beta_0 + \beta_1 LPIB_{it} + \beta_2 TIP_{it} + \beta_3 PORU_{it} + \beta_4 ACM_{it} + \beta_5 MM_{it} + \beta_6 INFL_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (1)$$

Pour étudier les déterminants de l'inclusion, le choix des variables a été motivé par les différents types de déterminants développés dans le chapitre 1. Malgré la diversité des déterminants, nous nous sommes bornés sur des déterminants quantitatifs du fait de la disponibilité des données. Les données des variables qualitatives comme âge, le sexe, la croyance, les causes d'exclusion bancaire, etc. nécessitent des enquêtes qui sont plus coûteuses et par-là ne sont pas publiées régulièrement. C'est ainsi que à cause du manque de données pour plusieurs périodes. La variable éducation elle aussi n'a pas été prise en compte à cause du manque de données sur plusieurs périodes dans les pays concernés par l'étude. Le choix de ces variables tiens compte de la littérature sur les déterminants, et on a choisi les principaux.

a) La Variable à expliquer

Crédits domestiques au secteur privé par les banques (CBSP): Cette variable a été retenue comme un indicateur d'inclusion financière. Le crédit intérieur au secteur privé se réfère aux ressources financières fournies au secteur privé par les sociétés financières, par le biais de prêts, d'achats de titres non assimilés, de crédits commerciaux et autres débiteurs, qui établissent une demande de remboursement. Pour certains pays, ces créances comprennent le crédit aux entreprises publiques.

b) Les variables explicatives

- ✓ Le revenu(LPIB) : il est représenté par le logarithme du PIB par tête en dollar américains constant. Pour Perroux (1966), la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs longues périodes d'un indicateur de dimension ; pour une nation : le produit global brut ou net en termes réels (PIB Réel) ». Corrigé du renchérissement ; le PIB Réel peut être considérée comme un indicateur conjoncturel de performance de l'économie nationale. Le PIB réel par habitant montre la performance économique du pays rapportée à sa population. Plus un individu a un revenu élevé, plus il

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

a des chances de recourir aux services financiers. Un signe positif est attendu pour cette variable.

- ✓ Population rurale (PORU): la part de la population rurale dans la population totale. Selon les statistiques du Secrétariat permanent pour la promotion de l'inclusion financière au Burkina Faso, 39% de la population adulte n'a pas accès à aucun service financier formel ou informel au niveau national ; 46% de la population rurale est totalement exclue, contre 20% en milieu urbain. Ainsi, la population rurale est de plus en plus exclue du système financier en raison de l'absence ou de l'éloignement des infrastructures financiers dans le milieu rural. On attend alors pour cette variable un signe négatif.
- ✓ Le taux d'intérêt sur les prêts (TIP) : Cette variable désigne le taux d'intérêt auquel les banques prêtent à leurs clients. Lorsque ce taux d'intérêt augmente, les emprunteurs diminuent. Dans le cas contraire, les emprunteurs augmentent. Mais avec le phénomène d'asymétrie d'information qui caractérise le système bancaire, le signe attendu reste ambiguë.
- ✓ Le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles (ACM) : Pour capter l'état des lieux des TIC dans les économies considérées, nous avons pris la variable qui désigne le nombre d'abonnés aux services mobiles cellulaires pour 100 personnes. La littérature montre une corrélation positive entre développement des TIC et inclusion financière. Pour cela, il est alors prévisible que le nombre des ACM affecte positivement la croissance. Un signe positif est donc attendu pour cette variable.
- ✓ La masse monétaire en circulation (MM) : Cette variable désigne la masse monétaire en circulation en % du PIB. Elle constitue des actifs monétaires détenus par différents agents économiques, et pour ce elle contribue positivement à l'inclusion financière. Un signe positif est attendu pour cette variable.
- ✓ Le taux d'inflation (INFL) : Le taux d'inflation peut influencer le niveau d'inclusion financière. Lorsque le taux est élevé les agents économiques font recours à l'endettement dont le recouvrement sera moins onéreux. Dans le cas contraire, ils constituent l'épargne. Le signe de cette variable est donc ambigu.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau synthétique des signes attendus

Variables	Indicateurs	Source	Signe attendu
Le revenu par tête	Le logarithme du PIB par tête	WDI	+
Le taux d'intérêt sur les prêts	Le taux d'intérêt sur les prêts consentis en banque	WDI	+/-
La population rurale	Le pourcentage de la population rurale par rapport à la population totale	WDI	-
Les abonnés aux cellulaires mobiles	le nombre d'abonnés aux services mobiles cellulaires pour 100 personnes	WDI	+
La masse monétaire	La masse monétaire en circulation en pourcentage du PIB	WDI	+
L'inflation	Le taux d'inflation	WDI	+/-

Modèle 2 :

$$SZB_{it} = \beta_0 + \beta_1 CBSP_{it} + \beta_2 DEP_{it} + \beta_3 TCPIB_{it} + \beta_4 MM_{it} + \varepsilon_{it} \dots\dots\dots (2)$$

a) Variable à expliquer :

BANK-Z score : Ayant été largement utilisé par de nombreux chercheurs comme indicateur de la stabilité financière, notamment Han et Melecky, 2013 ; Morgan et Pontines, 2014 et d'autres, le Bank-Z-score est une mesure statistique de la probabilité de défaut du secteur bancaire d'un pays, qui est couramment utilisé comme indicateur de stabilité financière au niveau des institutions individuelles.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

b) Variables explicatives

- ✓ Crédits domestiques au secteur privé par les banques (CBSP): Définie dans le modèle 1 comme l'indicateur d'inclusion financière, cette variable est en relation avec la stabilité financière. En effet, si une grande part des crédits octroyé devient non performant, la défaillance des clients impacte négativement la stabilité financière. Dans le cas contraire ils renforcent la stabilité financière. Le signe attendu est donc ambigu.
- ✓ Dépôts bancaires en pourcentage du PIB (DEP): l'ensemble des actifs monétaires déposés en banque. Ils constituent pour la banque une ressource pour faire face aux retraits éventuels de ses clients. Cette ressource de la banque contribue à l'amélioration de sa santé financière. Les dépôts bancaires vont alors diminuer la probabilité de défaut des banques. Un signe négatif est attendu pour cette variable
- ✓ La masse monétaire (MM): la quantité de monnaie en circulation exprimée en pourcentage du PIB. Il s'agit des actifs monétaires dont les banques ont besoin pour équilibrer la relation ressource – emploi. La masse monétaire en circulation diminue la probabilité de défaut d'un système bancaire donné. On attend pour cette variable un signe négatif
- ✓ Le taux de croissance du Produit intérieur brut par tête (CPIB):

Tableau synthétique des signes attendus

Variables	Indicateurs	Source	Signe attendu
Crédits bancaires au secteur privé	Crédits domestiques au secteur privé par les banques en pourcentage du PIB	WDI	+
Les dépôts bancaires	L'ensemble des actifs monétaires déposés en banque en pourcentage du PIB	GFD	-
Le taux de croissance	Le taux de croissance du PIB réel par habitant	WDI	+
La masse monétaire	La masse monétaire en circulation en pourcentage du PIB	WDI	-

Modèle 3

$$INFL_{it} = \beta_0 + \beta_1 CBSP_{it} + \beta_2 DEP_{it} + \beta_3 EPAD_{it} + \beta_4 MM_{it} + \varepsilon_{it}$$

a) Variable à expliquer :

Le taux d'inflation (INFL) : elle correspond à une hausse généralisée des prix pendant une période donnée. De façon empirique, un taux d'inflation élevé crée des incertitudes dans le monde commercial et est mauvais pour la croissance en rendant cher le capital et donc en diminuant l'investissement (Andersen et Gruen (1995) et Fischer (1993)). Il est fort raisonnable qu'il y a une relation positive entre un taux d'inflation bas et stable et la croissance économique.

b) Variables indépendantes :

- ✓ Crédits domestiques au secteur privé par les banques (CBSP) : comme définie précédemment, ces crédits sont vus comme une injection de la masse monétaire supplémentaire en circulation. Si la production n'est pas bien assurée, ils peuvent entraîner des pressions inflationnistes. Le signe pour cette variable reste ambigu
- ✓ Epargne domestique : Cette variable est constituée par l'épargne des ménages et l'épargne des secteurs public et privé. L'épargne est conçue comme une somme d'argent thésaurisée, donc retirée de la circulation. Une diminution de la monnaie en circulation conduit à une déflation. Un signe négatif est attendu pour cette variable.
- ✓ Les dépôts bancaires (DEP) : Définie dans le modèle 2, cette variable est en relation avec le niveau d'inflation. Conçue comme une partie des fonds retirés de la circulation, ils peuvent alors diminuer le taux d'inflation, d'où un signe négatif est prévisible pour cette variable.
- ✓ La masse monétaire : La masse monétaire et l'inflation sont liées car une grande quantité de monnaie dévalue généralement la demande de monnaie. Dans la théorie de la quantité de monnaie, également appelée monétarisme, la relation est exprimée par $MV = PT$, ou $\text{masse monétaire} \times \text{vitesse de l'argent} = \text{niveau de prix} \times \text{transactions}$. La vitesse et les transactions sont considérées comme des constantes, donc selon cette explication, l'offre de monnaie et les prix ont une relation directe. Un signe positif est prévisible pour cette variable.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau synthétique des signes attendus

Variables	Indicateurs	Source	Signe attendu
Crédits bancaires au secteur privé	Crédits domestiques au secteur privé par les banques en pourcentage du PIB	WDI	+/-
Les dépôts bancaires	L'ensemble des actifs monétaires déposés en banque en pourcentage du PIB	GFD	-
Epargne domestique	Epargne domestique en pourcentage du PIB	WDI	-
La masse monétaire	La masse monétaire en circulation en pourcentage du PIB	WDI	+

Section 2 : Présentation et interprétation des résultats

IV.2.1. Résultats sur les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE

IV.2.1.1. Résultats d'analyse descriptive

Avant de présenter les résultats issus des différents tests d'analyse, il importe de présenter d'abord les statistiques descriptives pour décrire les caractéristiques des pays selon les variables prises en compte afin de connaître l'ampleur des écarts existant pour ces variables.

Le tableau ci-après résume les informations statistiques descriptives des variables du modèle de régression sur les déterminants de l'inclusion financière dans 5 pays de la CAE pour une période allant de 1990 à 2020.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau 1 : Statistiques descriptives pour les déterminants de l'inclusion financière

Variables	Observations	Moyenne	Min	Max	Ecart- type
CBSP	155	14.3787	.0074246	36.6477	7.708378
LPIB	155	6.420894	5.374105	7.37783	.5183735
PORUR	155	82.18989	64.773	94.584	6.840149
TIP	154	18.8284	11.99578	39.11111	5.679607
ACM	155	25.06974	0	114.2039	30.82375
MM	155	23.00471	7.596571	43.81461	8.691552
INFL	155	9.539559	-2.814698	45.97888	7.826601

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

En ce qui concerne la variable dépendante(CBSP), elle a la valeur la plus élevée de 36.6477 au Kenya et la valeur la plus faible de 0, 0074246 observée en Tanzanie. En moyenne, les banques commerciales de la CAE financent le secteur privé à hauteur de 14.3787. La volatilité de la valeur moyenne est de plus de 7 points, ce qui montre que le niveau des crédits alloués au secteur privé varie fortement dans la région.

Quant aux variables indépendantes, nous remarquons une plus grande volatilité des valeurs moyennes, ce qui traduit la diversité des politiques en matière de promotion de l'inclusion financière dans les pays de la CAE.

IV.2.1.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Les données de panel nécessite de vérifier, en amont, la spécification homogène ou hétérogène du processus générateur de données. Sur le plan économétrique, cela revient à tester l'égalité des coefficients du modèle étudié dans la dimension individuelle

Le test d'homogénéité nous permet donc de conclure sur la présence ou non des effets dans un modèle. Deux hypothèses sont à vérifier. L'hypothèse nulle confirme le modèle homogène tandis que l'hypothèse alternative confirme la présence d'hétérogénéité. Le tableau suivant donne les résultats du test selon l'algorithme de HSIAO comme c'est consigné dans le tableau ci-après :

Tableau 2 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Variable expliquée	Valeur calculée de Fisher	Probabilité	Décision
CBSP	F1 = 11.050143	PvalF1 = 0.0279712	Hétérogénéité totale
	F2 = 7.2436022	PvalF2 = 0.0593114	Modèle à effets Individuels
	F3 = 16.607558	PvalF3 = 0.0326311	Modèle à effets individuels

Source : Auteur à partir de stata 16

Ainsi comme la statistique de Fisher calculée pour la première étape (F1) est supérieur à celle tabulée, et que la probabilité associée à cette statistique est inférieure à 5%, l'hypothèse d'homogénéité du modèle est rejetée. Pour la deuxième étape, la probabilité associée à la statistique de Fisher (F2) est supérieure à 5%, l'hypothèse nulle de présence d'effets individuels est acceptée. Il reste enfin à connaître si l'hétérogénéité provient des constantes. Comme la probabilité associée à la statistique de Fisher(F3) est inférieure à 5%, nous confirmons la présence du modèle à effets individuels.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Après avoir connu que nous avons un modèle à effets individuels, il convient de connaître si ces effets sont fixes ou aléatoires. Le test de Hausman permet ainsi de détecter la nature des effets présents dans un modèle.

IV.2.1.3. Résultats du test de Hausman du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Dans un modèle de régression linéaire sur données de panel, le test d'Hausman permet aussi de tester la différence entre le modèle à effets fixes, supposé convergent sous l'hypothèse nulle et l'hypothèse alternative, et le modèle à effets aléatoires, supposé convergent et efficace sous l'hypothèse nulle mais non convergent sous l'hypothèse alternative. Le test de Hausman nous permet ainsi de choisir le modèle qui convient pour analyser un phénomène donné. Nous rejetons l'hypothèse nulle de présence d'effets aléatoires si la statistique de Hausman à la valeur critique lue sur la table du Khi-Deux est

inférieure au seuil de signification conventionnel de 5%.

Le tableau suivant donne les résultats du test d' Hausman

Tableau 3 : Résultats du test d'Hausman du modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Variables indépendantes	Modèle à effets fixes (b)	Modèle à effets aléatoires (B)	Différence b – B	Modèle retenu
LPIB	4.45451	4.662957	-0.2084471	Modèle à effets fixes
TIP	0.0402583	-0.1432504	0.1835087	
PORUR	-0.0493735	0.4724143	-0.5217878	
ACM	0.0533566	0.0801667	-0.0268101	
MM	0.4172272	0.6361044	-0.2188772	
INFL	0.004081	-0.0008876	0.0049686	
$\chi^2(6) = (b-B)'[(V_b - V_B)^{-1}](b-B) = 50.29$ Prob>chi2 = 0.0000				

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

La probabilité associée à la statistique de Hausman est inférieure à 5%, soit $\text{Prob}(\chi^2(6)) = 0.0000 < 5\%$. Cela nous permet de rejeter l'hypothèse nulle de présence des effets aléatoires et d'opter pour modèle valable le modèle à effets fixes.

Nous appliquons alors l'estimateur `_ within _` qui permet d'estimer, sans biais, un modèle à effets fixes. Cependant pour appliquer ce type d'estimateur, il faut absolument que les erreurs soient homoscédastiques et non auto-corrélées. Ainsi nous faisons d'abord les tests de diagnostic des résidus pour nous assurer de la validité de cet estimateur.

IV.2.1.4. Résultats des tests de diagnostic des résidus

IV.2.1.4.1. Test de normalité de Skewness/Kurtosis

Les tests de normalité permettent de vérifier si des données réelles suivent une loi normale ou non. Si les résidus ne sont pas normalement distribués, cela signifie que la variable dépendante, ou tout au moins une variable explicative, pourrait avoir une fonction de répartition erronée ; des variables importantes peuvent également être manquantes.

Le tableau ci- après donne les résultats du test de normalité de Skewness/Kurtosis :

Tableau 4 : Résultat du test de normalité des erreurs pour le modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Variable	Obs	Pr(Skewness)	Pr(Kurtosis)	adj chi2(2)	Prob>chi2
Résidus	149	0.9050	0.4595	0.57	0.7527

Source : Auteur à partir de stata 16

La probabilité associée à la statistique de Skewness/Kurtosis est supérieure à 5%, nous acceptons l'hypothèse nulle que les erreurs sont normalement distribuées. Nous concluons ainsi que les erreurs suivent une loi normale $N(0, \sigma^2 \varepsilon)$; elles sont donc identiquement et indépendamment distribuées. D'où la variance des erreurs est constante, ce qui nous permet de conclure que les erreurs sont homoscédastiques.

IV.2.1.4.2. Test d'autocorrélation des erreurs de Pesaran

L'autocorrélation des erreurs viole l'hypothèse ordinaire des moindres carrés selon laquelle les termes d'erreur ne sont pas corrélés, ce qui signifie que le théorème de Gauss Markov ne s'applique pas et que les estimateurs Within et OLS ne sont plus les meilleurs Estimateurs linéaires sans biais (BLEU). Pour les données de panel, le test de Pesaran en panel nous permet de détecter l'autocorrélation des erreurs. Le tableau suivant montre les résultats de ce test.

Tableau 5 : Résultat du test d'autocorrélation des erreurs pour le modèle sur les déterminants de l'inclusion financière

Modèle à effets fixes	
Statistique du test de Pesaran	La P Value
-0.650	0.5160

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

Comme la probabilité associée à la statistique du test de Pesaran est supérieure à 5%, nous rejetons l'hypothèse nulle de présence d'autocorrélation des erreurs. Et nous concluons que dans notre modèle, les erreurs ne sont pas autocorrélées.

Ainsi, les résultats des tests sur les résidus nous montrent que ces derniers sont normalement distribués et ne sont pas autocorrélées. Pour cela nous présentons sans souci les résultats de l'estimation du modèle choisis (modèle à effets fixes).

IV.2.1.5. Résultats d'estimation du modèle à effets fixes sur les déterminants de l'inclusion financière

Le tableau ci- après donne les résultats de l'estimation du modèle à effets fixes qui nous permet d'analyser les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

**Tableau 6 : Résultats d'estimation du modèle à effets fixes sur les déterminants de
l'inclusion financière**

Variables indépendantes	Modèle à effets fixes	Probabilité
LPIB	4.45451* (1.373778)	0.001
TIP	0.0402583 (0.0523048)	0.0443
PORUR	-0.0493735*** (0.1008435)	0.0625
ACM	0.0533566* (0.014068)	0.000
MM	0.4172272* (0.0606447)	0.000
INFL	0.004081 (0.0299031)	0.892
Constante	-21.87148 (13.5645)	0.109
R ² Within = 0.7171 Prob > F = 0.000 F(6,138) = 58.29		
Les valeurs de la statistique de Student sont entre parenthèses, * : Significativité à 1%, ** : significativité à 5%, *** : significativité à 10%		

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

Au vu de ces résultats nous remarquons que la probabilité associée à la statistique de Fisher est inférieure à 5%, ce qui traduit que le modèle est globalement bon. De plus le R² Within , donnant la proportion de la variabilité intra-individuelle de la variable dépendante expliquée par celles des variables explicatives, donne une valeur de 0.7171. Cela signifie que 71,71% des variations de l'indicateur d'inclusion financière sont expliquées par les variables du modèle.

IV.2.1.6. Interprétation et implication économique des résultats des déterminants de l'inclusion financière

A partir des résultats trouvés et selon les objectifs poursuivis, nous concluons sur la contribution individuelle de chaque variable à l'explication de l'indicateur choisi pour capter l'inclusion financière dans les pays de la CAE.

Ainsi, économétriquement, les coefficients associés aux variables revenu par habitant, ACM, et masse monétaire sont statistiquement significatifs au seuil de 1%.

Economiquement, nous interprétons le signe des coefficients associés à ces variables pour conclure sur le sens de leur relation avec la variable dépendante. Ainsi, le coefficient associé à la variable revenu par tête est de signe positif et qui est économiquement attendu. En effet, toutes choses égales par ailleurs, lorsque le revenu par tête augmente d'un point de pourcentage, le niveau des crédits augmente de 4.45451 points. De cela, nous pouvons affirmer que le revenu influence positivement l'inclusion financière dans les pays de la CAE. Ce résultat s'aligne à ceux trouvés par Tuesta et al. (2015) qui ont trouvé que le revenu est un facteur important de l'inclusion financière en Argentine.

De même, la variable ACM a un coefficient de signe positif, ce qui implique une relation positive entre les ACM et l'inclusion financière. Toutes choses égales par ailleurs, l'augmentation d'un point de pourcentage des ACM entraîne l'augmentation de 0.0533566 points du niveau d'inclusion financière. Ainsi les ACM ont une influence positive sur la promotion de l'inclusion financière dans les pays de la CAE. Ce résultat corrobore avec les résultats de Efobi et al (2014) qui ont trouvé que les TIC sont des facteurs significatifs influençant l'utilisation des services bancaires au Nigéria.

Les coefficients des autres variables TIP et PORU affichent des signes attendus, mais à des seuils de significativité respectivement de 5% et 10%. Ainsi, toutes choses égales, une hausse d'un point de pourcentage de la proportion de la population rurale entraîne une baisse de 0.0493735 points du niveau d'inclusion financière. La population rurale influence donc négativement l'inclusion financière, au seuil de significativité de 10% dans les pays de la CAE. Cette relation négative implique que les niveaux d'inclusion financière diminuent au fur et à mesure que l'on se rapproche des régions rurales d'un pays.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Ce résultat est semblable à celui trouvé par Allen et al. (2014) qui ont montré que la densité de la population est beaucoup plus déterminante de l'inclusion financière en Afrique qu'ailleurs.

Toutes choses égales par ailleurs, une hausse d'un point de pourcentage du taux d'intérêt débiteur entraîne une augmentation de 0,0402583 points du niveau d'inclusion financière. Cela montre que le secteur privé dans les pays de la CAE présente une aversion au risque. Mais cela peut causer de problèmes au secteur bancaire en cas de défaut de remboursement.

La masse monétaire influence positivement et significativement l'inclusion financière dans les pays de la CAE. Une augmentation d'un point de pourcentage de la masse monétaire en circulation entraîne une hausse de 0.4172272 points du niveau d'inclusion financière, toutes choses égales par ailleurs.

IV.2.2. Résultats des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique

La stabilité économique a été analysée via la stabilité financière et la stabilité macroéconomique. Nous présentons successivement les résultats des effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière et sur la stabilité macroéconomique.

IV.2.2.1. Résultats des effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière

IV.2.2.1.1. Résultats d'analyse descriptive pour le modèle sur la stabilité financière

Avant de procéder aux différentes tests pour analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière, nous présentons d'abord le résumer des statistiques relatives aux variables utilisées pour décrire l'état des lieux de ces variables dans les pays de la CAE. Le tableau ci-après donne des informations statistiques descriptives des variables du modèle de régression sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière pour les pays de la CAE sur une période de 2000 à 2020.

Tableau 7 : Résultats des statistiques descriptives pour le modèle de stabilité financière

Variables	Observations	Moyenne	Min	Max	Ecart- type
SZB	105	14.80165	7.342275	24.17613	3.91411
CBSP	105	16.06978	.0074246	36.64775	7.603198
DEPOS	105	22.26431	6.911894	53.34955	11.77638
TCPIB	105	2.193033	-6.886405	10.5606	2.916574
MM	105	24.18282	13.05489	43.81461	8.363361

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

Concernant la variable dépendante, la plus grande valeur est de 24.17613 et est observée au Kenya tandis que la plus petite valeur 7.342275 est observée en Ouganda. Le Kenya qui a libéralisé les services financiers court un risque d'instabilité financière. L'écart type est de 3,91411 ce qui traduit que les pays de la CAE connaissent des instabilités financières de façon différente.

Quant aux variables indépendantes, les écarts les plus prononcés s'observent sur les dépôts (11.77638) et sur la masse monétaire en circulation (8.363361). Cela peut nous indiquer la divergence des politiques monétaires dans les pays de la CAE.

IV.2.2.1.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité financière

Comme on l'a fait pour le modèle précédent, la spécification homogène ou hétérogène du modèle générateur de données est primordial pour voir si on a un modèle avec ou sans effets.

Le tableau ci- après donne les résultats du test d'homogénéité pour le modèle 2.

Tableau 8 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité financière

Variable expliquée	Valeur calculée de Fisher	Probabilité	Décision
Bank-Z score	F1 = 2.6600057	PvalF1= 0.0107444	Hétérogénéité totale
	F2 = 2.3482385	PvalF2= 0.0661097	Modèle à effets individuels
	F3 = 3.1902134	PvalF3= 0.01659459	Modèle à effets individuels

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

A l'issue de l'algorithme de Hsiao, le test d'homogénéité nous montre que le modèle spécifié est un modèle à effets individuels. En effet, les résultats montrent que la probabilité associée à la statistique de Fisher calculée (F1) est inférieure à 5%, ce qui nous permet d'infirmer l'hypothèse d'un modèle totalement homogène. La probabilité associée à la statistique de Fisher pour la deuxième étape du test (F2) est supérieure à 5% et nous confirmons l'hypothèse de présence d'effets individuels. L'étape 3 de l'algorithme de Hsiao confirme la présence des effets individuels. La probabilité associée à la statistique de Fisher (F3) est inférieure à 5%.

IV.2.2.1.3. Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité financière

Après avoir constaté que le modèle présente des effets, il convient de connaître la nature de ces effets. Le test de Hausman nous permet de détecter la nature des effets d'un modèle. Voyons dans ce qui suit les résultats de ce test.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau 9 : Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité financière

Variabes indépendantes	Modèle à effets fixes (b)	Modèle à effets aléatoires (B)	Différence b – B	Modèle retenu
CBSP	0.2249386	0.2941457	-0.0692071	Modèle à effet aléatoire
DEPOS	0.3207703	0.3687811	-0.0480109	
TCPIB	0.0092554	0.091016	-0.0817606	
MM	-0.3094007	-0.4373091	0.1279085	
$\chi^2(4) = (b-B)'[(V_b - V_B)^{-1}](b-B) = 9.31$ Pr $\chi^2(4) = 0.0538$				

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

La probabilité associée à la statistique de Hausman est supérieure à 5%, soit $\text{Prob}(\chi^2(4)) = 0.0538 > 5\%$. Cela nous permet de d'accepter l'hypothèse nulle de présence des effets aléatoires et donc nous retenons le modèle valable le modèle à effets aléatoires.

IV.2.2.1.4. Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la stabilité financière

Après avoir retenu le modèle à effets aléatoires, nous présentons directement les résultats de l'estimateur des effets aléatoires. L'estimation des modèles à effets aléatoires ne pose pas donc de problèmes ; l'estimateur des moindres carrés généralisés permet donc d'estimer ce type de modèle.

Les modèles à effets aléatoires aident à contrôler l'hétérogénéité non observée lorsque l'hétérogénéité est constante dans le temps et n'est pas corrélée avec des variables indépendantes. Le tableau ci-après donne les résultats du modèle à effets aléatoire.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau 10 : Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires du modèle sur la stabilité financière

Variables explicatives	Modèle à effets aléatoires	Probabilité
CBSP	0.2941457 * (0.0699646)	0.000
DEPOS	-0.3687811 * (0.0591894)	0.000
TCPIB	0.091016 (0.0705973)	0.197
MM	-0.4373091 * (.0600426)	0.000
Constante	12.2399 (0.8155534)	0.000
Wald chi2(4) = 314.79 Prob > chi2 = 0.0000		
Les valeurs de la statistique de Student sont entre parenthèses, * : Significativité à 1%		

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

La statistique de Wald nous permet d'apprécier le modèle à effets aléatoires.

Au vu de ces résultats nous remarquons que la probabilité associée à la statistique de Wald est inférieure à 5% (Prob > chi2 = 0.0000), ce qui traduit que le modèle est globalement bon.

IV.2.2.1.5. Interprétation et implication économique des résultats sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière

Les variables d'intérêt (Crédits domestiques au secteur privé par les banques et dépôts auprès des banques) sont toutes statistiquement significatives au seuil de 1% pour expliquer le score Z de banque dans les pays de la CAE. Seule la variable Taux de croissance du PIB n'est pas statistiquement significative. Dès lors, nous commentons les signes de leur coefficient.

Le coefficient associé à la variable CBSP est positif (0.2941457) et significatif au seuil de 1%. Il a un signe économiquement attendu du fait que l'accroissement des crédits augmente la probabilité de défaut du système bancaire à l'encontre des institutions financières.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Ainsi, toutes choses égales par ailleurs l'accroissement d'un point de crédits bancaires au secteur privé entraîne une augmentation de 0.2941457 points de probabilité de défaut. Ce résultat ressemble à celui de Sahay et al. (2015) qui a examiné les liens entre l'inclusion financière et la croissance économique, la stabilité financière et économique et les inégalités et ont constaté que les risques pour la stabilité financière augmentent lorsque l'accès au crédit est élargi sans supervision adéquate.

La variable DEPOS a un coefficient négatif (-0.3687811) et significatif à 1%. C'est un signe économiquement attendu en ce sens que les dépôts viennent augmenter les actifs de la banque. Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'un point des dépôts entraîne une diminution de la probabilité de défaut pour les banques. Ce résultat a été trouvé par Ahamed et Mallick (2017) qui ont étudié les effets de l'inclusion financière sur la stabilité bancaire et ils ont trouvé que la banque emploie le système financier inclusif pour augmenter son dépôt à faible taux d'intérêt. En conséquence, la banque est susceptible de stabiliser son système financier par la mise en œuvre de l'inclusion financière.

Il en est de même pour la variable masse monétaire. Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'un point de la masse monétaire entraîne une diminution de -0.4373091 de la probabilité de défauts pour les banques commerciales dans les pays de la CAE..

Quant à la variable taux de croissance du PIB, son signe est positif mais non significatif pour expliquer l'accroissement de la probabilité de défaut du système bancaire.

IV.2.2.2. Résultats sur la stabilité macroéconomique

IV.2.2.2.1. Résultats d'analyse descriptive

L'analyse descriptive est une étape préliminaire du traitement des données qui consiste à synthétiser des données historiques pour en tirer des informations utiles voire les préparer en vue d'une analyse complémentaire.

Le tableau ci-après donne des informations statistiques descriptives des variables du modèle de régression sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique pour les pays de la CAE sur une période de 2000 à 2020.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Tableau 11 : Statistiques descriptives pour le modèle sur la stabilité macroéconomique

Variables	Observations	Moyenne	Min	Max	Ecart type
INFL	105	7.459318	-2.814698	26.23982	5.078745
CBSP	105	16.06978	.0074246	36.6477	7.603198
DEPOS	105	22.26431	6.911894	53.34955	11.77638
EPA	105	13.70062	-5.596294	35.62466	9.466032
MM	105	24.18282	13.05489	43.81461	8.363361

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

La variable dépendante (inflation), a connu deux valeurs extrêmes et de sens opposé. La plus grande valeur (26.23982) est observée au Kenya en 2008, tandis que la plus petite valeur (-2.814698) est observée au Burundi en 2018. Il en est de même pour la variable épargne où la plus petite valeur (-5.596294) s'observe au Burundi et la plus grande en Tanzanie. Tout cela traduit l'état des lieux des économies dans les pays de la CAE.

L'information sur les autres variables a été présentée dans les paragraphes antérieurs.

IV.2.2.2. Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité macroéconomique

Le tableau ci-après donne les résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité macroéconomique.

Tableau 12 : Résultats du test d'homogénéité du modèle sur la stabilité macroéconomique

Variable expliquée	Valeur calculée de Fisher	Probabilité	Décision
Inflation	F1 = 1.0939617	0.037233593	Hétérogénéité totale
	F2 = 1.099647	0.36973292	Modèle à effets individuels
	F3 = 1.0537207	0.038380234	Modèles à effets individuel

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

IV.2.2.2.3. Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité macroéconomique

Le tableau suivant donne les résultats du test de Hausman qui comme nous l'avons déjà signalé nous permet de faire le choix entre le modèle à effets fixes et le modèle à effets aléatoire.

**Tableau 13 : Résultats du test de Hausman pour le modèle sur la stabilité
macroéconomique**

Variables indépendantes	Modèle à effets fixes (b)	Modèle à effets aléatoires (B)	Différence b –B	Modèle retenu
CBSP	0.3278651	0.422994	-0.095128	Modèle à effets aléatoires
DEPOS	-0.3562736	-0.4652247	0.1089511	
EPA	-0.0218779	-0.0527978	0.0309198	
MM	0.0182346	0.3116042	-0.2933696	
$\chi^2(4) = (b-B)'[(V_b - V_B)^{-1}](b-B) = 4.47$ Prob>chi2 = 0.3463				

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

La probabilité associée à la statistique de Hausman est supérieure à 5%, soit Prob ($\chi^2(4)$) = 0.3463 > 5%. Cela nous permet d'accepter l'hypothèse nulle de présence des effets aléatoires et donc de retenir le modèle à effets aléatoires modèle valable pour estimation.

IV.2.2.2.4. Résultats d'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la stabilité macroéconomique

Le tableau ci-après présente les résultats du modèle à effets aléatoires choisi pour analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique.

Tableau 14 : Résultats de l'estimation du modèle à effets aléatoires pour le modèle sur la stabilité macroéconomique

Variables explicatives	Modèle à effets aléatoires	Probabilité
CBSP	0.422994** (0.1777927)	0.017
DEPOS	-0.4652247** (0.1481872)	0.002
EPA	-0.0527978 (0.0542305)	0.330
MM	0.3116042** (0.1498514)	0.038
Constante	4.207703	0.037
Wald chi2(4) = 11.66 Prob > chi2 = 0.0200 Les valeurs de la statistique de Student sont entre parenthèses, * *: Significativité à 5%		

Source : Auteur à partir des résultats de stata 16

De ces résultats nous remarquons que le modèle proposé pour analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique est globalement bon. En effet, la probabilité associée à la statistique de Wald est inférieure à 5%.

IV.2.2.2.5. Interprétation et implications économiques des résultats sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité macroéconomique

Les résultats consignés dans le tableau ci-dessus nous révèlent plusieurs informations.

Prises individuellement, les variables comme Crédits bancaires au secteur privé(CBSP), les dépôts auprès des banques commerciales(DEP), la masse monétaire en circulation(MM) sont statistiquement significatives au seuil de 5%. Seule la variable épargne n'est pas significative. Il convient maintenant d'analyser les coefficients associés à ces variables pour analyser leur ampleur sur la variable expliquée.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Le coefficient associé à la variable CBSP est significatif et positif (0.422994). Il a donc le signe économiquement attendu. En effet, toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'un point de pourcentage des crédits bancaires au secteur privé entraînent une hausse de 0.422994 points du taux d'inflation. Nous pouvons alors confirmer que les crédits bancaires au secteur privé entraînent une hausse de l'inflation dans les pays de la CAE. Ce résultat concorde avec celui de Mehrotra and Yetman (2014), qui démontrent qu'un degré élevé d'inclusion financière conduit à la volatilité de la production et de l'inflation.

La variable DEP a un coefficient négatif (-0.4652247). Ce signe est économiquement attendu. Toutes choses égales par ailleurs, une hausse des dépôts d'un point de pourcentage entraîne une diminution de 0.4652247 points du taux d'inflation. Ainsi les dépôts entraînent une diminution de l'inflation dans les pays de la CAE. Ce résultat témoigne la théorie de Hannig et Jansen, (2010) selon laquelle les épargnants et les prêteurs à faible revenu ont tendance à maintenir leur comportement financier pendant les crises financières, en conservant leurs dépôts en lieu sûr et en remboursant leurs prêts.

La masse monétaire MM affiche un coefficient positif (0.3116042). Toutes choses égales par ailleurs, une augmentation d'un point de pourcentage de la masse monétaire en circulation entraîne une hausse de 0.3116042 points du taux d'inflation. Ce résultat est conforme à l'affirmation de Milton Friedman selon laquelle l'inflation est toujours et partout d'origine monétaire. Quant à la variable épargne (EPA), elle a un signe économiquement attendu (-0.0527978), mais de façon non significative. Conformément à la théorie économique, l'épargne affecte négativement le taux d'inflation. Mais dans les pays de la CAE, son effet n'est pas très significatif.

Conclusion du quatrième chapitre

Dans ce chapitre, nous avons vérifié empiriquement à l'aide de l'estimation des données de panel les déterminants de l'inclusion financière ainsi que les effets de cette dernière sur la stabilité économique. A l'aide de l'estimation des données de panel, nous avons atteint les objectifs que nous nous sommes fixés. Le modèle à effets fixes a été meilleur pour vérifier économétriquement les déterminants de l'inclusion financière dans les pays de la CAE tandis que les modèles à effets aléatoires ont été bons pour analyser les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique.

Les résultats du modèle à effets fixes ont confirmé que le revenu influence positivement et significativement au seuil de 1% l'inclusion financière dans les pays de la CAE ; ce qui nous permet de confirmer la première hypothèse selon laquelle le revenu influence positivement le niveau l'inclusion financière. De même, les résultats montrent que le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles influence positivement et significativement au seuil de 1% l'inclusion financière dans les pays de la CAE, et nous confirmons la deuxième hypothèse selon laquelle le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles influence positivement l'inclusion financière dans les pays de la CAE. La variable population rurale influence négativement et significativement au seuil de 10% l'inclusion financière, et cela nous permet de confirmer la troisième hypothèse selon laquelle la population rurale influence négativement l'inclusion financière dans les pays de la CAE. Le taux d'intérêt sur les prêts bancaires influence positivement et significativement au seuil de 5% l'inclusion financière et par là nous infirmons la quatrième hypothèse selon laquelle le taux d'intérêt sur les prêts influence négativement l'inclusion financière dans les pays de la CAE.

Les résultats du modèle à effets aléatoires ont permis de conclure sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique. Cette dernière a été analysée via la stabilité financière et la stabilité macroéconomique. Ainsi, les résultats montrent que l'inclusion financière prise sous l'angle de l'offre et de la demande (DEP et CBSP) a une influence sur la stabilité financière. Les dépôts influencent positivement (signe négatif) et significativement au seuil de 5% la stabilité financière (captée par le score Z de banques), tandis que les crédits influencent négativement (signe positif) la stabilité financière (le score Z de banques). D'où nous infirmons la cinquième hypothèse selon laquelle l'inclusion financière n'a pas d'effet sur la stabilité financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

De même ces mesures d'inclusion financière ont une influence sur la stabilité macroéconomique (captée par le taux d'inflation). Les crédits bancaires au secteur privé influencent négativement (signe positif) la stabilité macroéconomique (inflation) tandis que les dépôts influencent positivement (signe négatif) la stabilité macroéconomique (inflation). D'où l'infirmerie de la sixième hypothèse selon laquelle l'inclusion financière n'a pas d'effet sur la stabilité macroéconomiques.

CONCLUSION GENERALE

Au terme de notre travail de recherche intitulé « Analyse de l'inclusion financière dans les pays de la Communauté des pays de l'Afrique de l'Est(CAE) : Ses déterminants et ses effets sur la stabilité économique », c'est un moment opportun pour nous de dresser le bilan et de présenter les résultats obtenus.

Ce travail, avait pour objectif d'analyser d'une part les déterminants de l'inclusion financière et les effets de cette dernière sur la stabilité économique d'autre part dans 5 pays membres de la CAE. Sur base d'une analyse documentaire et empirique, mais aussi à l'aide des outils d'analyse comme Excel et Stata, nous avons pu atteindre les objectifs poursuivis.

La littérature sur les déterminants et les effets de l'inclusion financière développée dans la première partie est vaste et est non consensuelle. Ce qui pousse les chercheurs à mener des études pour avoir une vision commune.

L'analyse descriptive montre que l'évolution des facteurs déterminant l'inclusion financière n'est pas très prometteuse pour atteindre un niveau souhaité d'inclusion financière. Le revenu par tête reste le plus faible comparativement aux autres régions, le développement des TIC même si il en plein essor n'est que très récent, une plus grande partie de la population de CAE vit dans les milieux ruraux. Les indicateurs de stabilité économique ne sont pas aussi satisfaisants pour tous les pays concernés par l'étude.

Pour l'analyse économétrique, les résultats du modèle à effets fixes qu'on a utilisé pour analyser les déterminants de l'inclusion financière montrent que le revenu et le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles sont des déterminants de l'inclusion financière au seuil de significativité de 1%, tandis que la population rurale et le taux d'intérêts sur les prêts sont aussi des déterminants de l'inclusion financière au seuil de 10% et 5% respectivement.

Concernant l'étude des effets de l'inclusion financière sur la stabilité économique, les résultats des modèles à effets aléatoires nous ont servi à conclure, d'une part, sur les effets sur la stabilité financière et sur la stabilité macroéconomique, d'autre part. Les résultats sur les effets de l'inclusion financière sur la stabilité financière montrent que l'inclusion financière prise sous l'angle « demande »(CBSP) a un effet négatif, tandis que, prise sous l'angle « offre »(DEP) a un effet positif sur la stabilité financière.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Quant aux effets sur la stabilité macroéconomique, l'inclusion financière, les crédits bancaires au secteur privé influencent négativement la stabilité macroéconomique tandis que les dépôts influencent positivement la stabilité macroéconomique.

En somme, au regard des résultats obtenus, quelques suggestions s'avèrent nécessaires pour les pays de la Communauté d'Afrique de l'Est afin qu'ils puissent promouvoir l'inclusion financière mais aussi maîtriser ses effets sur la stabilité économique :

- ✓ Promouvoir les activités créatrices de revenu pour doter la population des moyens financiers.
- ✓ Subventionner l'utilisation des cellulaires mobiles pour les rendre plus accessibles pour tous.
- ✓ Instaurer des politiques visant à faire des milieux ruraux des centres d'affaires et non des lieux d'habitation.
- ✓ Développer le mobile banking via pour atteindre l'inclusion financière en milieu rural.
- ✓ Mettre en œuvre les mesures prudentielles telles que proposées par les accords de Bâle pour veiller à la stabilité du système financier.
- ✓ Mettre en place des politiques visant à réduire le taux d'inflation qui nuit à la stabilité macroéconomique.

La réalisation de cette recherche n'est pas une tâche totalement parfaite vu les problèmes rencontrés surtout ceux liés à l'accès des données. C'est pourquoi nous ne pouvons pas mettre un point final sur ce travail de recherche. Un autre le sujet est vaste que l'on ne peut pas parcourir tous ses angles. C'est ainsi que nous sommes prêts à recevoir toute la remarque ou suggestion ayant trait à son approfondissement. Aussi, nous exhortons à nos successeurs de continuer à faire des recherches pour nous compléter et améliorer les résultats de ce travail en prenant en compte d'autres angles non traités dans ce travail. Par exemple en analysant les déterminants de l'inclusion financière prise du côté de l'offre et en analysant les effets de l'inclusion financière sur le chômage pris comme un indicateur de stabilité macroéconomique.

REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

I. Articles, mémoires ou thèses

1. Ahamed, MM and SK Mallick (2017). Is financial inclusion good for bank stability? International evidence. *Journal of Economic Behavior and Organization*.
2. Allen et Wood : « Defining and achieving financial stability *Journal of Financial Stability*, 2006, vol. 2, issue 2, 152-172
3. Allen, F. Carletti, E., Cull, R. Senbet, L. , and Valenzuela, P. (2014). The African financial development and financial inclusion gaps. *Journal of African economies*, eju015, 2014.
4. Allen, F., Elena, C., Cull, R., Qian, J.Q.J., Senbet, L & Valenzuela, Patricio. (2014). The African financial development and financial inclusion gaps. *Journal of African Economies*, 23. 614-642.10.1093/jae/eju015.
5. Allen, Franklin; Asli Demirguc-Kunt; Leora Klapper; Maria Soledad Martinez Peria, 2012. The Foundations of Financial Inclusion: Understanding Ownership and Use of Formal Accounts. World Bank Policy Research Working Paper no. 6290.
6. Amidzic, Goran, Alexander Massara and Andre Mialou, 2014. Assessing Countries' Financial Inclusion- A New Composite Index. IMF Working Paper, WP/14/36.
7. Andersen et Gruen (1995) Macroeconomic Policies and Growth
8. Anh, Loan & Duc (2019) Financial Inclusion and Macroeconomic Stability in Emerging and Frontier Markets, Business and Economics Research Group
9. Ardic, O.P., Heimann, M., & Nataluya, M. (2011). In Hariharan, G., and Marktanner M. (2012). The growth potential from financial inclusion, ICA Institute and Kennesaw State University.
10. Arrau P. and Gregorio J.D. (1995) « Financial Innovation and Money Demand: Application to Chile and Mexico », *The Review of Economics and Statistics*, 75.
11. Asif, M., Khan, K. B., Anser, M. K., Nassani, A. A., Abro, M. M. Q., & Zaman, K. (2020). Dynamic interaction between financial development and natural resources : Evaluating the 'Resource curse' hypothesis. *Resources Policy*, 65, 101566.
12. Attali J. (2014), Rapport de la Commission pour la libération de la croissance française

13. Babajide, A. A., Adegboye, F. B., & Omankhanle, A. E. (2015). Financial inclusion and economic growth in Nigeria. *International Journal of Economics and Financial Issues*, 5(3), ISSN:2146- 4138.
14. Beck T., Demirguc-Kunt, A. & Martinez Peria, M. (2005). *Reaching out: Access to and use of banking services across countries*. Policy Research Working Paper; No. 3754. World Bank, Washington DC
15. BECK T., MAIMBO S. M., FAYE I. et TRIKI T. (2011), *Financing Africa: Through the Crisis and Beyond*, World Bank
16. Beck, T., and De la Torre, A. (2006). *The basic analytics of access to financial services* (Vol. 4026). World Bank-free PDF.
17. Beck, T., and Laeven, L. (2006). *Resolution of failed banks by deposit insurers: Cross – country evidence*. World Bank Policy Research Working Paper, 3920.
18. Beck, Thorsten, Asl Demirg-Kunt, and Maria Soledad Martinez Peria, 2007. Reaching Out: Access to and Use of Banking Services across Countries. *Journal of Financial Economics* 85 (2), 23466.
19. Beg, M. A. (2012). Financial inclusion: gateway for poverty and unemployment.
20. Boateng, K. (2017). Financial inclusion for economic growth – an overview of some financial inclusion policies in india.
21. Buckland, T. S., Anderson, D. R., Burnham, K. P. & Jeffrey, L. (2005). Distance sampling.
22. BRB (2017) Rapport d'enquête sur l'offre des produits et services financiers formels qu BURUNDI
23. Camara, N and D Tuesta (2014). Measuring financial inclusion: A multidimensional index.
24. Camara, N., Peña, X., et Tuesta, D. (2014). Factors that matter for financial inclusion: Evidence from Peru, 1409
25. Chakravarty, Satya and Rupayan Pal, 2010. Measuring Financial Inclusion: An Axiomatic Approach. Indira Gandhi Institute of Development Research, Working Paper no. WP2010/003.
26. Cihak, M, DS Mare and M Melecky (2016). The nexus of financial inclusion and financial stability: A study of trade-offs and synergies.
27. Claessens, S. (2006). Access to financial services: A review of the issues and public policy objectives. *The World Bank Research Observer*, 21(2).

28. Canaan, R. A., Handy, F. & Moodithaya, M. S. (2012). Financial inclusion: Lessons from rural South India. *Journal of Social Policy*, 41(1): 183-205.
29. Collard, S., Kempson, E., & Whyley, C. (2001): "Tackling financial exclusion". Policy.
30. Dabla- Norris, E., Ji, Y., Townsend, R., & Unsal, D.. F. (2015). Identifying constraints to financial inclusion and their impact on GDP and inequality: A structural framework for policy. *IMF Working Paper* No. WP/15/22
31. Demirg-Kunt, Asli, and Leora Klapper, 2012. Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database. Policy Research Working Paper no. 6025. Washington: World Bank.
32. Demirg-Kunt, Asli, and Leora Klapper, 2013. Measuring Financial inclusion: Explaining Variation in Use of Financial Services across Countries and within Countries. *Brookingspapers on Economic Activity*, 279–340
33. DEMIRGÜÇ-KUNT A. et KLAPPER L. (2012a), « Measuring Financial Inclusion: the Global Findex Database », World Bank, *Policy Research Paper*, n° 6025.
34. DEMIRGÜÇ-KUNT A. et KLAPPER L. (2012b), « Financial Inclusion in Africa: an Overview », World Bank, *Policy Research Paper*, n° 6088.
35. Demircug-Kunt, A., & Klapper, L. (2012). Measuring Financial Inclusion: The Global Findex Database. Washington DC: The World Bank.
36. Diamond D. (1984). Financial intermediation and delegated monitoring. *Review of Economic Studies* 51: 393-414
37. En, F, A Demircug-Kunt, L Klapper and MS Peria (2012). The foundations of financial inclusion: Understanding ownership and use of formal accounts
38. Evans et Adeoye. Determinants of financial inclusion in africa: a dynamic panel data approach, *Research Journal* – Volume 22 – 2016
39. Fernández, AI, F Gonzalez and N Suarez (2016). Banking stability, competition, and economic volatility. *Journal of Financial Stability*, 22, 101-120.
40. Fischer, S. (1933), 'The Role of Macroeconomic Factors in Growth', *Journal of Monetary Economics*, 32(3), pp. 485–512
41. Fungacova, Z., et Weill, L. (2015). Understanding financial inclusion in China. *China Economic Review*, 34, 196–206.
42. Gabor, D. and Brooks, S. (2017) The digital revolution in financial inclusion: international development in the fintech era, *New Political Economy*, 22(4) 423-436

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

43. Garcia, MJR (2016). Can financial inclusion and financial stability go hand in hand? *Economic --Issues*, 21(2), 81-103.
44. Guerineau S., Jacolin L.L'inclusion financière en Afrique Subsaharienne : Faits stylisés et déterminants, *Revue d'économie financière*, 116, 2014, pp. 57-80.
45. Gurley et Shaw (1960) « L'intermédiation financière et l'intermédiation bancaire » dans « Money in a theory of finance »
46. Guttentag, J. M. & Lindsay, R. (1968). The uniqueness of commercial banks. *Journal of Political Economy* (71): 991-1014.
47. Han, R and M Melecky (2013). Financial inclusion for financial stability: Access to bank deposits and the growth of deposits in the global financial crisis.
48. Henig, A and S Jansen (2010). Financial inclusion and financial stability: Current policy issues.
49. Haoudi, A., & Rabhi, A. (2018). Les déterminants de de l'inclusion financière en Afrique: évidence sur la détention d'un compte courant.
50. Hawkesby(2000) "The Global Economy and New Zealand" : Annual Global Macro Conference
51. Honohan, P. & King, M. (2009). *Cause and effect of financial access: Cross country evidence from the finscope surveys*. Prepared for the World Bank Conference, "Measurement, Promotion, and Impact of Access to Financial Services". Washington DC, March 12-13, 2009
52. Honohan, P. (2007) Cross-Country Variation in Household Access to Financial Services. World Bank Conference on Access to Finance, Washington DC, 15-16 March 2007. World Bank, Trinity College Dublin and Centre for Economic Policy Research.
53. Hsiao, C. (2007). Panel data analysis – advantages and challenges.
54. Jagtap, M. V. (2016). Financial Inclusion And Growth Of Banking Sector In India.pdf. *International Journal of Informative & Futuristic Research*, 3(9), 3221-3228.
55. Kamalu, K. (2019). Causal Link Between Financial Developments, Financial Inclusion And Economic Growth In Nigeria. 8(12), 8.
56. Karpowicz, I. (2014). Financial Inclusion, Growth and Inequality : A Model Application to Colombia. IMF Working Papers, 14(166)
57. Karpowicz, I. (2014). Financial Inclusion, Growth and Inequality: A Model Application to Colombia. IMF Working Papers, 14(166),

58. Kempson, E. & Whyley, C. (1998). *Access to Current Accounts*, British Bankers' Association, London.
59. Khan, H. R. (2011). Financial inclusion and financial stability: are they two sides of the same coin? Address by Shri HR Khan, Deputy Governor of the Reserve Bank of India, at BANCON 2011, organized by the Indian Bankers Association and Indian Overseas Bank, Chennai, 4 November 2011.
60. Kpodar, K., & Andrianaivo, M. (2011). ICT, Financial Inclusion, and Growth Evidence from African Countries. IMF Working Papers, 11(73)
61. KUMAR, N. (2013) Financial inclusion and its determinants: evidence from India, *Journal of Financial Economic Policy*, 5, 4 – 19
62. Lockwood, B, 2004. How Robust is the Foreign Policy-Kearney Globalization Index? *The World Economy*, 27, 507-523
63. Lopez, T and A Winkler (2018). The challenge of rural financial inclusion—evidence from microfinance. *Applied Economics*, 50(14), 1555-1577.
64. Mehrotra, A and J Yetman (2014). Financial inclusion and optimal monetary policy. BIS Working Paper, No. 476.
65. Melecky (2013) Financial Inclusion for Financial Stability: Access to Bank Deposits and the Growth of Deposits in the Global Financial Crisis, World Bank Policy Research Working Paper No. 6577
66. MINSKY H. P. (1982), « The Financial Instability Hypothesis, Capitalist Processes and the Behavior of the Economy », in Kindleberger C. P. et Laffargue J.-P. (éd.), *Financial Crises, Theory, History and Policy*, Cambridge University Press.
67. Mishkin, F. S. (1991). *Asymmetric Information and Financial Crises: A Historical Perspective*. *Financial Markets and Financial Crises*, Hubbard R G, University Of Chicago Press.
68. Mishra, S.K., 2007. A Comparative Study of Various Inclusive Indices and the index Constructed by the Principal Components Analysis. MPRA Paper No.3377.
69. Morgan, P and V Pontines (2018). Financial stability and financial inclusion: The case of SME lending. *The Singapore Economic Review*, 63(1), 111-124.

70. Nagar, Anirudh L., and Sudip R. Basu, 2002. Weighting Socioeconomic Indicators of Human Development: A Latent Variable Approach. In Ullah A. et al. (eds) Handbook of Applied Econometrics and Statistical Inference. Marcel Dekker, New York
71. Neaime, S and I Gaysset (2017). Financial inclusion and stability in MENA: Evidence from poverty and inequality. *Finance Research Letters*, 24, 230-237.
72. Odeleye, A. T., & Olusoji, M. O. (2016). FINANCIAL INCLUSION AND INCLUSIVE GROWTH IN NIGERIA. 14.
73. OECD 2021. Digital delivery of financial education: Design and Practice
74. Okoroafor O. K. David, Oluseyi A. S. , Awe E. Empirical Analysis of the Determinants of Financial Inclusion in Nigeria: 1990 – 2016, *Journal of Finance and Economics.*, 6(1), 2018, pp . 9-25.
75. Olaniyi, E. & Babatunde, A. (2016). Determinants of financial inclusion in Africa: A dynamic panel data approach. *University of Mauritius Research Journal*, 22.
76. Onaolapo, A, R, (2015). Effects of financial inclusion on the economic growth of Nigeria. *International Journal of Business and Management Review*, 3(8), September, 11-28.
77. Oruo, J. (2013). *The relationship between financial inclusion and GDP growth in Nairobi*. (MBA Research Project), The University of Nairobi, November.
78. Ozili, P.K. (2018), "Banking stability determinants in Africa", *International Journal of Managerial Finance*, Vol. 14 No. 4, pp. 462-483.
79. P.K. Ozili (2020) Financial inclusion research around the world: a review
80. Park, CY and RV Mercado (2015). Financial inclusion, poverty, income inequality in developing Asia. Asian Development Bank Economics Working Paper No. 426. Manila: Asian Development Bank.
81. Perroux F. (1961), « *L'Économie du XXème siècle* », Presses universitaires de Grenoble, Paris, p.814.
82. Prasad, E. (2010). Financial Sector Regulation and Reforms in Emerging Markets: An Overview. *NBER Working Papers* 16428, National Bureau of Economic Research, Inc.
83. Ramji, M. (2009): "Financial inclusion in Gulbarga: Finding usage in access." Center for Micro Finance Working Paper, 26

84. Sahay, R., Cihak, M., Barajas, A. & Gao, Y. (2015). Rethinking Financial Deepening: Stability and Growth in Emerging Markets. *IMF Staff Discussion Notes* 15/08, International Monetary Fund.
85. Sarma, Mandira, 2008. Index of Financial Inclusion. ICRIER Working Paper 215.
86. Serletis, A. (2007), "*The demand for money: Theoretical and empirical approaches*", Springer Science& Business Media.
87. Swamy, V. (2012). Bank-Based Financial Intermediation for Financial Inclusion and Inclusive Growth. SSRN Electronic Journal.
88. Tobin, J. (1965), "Money and economic growth. *Econometrica*", *Journal of the Econometric Society*, 671–684
89. Tran, S. H., & Nguyen, L. T. (2020). Financial Development, Business Cycle and Bank Risk in Southeast Asian Countries. *Journal of Asian Finance, Economics and Business*, 7(3), 127- 135.
90. Tuesta, D., Sorensen, G., Haring, A. et Camara, N. (2015). Financial inclusion and its determinants: the case of Argentina (No. 1503).
91. Ullmo, Y. (1987), "Innovations financières, agrégats monétaires, politique monétaire", *Revue d'économie financière*, 2(2), 25–36.
92. Van, L. T.-H., Vo, A. T., Nguyen, N. T., & Vo, D. H. (2019). Financial Inclusion and Economic Growth : An International Evidence. *Emerging Markets Finance and Trade*, 1-25.
93. VICTORIA WANJIKU WOKABI, OLANREWAJU ISOLA FATOKI (2019). *Determinants of Financial Inclusion In East Africa. International Journal of Business and Management*, Vol. VII(1), pp. 125-143.,
94. Vivekanandan, N. R. (2013). Financial Inclusion in India—A Path Towards Inclusive Economic Growth. SSRN Electronic Journal.
95. Yorulmaz, R. (2012). Financial inclusion and economic development: a case study of Turkey and cross-country analysis of European Union. All Theses Paper1352, Clemson University
96. Zins A. and Weill L. The determinants of financial inclusion in Africa, *Review of Development Finance* vol. 6, 2016, pp. 46–57.

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

II. Rapports

Global Financial Inclusion database, 2011. The World Bank

Banque mondiale(2012) : " World Development Indicators "Washington, DC

Spring Financial Access Survey, 2013. International Monetary Fund

Banque mondiale(2008) : «La finance pour tous? Politiques et écueils du développement de l'accès », Washington, DC.

ANNEXES

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 1: Données du PIB par habitant

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	438,71253	1282,71828	372,380085	560,601402	374,431849
1991	450,207657	1258,87047	373,519988	553,526369	382,038737
1992	445,104994	1209,14333	417,97679	538,115822	382,153623
1993	409,234033	1175,80213	410,971344	526,555488	400,710902
1994	386,827971	1170,2971	215,746653	518,026152	413,068269
1995	350,950994	1185,8785	296,728153	521,055281	446,684155
1996	318,982051	1199,58118	324,721599	530,537466	472,85394
1997	310,730181	1171,42511	346,269654	536,099607	482,682029
1998	322,151911	1176,57582	347,553497	543,280295	491,925193
1999	314,747652	1170,86735	336,645606	556,528115	516,222453
2000	306,584485	1145,98462	344,939978	567,540162	516,733004
2001	305,854489	1157,29559	360,683339	586,510898	527,053884
2002	310,945329	1132,48646	398,773667	611,286057	555,35759
2003	298,025212	1134,53489	401,359831	634,110485	572,797244
2004	302,682089	1160,43855	425,123445	662,72492	592,611469
2005	295,737165	1195,77384	456,590745	692,477083	610,48932
2006	301,79065	1238,53702	487,51899	717,261162	655,335154
2007	302,107071	1287,24979	511,69511	744,524861	688,421451
2008	306,507415	1255,02509	553,830441	764,858159	725,125203
2009	307,904266	1261,34851	572,902149	782,397844	750,29842
2010	313,311818	1326,38582	599,207426	808,1405	767,738527
2011	315,656923	1357,25363	630,932217	844,906094	813,535139
2012	319,438534	1381,96871	668,799113	857,087698	818,307499
2013	324,828661	1397,37866	683,401662	888,263172	820,686435
2014	328,147196	1430,44522	707,736765	920,077986	834,152624
2015	305,549653	1464,55401	751,077393	947,933352	847,267629
2016	294,218848	1489,75878	775,475688	983,165865	855,897176
2017	286,431528	1510,58139	785,304634	1018,98966	850,162198
2018	281,970232	1559,24369	830,429341	1042,98772	870,70874
2019	278,319371	1600,12842	885,599612	1071,35006	894,520367
2020	270,691449	1559,55146	834,389616	1061,17035	891,295904

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 2 : Données sur l'épargne domestique

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	8,70394136	18,9917298	6,19503593	8,2511589	4,54107266
1991	11,681514	19,3721918	3,28299021	5,17156617	7,38620554
1992	5,14371049	15,1245807	2,939462	6,93082464	13,0861606
1993	12,1115765	37,1564624	1,41850975	5,0305256	16,0116721
1994	5,41727512	33,7985121	-48,5079443	3,41528063	18,8642022
1995	6,0172784	23,81787	-7,26145994	9,66984953	15,0335016
1996	3,7375573	16,4807557	-5,79690036	10,9816659	21,8343017
1997	6,04074612	16,2707359	-4,0629994	11,0036827	24,2297225
1998	0,66530286	16,2585841	-2,81667069	18,7133339	18,8613569
1999	2,41802868	18,4864634	-5,15460949	15,3465478	17,5823138
2000	1,32796785	12,8805242	-5,18255742	17,0431211	14,356493
2001	1,48988365	9,77664612	-2,06235057	17,0658376	14,5636673
2002	4,20017399	8,53309448	-3,19789315	20,5483303	16,6158327
2003	6,75563091	9,47474195	-1,23929471	22,4926753	17,8039742
2004	6,58731772	11,9613435	1,39257294	25,1192971	20,9455622
2005	15,3535761	13,8726955	1,98624905	25,167957	20,8439314
2006	8,00943549	16,061238	1,77566301	27,4191521	17,5209133
2007	7,33647075	16,6619924	3,64553656	26,3475486	16,8048949
2008	-1,50446288	15,4048084	6,94901122	29,2515136	22,3761322
2009	9,85337787	6,62276326	2,18092884	29,2522526	17,6995451
2010	3,21616089	7,11664816	13,3904525	25,0711055	18,6913058
2011	1,95368778	6,5320029	17,2683697	22,5782553	16,5879917
2012	10,8816151	6,4988677	13,6740041	25,8193706	18,5421759
2013	3,93388815	5,01424329	16,5203972	27,0168124	22,4709901
2014	0,61707329	6,06794029	11,7867364	27,7409785	25,1399107
2015	11,223523	6,8044653	9,88393406	25,3238056	16,5792422
2016	6,45367219	13,955408	10,7461411	27,9936204	24,1946363
2017	7,24635105	13,3408206	14,3616489	30,5358404	23,5972327
2018	5,49890038	14,4668775	10,9298914	31,4397095	21,3273283
2019	-5,17100951	13,8656515	11,1303427	35,6246612	22,6844339
2020	-5,59629357	11,7552975	11,9585909	33,9204515	22,2134645

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 3 : Données sur la masse monétaire en circulation en % du PIB

Année	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	15,7785308	29,5770159	14,8709606	19,9032001	7,59657117
1991	17,035602	30,9819286	14,0024405	19,7983684	8,6613632
1992	16,9075358	36,5177964	13,8614614	22,0720553	9,61176873
1993	17,7331287	37,0652321	13,5812878	24,3954331	10,7194876
1994	23,0052067	38,0160091	22,4275631	24,7837191	12,8045256
1995	19,8036144	42,2322688	18,5899425	25,088727	11,9610184
1996	22,3323071	35,7916911	16,1448907	21,8039824	12,5154665
1997	18,5863769	38,4226533	15,8288016	19,7103663	13,7934793
1998	15,7858821	35,8071838	14,7246091	12,592048	14,8589043
1999	20,4737374	35,7707978	13,7119196	12,8610623	15,6335202
2000	17,1728551	35,1647274	14,1654297	13,0548921	16,1155362
2001	17,2257816	35,2407441	13,6718607	15,7614865	16,0914426
2002	21,2523407	38,1589104	14,6435725	17,2323718	19,0320884
2003	24,0243463	39,0231642	13,990572	17,5773834	19,5539584
2004	22,3254125	39,3270274	13,788398	17,3611956	17,2284786
2005	23,2228639	38,9067146	13,7699762	20,4644028	19,3229389
2006	26,2748698	34,6015688	15,5439352	22,120025	19,914148
2007	24,6196134	36,0648197	17,0607762	22,8842319	20,875453
2008	25,2588849	36,1054991	15,7081355	22,2978435	23,6176766
2009	25,7904622	31,8735612	14,3426806	22,8666913	14,017275
2010	28,2427286	35,5104304	15,5632367	24,6479235	17,3447698
2011	26,8059036	36,5694357	17,3440359	24,1241978	16,39288
2012	26,0636429	36,5265195	17,2559475	23,5035625	17,5610484
2013	25,8819357	37,7933919	17,9923589	22,0709597	17,9866884
2014	26,4537554	42,3012569	18,9594603	22,534368	18,6599683
2015	22,672683	42,8193858	20,7890142	23,4398258	18,8439221
2016	24,2409091	40,3276116	20,2992233	21,1123804	19,0748437
2017	27,3380913	39,3519893	19,7081422	20,795587	19,9186069
2018	33,1974121	39,3598323	21,6798796	20,0113706	19,4171293
2019	39,6219874	38,0039361	22,2816071	20,2390283	20,5230556
2020	43,8146067	41,057274	25,828152	20,8976072	22,7313712

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 4 : Données sur les taux d'intérêts sur les prêts

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	12,3416667	18,75		26,8154348	38,6666667
1991	12,7833333	18,9975		27,0881522	34,4166667
1992	13,6583333	21,0675		27,3608696	39,1111111
1993	13,7666667	29,9891667		27,3608696	29,9366667
1994	14,2	36,24		34,4217391	20,7622222
1995	15,2583333	28,7958333		37,8050725	20,1625
1996	15,298	33,7866667	18,2558333	33,965	20,2941667
1997	15,3625	30,245	16,715	26,27	21,3708333
1998	15,4	29,49	15,7166667	22,8925	20,8616667
1999	15,2358333	22,38	16,3225	21,8941667	21,5491667
2000	15,77	22,3391667	16,4841667	21,5775	22,9197575
2001	16,8241667	19,6658333	16,3541667	20,0572614	22,655
2002	19,4675	18,4533333	16,215	16,3982408	19,0971782
2003	18,2308333	16,5733333	15,9925	14,5169609	18,9421409
2004	18,2541667	12,5316667	15,9875	14,1403195	20,6031757
2005	18,445	12,8825	15,7791667	15,2489487	19,6453884
2006	17,0725	13,6355339	15,8658333	15,6520978	18,6973348
2007	16,8433333	13,3403437	15,9991667	16,0703662	19,1057895
2008	16,5208333	14,0169394	16,2516667	14,9821347	20,4500661
2009	14,0758333	14,8045412	16,7233333	15,0304818	20,9551658
2010	12,42	14,3715	17,0008333	14,5441667	20,1746301
2011	13,2325	15,04676	16,6675	14,9633333	21,8333143
2012	14,32	19,7234067	16,7016667	15,5566667	26,1501302
2013	15,1475	17,3134577	17,3191667	15,8608333	23,2835727
2014	15,6683333	16,5139307	17,2591667	16,2908333	21,5842269
2015	15,3291667	16,0866138	17,3333333	16,105	22,6013573
2016	14,2383333	16,5596306	17,2916667	15,9583333	23,8861326

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

**Annexe 5 : Données sur les crédits domestiques au secteur privé par les banques
commerciales**

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	8,47806352	18,6565324	6,85333646	13,9019951	3,5881452
1991	10,6184579	19,9580726	5,06628648	14,0301195	3,52853034
1992	10,5771279	22,1524502	5,63295502	9,74466996	3,82740567
1993	13,8466434	18,4961964	6,28582089	10,7970387	4,31339766
1994	14,5565437	19,8341559	9,79138712	9,6994737	4,33362953
1995	11,6709025	25,6337905	8,36855987	6,655024	4,57978603
1996	13,6395287	21,5142922	6,74678419	3,09360603	5,27893338
1997	11,5273046	24,2184541	8,05086865	3,54534822	4,82347488
1998	13,2304848	23,8117122	8,70416835	2,94098178	5,61175258
1999	15,2359464	26,4172787	8,29133101	3,19184158	6,02024306
2000	16,9481388	25,6151378	8,59976567	3,11280258	5,67423418
2001	16,1392576	25,0709039	8,8622978	3,76207882	6,62231396
2002	20,1262696	25,7017525	9,14776207	4,61002454	7,70231189
2003	19,9469307	24,9947137	8,65441738	5,70215032	8,27064603
2004	17,170431	27,1317652	9,63314831	6,57073988	7,61296837
2005	14,3589954	26,1313205	10,114872	0,00742455	8,47188437
2006	15,6504313	22,7671563	11,5373523	9,32462777	9,97036359
2007	14,5614835	22,9331907	11,8255109	11,1033943	10,0983319
2008	13,4592722	25,2817209	13,207096	11,6512307	13,7859044
2009	14,4321105	21,7944382	10,9716037	11,0058406	8,20252393
2010	18,1751163	23,9033491	11,3471994	11,5045093	10,048234
2011	21,3405761	27,2306068	13,0643254	12,2087989	11,3584328
2012	19,9638007	26,3545601	15,5519022	12,7291561	11,8714749
2013	19,1242649	28,2607276	16,0361029	12,4607054	11,8611515
2014	19,0042053	34,461258	17,4002467	13,2264116	12,2970663
2015	16,0799915	36,6477544	20,7510861	14,4720447	12,8156879
2016	16,8486764	35,5253364	20,3034229	13,55954	12,5035236
2017	15,0501361	33,1098432	20,4264696	12,9752931	12,3115841
2018	17,5871907	31,1626828	21,2270039	12,6320369	12,3938207
2019	20,2639752	30,7441951	21,314205	12,517135	12,7052622
2020	21,9329942	32,0056017	24,5370971	13,0816377	13,0266175

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 6 : Données sur Population rurale en pourcentage de la population totale

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
1990	93,729	83,252	94,584	81,116	88,924
1991	93,545	82,957	94,509	80,792	88,546
1992	93,363	82,658	93,712	80,464	88,21
1993	93,177	82,355	92,687	80,133	87,867
1994	92,986	82,048	91,51	79,797	87,515
1995	92,789	81,737	90,163	79,457	87,154
1996	92,588	81,421	88,626	79,112	86,784
1997	92,382	81,102	87,534	78,763	86,406
1998	92,17	80,778	86,756	78,41	86,018
1999	91,964	80,45	85,936	78,053	85,621
2000	91,754	80,108	85,074	77,691	85,214
2001	91,539	79,761	84,171	77,326	84,799
2002	91,318	79,409	83,223	76,956	84,374
2003	91,092	79,052	83,096	76,389	83,939
2004	90,861	78,69	83,092	75,777	83,493
2005	90,625	78,325	83,088	75,155	83,04
2006	90,383	77,955	83,083	74,522	82,575
2007	90,136	77,58	83,079	73,879	82,101
2008	89,882	77,2	83,075	73,224	81,616
2009	89,624	76,817	83,07	72,561	81,122
2010	89,358	76,429	83,066	71,886	80,617
2011	89,085	76,031	83,062	71,202	80,102
2012	88,806	75,624	83,057	70,507	79,576
2013	88,518	75,206	83,053	69,804	79,042
2014	88,224	74,779	83,033	69,096	78,496
2015	87,922	74,342	82,996	68,383	77,94
2016	87,612	73,895	82,944	67,667	77,376
2017	87,294	73,438	82,875	66,947	76,804
2018	86,968	72,97	82,789	66,224	76,226
2019	86,634	72,493	82,687	65,5	75,639
2020	86,292	72,005	82,568	64,773	75,046

Source : Base de données WDI

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 7 : Données sur le nombre d'abonnés aux cellulaires mobiles pour 100 personnes

Années	BURUNDI	KENYA	RWANDA	TANZANIE	OUGANDA
1990	0	0	0	0	0
1991	0	0	0	0	0
1992	0	0,00434335	0	0	0
1993	0,00608825	0,00444594	0	0	0
1994	0,0064079	0,0073839	0	0,00128852	0
1995	0,00942034	0,0082072	0	0,01180473	0,00855821
1996	0,00925726	0,00988477	0	0,02968678	0,0190179
1997	0,01011086	0,02300475	0	0,06475842	0,02308893
1998	0,01002334	0,03555645	0,07181017	0,11884403	0,13458479
1999	0,01276503	0,07639212	0,14664254	0,15589507	0,24554284
2000	0,25584465	0,39857896	0,4915751	0,32991255	0,53662612
2001	0,51207983	1,82656386	0,78968252	0,80137601	1,16249281
2002	0,77564325	3,51721729	0,97769566	1,71745476	1,56278453
2003	0,92630733	4,58720014	1,52760945	3,5720397	2,98750004
2004	1,41004387	7,14504739	1,58136767	5,19532398	4,34369375
2005	2,077432	12,5924457	2,52231422	7,70864846	4,75101939
2006	2,62886395	19,4966946	3,47439225	14,1825275	7,03085158
2007	3,43414718	29,3221515	6,84875612	20,2844473	14,2278706
2008	5,91407787	40,9720064	13,8866321	31,0766245	28,1116529
2009	10,9643415	47,3440357	24,8319443	40,5570723	29,8739465
2010	19,3419316	59,4063512	35,3485559	47,3179195	39,5590167
2011	21,3719494	65,0344917	43,1948997	56,1954925	49,8763501
2012	24,3037953	69,3039045	53,9424397	57,8480982	47,3292835
2013	26,5907088	69,9253433	61,8705498	56,6028298	50,6202311
2014	32,4376271	72,018397	69,8960449	63,7756169	55,1750222
2015	49,189776	78,7745506	77,0477992	77,0465644	52,8974058
2016	51,0852265	79,471904	76,4561254	75,4849524	57,6014285
2017	54,6836761	85,2531569	73,6102638	73,09479	60,6046778
2018	56,5347075	96,3202168	78,8541104	77,2413522	57,2726073
2019	56,6497002	103,769021	76,491536	82,2081741	57,3655656
2020	55,7671723	114,203876	81,9505045	85,746888	60,5342751

Source : Base de données WDI

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 8 : Données sur le taux d'intérêt réel

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
2000	-16,6791975	15,3274334	12,7854387	12,3625316	10,6216143
2001	2,73290369	17,812501	16,8075705	14,541002	17,3344957
2002	18,2520363	17,3581406	22,6290817	8,54700275	22,9955928
2003	5,6144023	9,77051093	-3,6381913	5,62474852	10,3290387
2004	4,51452119	5,0452576	4,40148986	6,78734532	4,33924394
2005	-0,3337127	7,60998755	6,19328007	8,32725606	21,7655523
2006	13,8331873	-8,00986697	13,0827312	9,61235271	15,9090044
2007	7,91511495	4,81909079	2,71715714	6,38956519	10,9806235
2008	-6,19483556	-0,98499697	1,56534394	-1,20176223	13,2429703
2009	3,27455906	-10,0960036	8,93756895	5,49223043	-34,743443
2010	3,55415724	12,5269585	13,3893582	4,67468741	13,7612146
2011	4,49248947	4,52618583	8,83896696	2,46430421	11,3734989
2012	0,02411386	9,31351134	11,4408193	4,59141372	21,4880791
2013	6,66204459	9,29394636	14,2434626	5,64864168	19,01463
2014	9,84140751	8,24907899	11,9606659	9,65573387	15,6773841
2015	-4,94904459	6,26880578	16,7652477	7,91293619	16,5546646
2016	13,1515465	10,1181287	11,6742047	7,89628648	18,2333937
2017	3,00360573	5,63390261	8,32931495	14,6736954	15,8908471
2018	18,157673	8,46860892	17,6834033	14,0214176	14,7478688
2019	13,5992667	7,50638467	13,6841953	14,1569232	
2020	0,26541059	6,47812006	7,46170821	16,2798652	

Source : Base de données WDI

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 9 : Données sur le Score z de banque

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Uganda
2000	16,39278	15,39247	12,005525	8,5231462	9,764961
2001	16,21049	17,10886	13,32331	9,47375625	11,31805
2002	13,42112	14,87453	10,68774	9,47375625	7,342275
2003	11,78818	16,04124	11,52121	9,7792775	7,966842
2004	13,64593	15,39984	11,08465	9,168235	8,88141
2005	14,30266	17,10159	10,07606	10,39032	9,260807
2006	12,52626	17,59472	11,87438	11,30626	9,811846
2007	10,52007	18,83706	14,43464	13,18724	10,25425
2008	13,31901	17,87827	15,95196	12,00032	11,94486
2009	14,72968	18,76719	16,64009	12,06876	13,15599
2010	13,48255	21,96225	19,43426	11,69567	11,24067
2011	17,04926	19,45743	21,43055	10,75933	13,06053
2012	15,61505	21,1286	22,59453	11,46761	14,16992
2013	12,69225	21,90967	17,47893	13,3019	13,02306
2014	14,15365	24,17613	18,56152	13,94219	13,16825
2015	16,12146	19,08787	20,19025	12,74266	12,04714
2016	15,35018	21,76125	20,02527	14,78115	13,91435
2017	15,16467	21,54932	18,24462	15,39582	14,98021
2018	15,03418	20,48887	22,02699	14,21496	13,61631
2019	17,48385	19,23023	23,32058	14,88862	13,52874
2020	18,70161	18,36829	20,98436	14,35388	11,09639

Source : Base de données GFD

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 10 : Données sur le taux de croissance du PIB

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
2000	-2,59355929	-2,12515428	2,46382893	1,97870441	0,09890136
2001	-0,238106	0,9870091	4,564087	3,34262457	1,9973333
2002	1,66446458	-2,14371568	10,560601	4,22415991	5,37017302
2003	-4,15510894	0,18087919	0,64852926	3,73383757	3,14025684
2004	1,56257814	2,28319586	5,92077552	4,51253137	3,45920391
2005	-2,29446149	3,04499485	7,40192054	4,48936836	3,01679125
2006	2,0469141	3,57619319	6,77373457	3,57904685	7,34588349
2007	0,10484776	3,93308923	4,95901096	3,801084	5,04875964
2008	1,45655117	-2,50337554	8,23446023	2,73104346	5,3315817
2009	0,45573144	0,50384817	3,4436005	2,29319451	3,47156835
2010	1,75624462	5,15617256	4,591583	3,29022579	2,3244227
2011	0,74848923	2,32721211	5,29445887	4,54940624	5,96513142
2012	1,19801289	1,82096222	6,00173758	1,44177013	0,58662005
2013	1,6873753	1,11507223	2,1833984	3,63737269	0,29071417
2014	1,02162636	2,36632834	3,56087858	3,58168792	1,64084458
2015	-6,88640454	2,38448727	6,12383435	3,02750048	1,57225486
2016	-3,70833488	1,72098601	3,24843958	3,7167712	1,01851489
2017	-2,64677821	1,39771665	1,2674731	3,6437183	-0,67005458
2018	-1,55754345	3,22142919	5,7461405	2,35508346	2,41677914
2019	-1,29476824	2,62208685	6,64358395	2,71933649	2,73474073
2020	-2,74070846	-2,53585612	-5,78252238	-0,95017652	-0,36046837

Source : Base de données WDI

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 11 : Données sur inflation

Année	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Ouganda
2000	24,4320242	9,98002515	3,8995298	5,9239611	3,39202159
2001	9,29618771	5,73859814	3,34285507	5,147468	1,86512524
2002	-1,36568005	1,96130822	1,99258542	5,31783366	-0,28750851
2003	10,6474646	9,81569063	7,44970014	5,30356622	8,68047652
2004	8,17642937	11,6240355	12,2507103	4,73580144	3,72128744
2005	13,2520699	10,3127784	9,01408918	5,03457009	8,44872642
2006	2,74542	14,4537342	8,88282655	7,25097262	7,31067614
2007	8,41206286	9,75888023	9,08072206	7,02551437	6,13851083
2008	24,406951	26,2398166	15,4382139	10,2783938	12,0508555
2009	10,5554355	9,23412592	12,9443978	12,1422279	13,0172562
2010	6,49326591	3,96138889	-0,24612869	6,20015596	3,97655288
2011	9,59216606	14,022494	3,08017069	12,6909695	15,1251539
2012	18,1610453	9,37776748	10,2710182	16,0010939	12,6787362
2013	7,93795807	5,71749357	5,92426868	7,87072365	4,90271442
2014	4,40535234	6,87815499	2,35449053	6,13161433	3,07467761
2015	5,54468891	6,5821744	2,52850284	5,58816953	5,4100042
2016	5,55768961	6,29715752	7,17434302	5,17476629	5,44575878
2017	16,0525353	8,00572279	8,27953672	5,31871605	5,64093192
2018	-2,81469808	4,68981976	-0,31121016	3,49445849	2,62397505
2019	-0,68677217	5,23585999	3,34787655	3,46428058	2,86909425
2020	7,32110643	5,40481467	9,85039902	3,29029063	3,79442275

Source : Base de données WDI

*Inclusion financière dans les pays de la communauté de l'Afrique de l'Est : Ses déterminants et ses effets
sur la stabilité économique*

Annexe 12 : Données sur les actifs déposés en banque en % du PIB

Années	Burundi	Kenya	Rwanda	Tanzanie	Uganda
2000	17,50205	30,39185	9,501458	6,911894	8,247865
2001	17,37833	31,10334	9,603917	7,345567	9,284298
2002	21,81338	32,3568	10,7974	9,066029	11,2888
2003	21,13371	33,78984	9,96249	9,539812	11,24685
2004	18,95037	32,92954	11,19306	10,27707	10,95389
2005	15,98672	32,45218	11,19941	13,03432	10,595
2006	17,04641	32,4174	13,10467	14,44759	11,10133
2007	17,93198	32,75636	13,95904	17,25811	11,8036
2008	18,07907	34,53055	14,42775	17,31831	12,78135
2009	17,91598	36,35041	12,11723	16,66314	11,99261
2010	22,90404	41,66997	13,83211	18,06644	14,88499
2011	24,5323	41,40117	16,88696	17,23389	13,67928
2012	22,24049	43,01548	18,9673	18,6728	14,70921
2013	21,93715	44,94988	21,5942	18,8226	15,0551
2014	23,28379	51,54684	23,43817	19,3141	16,2879
2015	21,13688	53,34955	25,13947	19,8983	16,71589
2016	25,17805	52,6342	24,54175	18,6233	17,08824
2017	26,38371	48,36718	25,48869	18,56267	16,83358
2018	34,78255	47,20518	26,71191	17,10286	16,69469
2019	44,67629	47,07637	28,03545	17,40253	17,57545
2020	49,94482	49,20289	33,65991	17,87553	21,09886

Source : Base de données GFD